101e ANNÉE
VOL. 101

N° 14
2021

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 5 avril 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, April 5, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B. — Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

27440 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Aerodoo Québec-Maritimes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Belley, 2531, Richelieu, Carignan, Marc Duguay, 6325, Lamy, Montréal-Nord, tous deux vendeurs, et Gilles Thibodeau, administrateur, 425, Sauriol est, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de véhicules automobiles de tous genres et espèces ainsi que leurs parties et accessoires, sous le nom de « Aerodoo Québec-Maritimes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,960 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 59, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 397-69

Les Agences de Distribution Dulo inc. Dulo Distributing Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: René Dussault, marchand, 505, rue St-Georges, Marcel Longpré, manufacturier, 535, avenue du Palais, et Jean-

Letters Patent

Aerodoo Québec-Maritimes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Belley, 2531 Richelieu, Carignan, Marc Duguay, 6325 Lamy, Montreal-North, both salesmen, and Gilles Thibodeau, executive, 425 Sauriol Street, east, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles of all kinds as well as their parts and accessories, under the name of "Aerodoo Québec-Maritimes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $1 each and 3,960 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 59 St-James Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 397-69

Les Agences de Distribution Dulo inc. Dulo Distributing Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Dussault, trader, 505 St-Georges Street, Marcel Longpré, manufacturer, 535 du Palais Avenue, and Jean-Guido Sabourin,

Guido Sabourin, comptable, 190, rue Castonguay, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Servir d'intermédiaire entre le public et les fournisseurs de matériaux ou les entrepreneurs en construction, sous le nom de « Les Agences de Distribution Dulo inc.— Dulo Distributing Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 489-69

Aqua International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacques Villeneuve, gérant, 3455, Durocher, Howard Grief, avocat, 8435, Mayrand, Monique Leveillé, secrétaire, célibataire, 4000, Kindersley, Jean Benoit, avocat, 2108, Fullum, tous quatre de Montréal, et John Hykawy, avocat, 2218, Papineau, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Manufacturer des bateaux et embarcations de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Aqua International Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2100, Drummond, suite 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 540-69

Aqua-Lav Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Albert Bissonnette, avocat, 2, Brynmor, Montréal-Ouest, Kathleen Higgins, 4652, Sherbrooke ouest, Montréal, et Françoise Bourbeau, 3, Place Bellerive, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de nettoyeur et laveur d'automobiles, camions, édifices, piscines et de tous autres articles ou structures, sous le nom de « Aqua-Lav Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 576-69

Assistance professionnelle d'Amos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacquelin Cossette, médecin, Irène Cossette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacquelin Cossette, tous deux

accountant, 190 Castonguay Street, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To act as intermediary between the public and material suppliers or building contractors, under the name of "Les Agences de Distribution Dulo inc.— Dulo Distributing Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 489-69

Aqua International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Villeneuve, manager, 3455 Durocher, Howard Grief, attorney, 8435 Mayrand, Monique Leveillé, secretary, spinster, 4000 Kindersley, Jean Benoit, attorney, 2108 Fullum, all four of Montreal, and John Hykawy, attorney, 2218 Papineau, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with boats and water craft of all descriptions, under the name of "Aqua International Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $10 each and 3,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2100 Drummond, suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 540-69

Aqua-Lav Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Bissonnette, advocate, 2 Brynmor, Montreal-West, Kathleen Higgins, 4652 Sherbrooke West, Montreal, and Françoise Bourbeau, 3 Place Bellerive, Laval, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as automobile, truck, building, pool and all other article or structure cleaners and washers, under the name of "Aqua-Lav Inc.", with a capital stock divided into 40,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 576-69

Assistance professionnelle d'Amos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacquelin Cossette, doctor, Irène Cossette, housewife, wife separate as to property of said Jacquelin Cossette, both of 51, 6th

de 51, 6e Avenue est, et Louis Offroy, mécanicien, 661, Avenue « A », tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Fournir tous les services de bureau et personnel de bureau pour des professionnels, sous le nom de « Assistance professionnelle d'Amos inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 92, rue Principale nord, Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5792-68

Association Culturelle et Sportive de Lachenaie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Reynald Nardozza, entrepreneur-plombier, 2129, rue St-Charles, Edgar Roussel, journalier, 212, Terrasse Paul-Émile, Gilles Forest, entrepreneur, 2522, St-Charles, Pierre Therrien, professeur, Marcel Therrien, boucher, tous deux de 3407, St-Charles, Alfred Gravel, journalier, 3377, St-Charles, et Albert Michaud, couvreur, 248 Terrasse Paul-Émile, tous de Lachenaie, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Association Culturelle et Sportive de Lachenaie inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Charles-de-Lachenaie, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 719-69

L'Association des Étudiants au CEGEP du Vieux Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Lagacé, 4150, Trafalgar, Jean-L. Sancoucy, 5441, Place Grovehill, James A. O'Reilly, 5730, Darlington, tous trois de Montréal, Lambert Toupin, 227, Lockhart, Mont-Royal, C. Stephen Cheasley, 201, Corot Rive, Verdun, Jack R. Miller, 475, rue Galland, Dorval, et Michel Lassonde, 612, rue Vauquelin, Beloeil, tous avocats, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres, sous le nom de « L'Association des Étudiants au CEGEP du Vieux Montréal ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Avenue East, and Louis Offroy, mechanic, 661, Avenue "A", all three of Amos, for the following purposes:

To furnish office services and personnel for professionals, under the name of "Assistance professionnelle d'Amos inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 92 Principale Street North, Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 5792-68

Association Culturelle et Sportive de Lachenaie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Reynald Nardozza, plumbing contractor, 2129 St-Charles Street, Edgar Roussel, workman, 212 Paul-Émile Terrace, Gilles Forest, contractor, 2522 St-Charles, Pierre Therrien, professor, Marcel Therrien, butcher, both of 3407 St-Charles, Alfred Gravel, workman, 3377 St-Charles, and Albert Michaud, roofer, 248 Paul-Émile Terrace, all of Lachenaie, for the following purposes:

To establish and operate a recreational center, under the name of "Association Culturelle et Sportive de Lachenaie inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Charles-de-Lachenaie, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 719-69

L'Association des Étudiants au CEGEP du Vieux Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Lagacé, 4150 Trafalgar, Jean-L. Sansoucy, 5441 Grovehill Place, James A. O'Reilly, 5730 Darlington, all three of Montreal, Lambert Toupin, 227 Lockhart, Mont-Royal, C. Stephen Cheasley, 201 Corot Drive, Verdun, Jack R. Miller, 475 Galland Street, Dorval, and Michel Lassonde, 612 Vauquelin Street, Beloeil, all advocates, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the material, cultural and social interests of the members, under the name of "L'Association des Étudiants au CEGEP du Vieux Montréal".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of $100,000.

Le siège social de la corporation est 2094, avenue Kimberly, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 3660-68

Auberge La Calèche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1969, constituant en corporation: Yvan Dubois, professeur en éducation physique, Jeannine Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yvan Dubois, tous deux de 118, rue Desmarteaux, Laval, et René Rousseau, administrateur, Val-Morin, pour les objets suivants:

Exploiter des camps de jeunes, garçons et filles, ainsi que des campings, terrains de camping et auberges de jeunesse, sous le nom de « Auberge La Calèche inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 125, chemin Tour-du-Lac, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 734-69

Au Coin Chez Tony inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Antonio Ouellette, restaurateur, Thérèse Trudeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Antonio Ouellette, tous deux de 359, Des Érables, et Normand Ouellette, commerçant, 222, St-Jean-Baptiste, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Au Coin Chez Tony inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6011-68

Aimé Auger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jacques Auger, gérant de commerce, Mariette Delisle, ménagère, épouse dudit Jacques Auger, et Thérèse Boisvert, ménagère, veuve non remariée de Charles-Edward Auger, tous trois de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, sous le nom de « Aimé Auger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the corporation is at 2094 Kimberly Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 3660-68

Auberge La Calèche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Dubois, physical education professor, Jeannine Dubois, housewife, wife separate as to property of said Yvan Dubois, both of 118 Desmarteaux Street, Laval, and René Rousseau, executive, Val-Morin, for the following purposes:

To operate camps for boys and girls, as well as campings, camping-grounds and youth inns, under the name of "Auberge La Calèche inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 125 Tour-du-Lac Road, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 734-69

Au Coin Chez Tony inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Ouellette, restaurateur, Thérèse Trudeau, housewife, wife contractually separate as to property of said Antonio Ouellette, both of 359 Des Érables, and Normand Ouellette, trader, 222 St-Jean-Baptiste, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Au Coin Chez Tony inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,500 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 301 Main Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 6011-68

Aimé Auger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Auger, business manager, Mariette Delisle, housewife, wife of the said Jacques Auger, and Thérèse Boisvert, housewife, unremarried widow of Charles-Edward Auger, all three of Sainte-Croix, county of Lotbinière, for the following purposes:

To deal in drygoods, under the name of "Aimé Auger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Croix, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 334-69

Auteuil auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Germain Drolet, mécanicien, 7966, Casgrain, app. 4, Bertrand Collin, peintre, 7973, St-Dominique, et Michel Beaudoin, électricien, 7972, Casgrain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Auteuil auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $50 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7966, rue Casgrain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 482-69

Autobus Chevrette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Raymond Chevrette, homme d'affaires, Denise Trudel, ménagère, épouse dudit Raymond Chevrette, et Victor Chevrette, rentier, tous trois de 19, rue Corbeil, La Tuque, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Autobus Chevrette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 621, rue St-Louis, La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6099-68

Auto Rode Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Walter Rode, négociant, Rotraut Rode, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Walter Rode, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 13723, boulevard Gouin, Pierrefonds et Joachim Hamer, négociant, 432 rue Dobie, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, instruments aratoires, accessoires et pièces, sous le nom de « Auto Rode Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Sainte-Croix, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 334-69

Auteuil auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Drolet, mechanic, 7966 Casgrain, Apt. 4, Bertrand Collin, painter, 7973 St-Dominique, and Michel Beaudoin, electrician, 7972 Casgrain, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors and all their accessories and parts, under the name of "Auteuil auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $50 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7966 Casgrain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 482-69

Autobus Chevrette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Chevrette, businessman, Denise Trudel, housewife, wife of the said Raymond Chevrette, and Victor Chevrette, annuitant, all three of 19 Corbeil St., La Tuque, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Autobus Chevrette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 621 St-Louis St., La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 6099-68

Auto Rode Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Walter Rode, tradesman, Rotraut, Rode, secretary, wife separate as to property of the said Walter Rode, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 13723 Gouin Boulevard, Pierrefonds, and Joachim Hamer, tradesman, 432 Dobie Street, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors, agricultural machines, accessories and parts, under the name of "Auto Rode Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 135, chemin principal, Hudson, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 547-69

B. W. aluminium inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Harold M. White, agent, Murielle Duranceau, ménagère, épouse dudit Harold M. White, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1600, O'Brien, Montréal, et Edilbert Bujold, vendeur, 274, Colonia, Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « B. W. aluminium inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1600, boulevard O'Brien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 369-69

Beauce Valley Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Fernand Plante, commerçant, 254, 2e avenue, Robert Lessard, notaire, 152, 43e rue, et Rachel Poulin, secrétaire, fille majeure, 64, 21e rue, tous trois de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Beauce Valley Lumber Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 626-69

Eugene Beaulieu & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Leger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250, Forest Hill, apartement 410A, tous deux avocats, et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, appartement 214, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Eugene Beaulieu & Son Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 135 Main Road, Hudson, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 547-69

B. W. aluminium inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold M. White, agent, Murielle Duranceau, housewife, wife of said Harold M. White, and duly authorized by him for the presents, both of 1600 O'Brien, Montreal, and Edilbert Bujold, salesman, 274 Colonia, Châteauguay, for the following purposes:

To deal in merchandise and articles manufactured totally or in part in wood or metal, under the name of "B. W. aluminium inc.". with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1600 O'Brien Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 369-69

Beauce Valley Lumber Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Plante, trader, 254, 2nd Avenue, Robert Lessard, notary, 152, 43rd Street, and Rachel Poulin, secretary, spinster of the full age of majority, 64, 21st Street, all three of Saint-Georges, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Beauce Valley Lumber Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 626-69

Eugene Beaulieu & Son Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, 5715 Leger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250 Forest Hill, Apartment 410A, both advocates, and Esther Freedman, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale Apartment 214, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Eugene Beaulieu & Son Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à New Carlisle, district judiciaire de Bonoventure.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 493-69

Bermingham Associates Inc.
Les Associés Bermingham inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1969, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, 90, avenue Elgin, Pointe-Claire, Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure, 3420, rue Hutchison, Montréal, et Jack D. Dubney, administrateur, 522, avenue Lansdowne, Westmount, pour les objets suivants:

S'établir photographes et reproducteurs de photos et exercer les fonctions d'artistes et d'artistes commerciaux, sous le nom de « Bermingham Associates Inc.— Les Associés Bermingham inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 665-69

Serge Bernard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1968, constituant en corporation: Serge Bernard, commerçant, Pierrette Bérubé, sans occupation, épouse contractuellement séparée de biens dudit Serge Bernard, tous deux de 456, Iberville, et Robert Bernier, commis, 1058, Denault, tous trois de Beloeil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de denrées, viandes, lait, et généralement, tous produits comestibles, sous le nom de « Serge Bernard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 189, rue Montenach, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 378-69

Bert's Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, et Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous trois avocats, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « Bert's Steak House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

The head office of the company is at New Carlisle, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 493-69

Bermingham Associates Inc.
Les Associés Bermingham inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David A. Schwartz, advocate, 90 Elgin Avenue, Pointe-Claire, Claire Wilisky, secretary, fille majeure, 3420 Hutchison Street, Montreal, and Jack D. Dubney, executive, 522 Lansdowne Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as photographers and reproducers of pictures and to act as artists and commercial artists, under the name of "Bermingham Associates Inc.— Les Associés Bermingham inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 665-69

Serge Bernard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Bernard, trader, Pierrette Bérubé, unemployed, wife contractually separate as to property of the said Serge Bernard, both o 456 Iberville, and Robert Bernier, clerk, 1058 Denault, all three of Beloeil, for the following purposes:

To deal in foodstuffs, meat, milk and, generally, all food products, under the name of "Serge Bernard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $5 each, 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and 1,500 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 189 Montenach St., Beloeil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 378-69

Bert's Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, and Jean Lefrançois, 41 Morrison, all three advocates, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Bert's Steak House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1675, rue Dollard, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 403-69

Les Bois d'Oeuvre Lamontagne, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Eugène Lamontagne, industriel, Annette Grenier, ménagère, épouse dudit Eugène Lamontagne, et Laurent Lamontagne, contremaître, tous trois de Saint-Prime, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Les Bois d'Oeuvre Lamontagne, inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Prime, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6202-68

Adrien Boivin (1968) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Georges Demeule, 11476, Valade, Montréal-Nord, Fernand-R. Plante, 6580, rue Lemay, tous deux comptables agréés, et Lévis Gagnon, notaire, 8052, boulevard St-Michel, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des ateliers et magasins, sous le nom de « Adrien Boivin (1698) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 41, rue St-Jacques, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5761-68

Bouchard caméra & variétés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Richard Barbeau, Jean Geoffrion et Gilles Duchesne, tous trois avocats, de 210 rue Ste-Catherine est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de caméras, appareils photographiques, cosmétiques, produits de pharmacie brevetés et variétés de toutes sortes, sous le nom de « Bouchard caméra & variétés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 1675 Dollard Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 403-69

Les Bois d'Oeuvre Lamontagne, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Lamontagne, industrialist, Annette Grenier, housewife, wife of said Eugène Lamontagne, and Laurent Lamontagne, foreman, all three of Saint-Prime, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Les Bois d'Oeuvre Lamontagne, inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Prime, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 6202-68

Adrien Boivin (1968) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Demeule, 11476 Valade, Montreal-North, Fernand-R. Plante, 6580 Lemay St., both chartered accountants, and Lévis Gagnon, notary, 8052 St-Michel Blvd., the two latter of Montreal, for the following purposes:

To own and operate shops and stores, under the name of "Adrien Boivin (1968) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 41 St-Jacques St., Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 5761-68

Bouchard caméra & variétés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Barbeau, Jean Geoffrion and Gilles Duchesne, all three advocates, of 210 St. Catherine St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in cameras, photographic apparatus, cosmetics, patented pharmaceutical products and novelties of all kinds, under the name of "Bouchard caméra & variétés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 2949, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6166-68

La Boutique Belle de Jour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Marcelle Langlois, ménagère, épouse de Jacques Côté, 1276, Fontenay, Sainte-Foy, Raymond Létourneau, gérant, 188, St-Cyrille, et Jeanne Létourneau, secrétaire, fille majeure, 1002, De Salaberry, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et chaussures de toutes sortes, sous le nom de « La Boutique Belle de Jour inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1276, rue Fontenay, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 341-69

Boutique St-Roch inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Paul-H. Blouin, commerçant, Marie-Rose Tremblay, ménagère, épouse dudit Paul-H. Blouin, tous deux de 92, Dumas, Loretteville, et Georges-A. Blouin, courtier, 151, Bélanger, Vanier, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Boutique St-Roch inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 515-69

Bramco Decor Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 5003, avenue Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462, rue Drolet, tous deux de Montréal, Alexander S. Konigsberg, 2378, rue Frenette, Saint-Laurent, et Michel Saint-Aubin, 531, rue Davaar, Outremont, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de décoration, sous le nom de « Bramco Decor Products Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 2949 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 6166-68

La Boutique Belle de Jour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcelle Langlois, housewife, wife of Jacques Côté, 1276 Fontenay, St. Foy, Raymond Létourneau, manager, 188 St-Cyrille, and Jeanne Létourneau, secretary, spinster of the full age of majority, 1002 De Salaberry, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing and footwear of all kinds, under the name of "La Boutique Belle de Jour inc.", with a capital stock divided into 100 common shares of no nominal value and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1276 Fontenay St., St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 341-69

Boutique St-Roch inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-H. Blouin, trader, Marie-Rose Tremblay, housewife, wife of the said Paul-H. Blouin, both of 92 Dumas, Loretteville, and Georges-A. Blouin, broker, 151 Bélanger, Vanier, for the following purposes:

To make and deal in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Boutique St-Roch inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 515-69

Bramco Decor Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mark Rosenstein, 5003 Lacombe Avenue, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet Street, both of Montreal, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette Street, Saint-Laurent, and Michel Saint-Aubin, 531 Davaar Street, Outremont, all four advocates, for the following purposes:

To deal in decorative products, under the name of "Bramco Decor Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 4693, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 634-69

J-Marc Brien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 6709, Viau, Denise Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 1494, Jacques-Lemaistre, et Jocelyne Forest, secrétaire, épouse séparée de biens de Serge Forest, 8597, Sherbrooke est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « J-Marc Brien inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 800 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 1,200 actions privilégiées classe «A» d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,980 actions privilégiées classe «B» d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 297, King ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 582-69

Brulex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1969, constituant en corporation: Laval Bélanger, entrepreneur, 2145, de Grand-Pré, Monique René de Cotret, secrétaire, fille majeure, 104, des Pins ouest, et Doris Havard, comptable, fille majeure, 75, Ste-Anne, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Brulex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 680-69

M. Burdet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Michel Burdet, gérant, Claudette Charbonneau, ménagère, épouse dudit Michel Burdet, tous deux de 12780, Veuillot, et René Beauchamp, entrepreneur électricien, 12017, Pasteur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « M. Burdet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

The head office of the company is at 4693 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 634-69

J-Marc Brien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Morand, notary, 6709 Viau, Denise Beaudoin, secretary, spinster of the full age of majority, 1494 Jacques-Lemaistre, and Jocelyne Forest, secretary, wife separate as to property of Serge Forest, 8597 Sherbrooke East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "J-Marc Brien inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 800 common shares of a nominal value of $1 each, 1,200 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 1,980 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 297 King West, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 582-69

Brulex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laval Bélanger, contractor, 2145 de Grand-Pré, Monique René de Cotret, secretary, spinster of the full age of majority, 104 des Pins West, and Doris Havard, accountant, spinster of the full age of majority, 75 Sainte-Anne, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Brulex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares with a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 680-69

M. Burdet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Burdet, manager, Claudette Charbonneau, housewife, wife of the said Michel Burdet, both of 12780 Veuillot, and René Beauchamp, electrical contractor, 12017 Pasteur, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "M. Burdet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 12017, rue Pasteur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 355-69

Buvo ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Fernand Vigneault, vendeur, 71, Cabot, Kénogami, Victor Aubin, commerçant, 420, St. Patrick, et Roger Gagnon, comptable, 147, Downing, ces deux derniers d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Buvo ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 150,000 actions ordinaires de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » de $5 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5522-68

Cantex Chemicals & Equipment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, et Martin Green, 982, rue Grou, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gazoline, substances chimiques, essences, savons, détersifs et autres produits, sous le nom de « Cantex Chemicals & Equipment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue Towers, suite 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 545-69

Car-Ell Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, Banstead, Montréal-Ouest, David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Francine Végiard, secrétaire, célibataire, 2575, Aird, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Car-Ell Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 14,900 actions privilégiées, classe « A », de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées, classe « B », de $1 chacune.

The head office of the company is at 12017 Pasteur St., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 355-69

Buvo ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Vigneault, salesman, 71 Cabot, Kénogami, Victor Aubin, trader, 420 St. Patrick, and Roger Gagnon, accountant, 147 Downing, the latter two of Arvida, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Buvo ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 150,000 common shares of $1 each, 5,000 preferred class "A" shares of $5 each and 5,000 preferred class "B" shares of $5 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 5522-68

Cantex Chemicals & Equipment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, and Martin Green, 982 Grou Street, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in gasoline, chemicals spirits, soaps, detergents and other products, under the name of "Cantex Chemicals & Equipment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1440 Towers Street, room 102, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 545-69

Car-Ell Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead, Montreal West, David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, both advocates, and Francine Végiard, secretary, spinster, 2575 Aird, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Car-Ell Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each, 14,900 class "A" preferred shares of $1 each and 25,000 class "B" preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 352-69

Carrière Nicolet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Louis Morin, notaire, 204, Hériot, Paul Chassé, avocat, 224, Hériot, Robert Laporte, mécanicien, 625a, Lindsay, et André Paré, retraité, 667, Mercure, tous quatre de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter toutes sortes de carrières, sous le nom de « Carrière Nicolet inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 121-69

Celtic Real Estate Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, Finchley, Hampstead, Bernard Lamarche, 4870, Reine Marie, et Ralph Lipper, 1550, McGregor, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Celtic Real Estate Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville Marie, suite 3636, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 252-69

Centre du Théâtre d'Aujourd'hui

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Saulnier, adjoint au chef du service des textes, 8483, Waverly, Pierre Collin, professeur, 5040, Henri-Julien, tous deux de Montréal, et Rodrig Mathieu, professeur, 3130, 2e rue, Laval, pour les objets suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres, sous le nom de « Centre du Théâtre d'Aujourd'hui ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $75,000.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 352-69

Carrière Nicolet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Morin, notary, 204 Hériot, Paul Chassé, advocate, 224 Hériot, Robert Laporte, mechanic, 625a Lindsay, and André Paré, retired, 667 Mercure, all four of Drummondville, for the following purposes:

To operate all kinds of quarries, under the name of "Carrière Nicolet inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,500 common shares of $100 each, 2,000 preferred class "A" shares of $100 each and 1,500 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 121-69

Celtic Real Estate Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Reis, 213 Finchley, Hampstead, Bernard Lamarche, 4870 Queen Mary, and Ralph Lipper, 1550 McGregor, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Celtic Real Estate Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3636, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 252-69

Centre du Théâtre d'Aujourd'hui

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Saulnier, assistant to chief of text service, 8483 Waverley, Pierre Collin, professor, 5040 Henri-Julien, both of Montreal, and Rodrig Mathieu, professor, 3130, 2nd Street, Laval, for the following purposes:

To own, rent and operate theatres, under the name of "Centre du Théâtre d'Aujourd'hui".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is of $75,000.

Le siège social de la corporation est 1297, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 574-69

Centre Professionnel St-Rémi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Ginette Lapointe, secrétaire, épouse de André Barré, 113, Marchand, Châteauguay-Centre, Jacques Labrèche, comptable, Dollard-des-Ormeaux, et Maurice-O. Desaulniers, agent, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Centre Professionnel St-Rémi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 219, Notre-Dame, Saint-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 541-69

Cercueils André inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Suzanne Labelle, secrétaire, fille majeure, 23, boulevard Kirouac, Jean Gagnon, avocat, et Louise Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean Gagnon, ces deux derniers de 26, boulevard Kirouac, tous trois de Warwick, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de cercueils, tombes, urnes et autres récipients de toutes sortes et leurs accessoires, sous le nom de « Cercueils André inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Durham-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 653-69

Charpentier Photolab incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: Gilles Charpentier, 383, chemin de la Lorraine, Paul-Émile Duperron, 194, Cousineau, tous deux de Laval, et Pierre Charpentier, 4477, Beaubien est, app. 38, Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Effectuer la finition de photographies et rendre tous services s'y rapportant, sous le nom de « Charpentier Photolab incorporée », avec un capital total de $50,000, divisé en 20,000 actions

The head office of the corporation is at 1297 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 574-69

Centre Professionnel St-Rémi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ginette Lapointe, secretary, wife of André Barré, 113 Marchand, Châteauguay-Centre, Jacques Labrèche, accountant, Dollard-des-Ormeaux, and Maurice-O. Desaulniers, agent, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Centre Professionnel St-Rémi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 219 Notre-Dame, Saint-Rémi, county of Napierville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 541-69

Cercueils André inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Suzanne Labelle, secretary, spinster of the age of majority, 23 Kirouac Boulevard, Jean Gagnon, advocate, and Louise Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean Gagnon, the latter two of 26 Kirouac Boulevard, all three of Warwick, for the following purposes:

To manufacture and deal in coffins, vaults, vases and other continers of all kinds and their accessories, under the name of "Cercueils André inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 900 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Durham-South, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 653-69

Charpentier Photolab incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Charpentier, 383 de la Lorraine Road, Paul-Émile Duperron, 194 Cousineau, both of Laval, and Pierre Charpentier, 4477 Beaubien East, apt. 38, all three businessmen, for the following purposes:

Finishing of pictures and all photography services attached thereto, under the name of "Charpentier Photolab incorporée", with a total capital stock of $50,000, divided into 20,000

ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, boulevard Dorchester ouest, suite 3900, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 722-69

Cinéma Baronet ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Adolofo Papalia, marchand, 8995, rue Mauriac, Montréal, Stephen Marcovitch, 260, boulevard Alexis Nihon, Saint-Laurent, Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, tous deux avocats, et Sandra Schubovitch, secrétaire, célibataire, 5021, rue MacKenzie, Montréal, pour les objets suivants:

Gérer, maintenir et construire des théâtres et autres édifices, sous le nom de « Cinéma Baronet ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 642-69

Cinéma St-Félicien ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation: Nelson St-Pierre, propriétaire de cinéma, Irène Dufour, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nelson St-Pierre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 135, boulevard Sacré-Coeur, et Maurice Lamontagne, notaire, 6, 2e rue, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtre, sous le nom de « Cinéma St-Félicien ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 566-69

Cloutier Clothing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Yvon Cloutier, marchand, Alfred Émond, artisan, tous deux de 4074, Ste-Catherine est, Montréal, et René Gélinas, vendeur, 126, de la Place, Saint-Paul l'Ermite, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et faire le commerce de vêtements et tissus de toutes sortes, sous le nom de « Cloutier Clothing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard, West, suite 3900, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 722-69

Cinéma Baronet ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adolofo Papalia, merchant, 8995 Mauriac Street, Montreal, Stephen Marcovitch, 260 Alexis Nihon Boulevard, Saint-Laurent, Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, both advocates, and Sandra Schubovitch, secretary, spinster, 5021 Mackenzie Street, Montreal, for the following purposes:

To manage, maintain and construct theatres and other buildings, under the name of "Cinéma Baronet ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 642-69

Cinéma St-Félicien ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nelson St-Pierre, cinema proprietor, Irène Dufour, housewife, wife separate as to property of said Nelson St-Pierre, and duly authorized by him for the presents, both of 135 Sacré-Coeur Boulevard, and Maurice Lamontagne, notary, 6, 2nd Street, all three of Saint-Félicien, for the following purposes:

To operate a theatrical agency, under the name of "Cinéma St-Félicien ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 135 Sacré-Coeur Boulevard, Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 566-69

Cloutier Clothing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Cloutier, trader, Alfred Émond, craftsman, both of 4074 Ste-Catherine East, Montreal, and René Gélinas, salesman, 126 de la Place, Saint-Paul l'Ermite, for the following purposes:

To carry on business as tailors and to deal in clothing and woven material of all kinds, under the name of "Cloutier Clothing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 4057-A, Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 439-69

Club de Golf Charny inc.
Charny Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Armand Rogerge, paysagiste, Rose Sévigny, ménagère, épouse séparée de biens dudit Armand Roberge, tous deux de 1623, 7e avenue, et Pierre Gendron, voyageur, 670, 19e rue, tous trois de Charny, pour les objets suivants:

Exploiter un club de golf, sous le nom de « Club de Golf Charny inc. — Charny Golf Club Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1623, 7e avenue, Charny, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 460-69

Le Club de Hockey Juvénile de Malartic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Coulombe, agent d'assurances, 310, Fournière, Jean-Yves Fortin, animateur sportif, et Claude Hamel, administrateur, tous trois de Malartic, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous lenom de « Le Club de Hockey Juvénile de Malartic inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 581-69

La Compagnie de Développement Résidentiel Zeta ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Samuel Wex, 150, chemin Radcliffe, Montréal-ouest, Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, and Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « La Compagnie de Développement Résidentiel Zeta ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 et 2,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

The head office of the company is at 4057-A, Ste-Catherine East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 439-69

Club de Golf Charny inc.
Charny Golf Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Roberge, landscaper, Rose Sévigny, housewife, wife separate as to property of said Armand Roberge, both of 1623, 7th Avenue, and Pierre Gendron, traveller, 670, 19th Street, all three of Charny, for the following purposes:

To operate a golf club, under the name of "Club de Golf Charny inc. — Charny Golf Club Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1623, 7th Avenue, Charny, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 460-69

Le Club de Hockey Juvénile de Malartic inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Normand Coulombe, insurance agent, 310 Fournière, Jean-Yves Fortin, coach of sports, and Claude Hamel, administrator, all three of Malartic, for the following purposes:

To form and operate a sporting club and to particularly promote hockey, under the name of "Le Club de Hockey Juvénile de Malartic inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of $20,000.

The head office of the corporation is at Malartic, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 581-69

La Compagnie de Développement Résidentiel Zeta ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Wex, 150 Radcliffe Road, Montreal West, Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "La Compagnie de Développement Résidentiel Zeta ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 3,000 common shares of the par value of $10 each and 2,700 preferred shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 630, ouest boulevard Dorchester, suite 2654, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 516-69

Compagnie de Placements Émard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: André Coutellier, notaire, 7977, rue Bonnier, LaSalle, Robert Lefebvre, caissier, 4261, rue Fabre, et Yvette Bouchard, secrétaire, épouse de René Laganière, 5680, 6e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Compagnie de Placements Émard limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6201, rue Molson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 24-69

Constantin transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Marthe Lessard, 354, rue Lavigueur, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Constantin transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 324-69

Construction Barbe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Paul-Émile Barbe, constructeur, 130, 5e avenue, Yvon Léveillé, agent d'assurances, 221, Albert, et Marcel Delorme, notaire, 130, St-Laurent, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Barbe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 130, 5e avenue, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 591-69

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Suite 2654, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 516-69

Compagnie de Placements Émard limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Coutellier, notary, 7977 Bonnier St., LaSalle, Robert Lefebvre, cashier, 4261 Fabre St., and Yvette Bouchard, secretary, wife of René Laganière, 5680, 6th Ave., the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Compagnie de Placements Émard limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each

The head office of the company is at 6201, Molson St., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 24-69

Constantin transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th St., Marthe Lessard, 354 Lavigueur St., both of Québec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Constantin transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Marc-des-Carrières, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 324-69

Construction Barbe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Barbe, builder, 130, 5th Avenue, Yvon Léveillé, insurance agent, 221 Albert, and Marcel Delorme, notary, 130 St-Laurent, all three of Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction Barbe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 130, 5th Avenue, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 591-69

Cookshire Metal Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Beaudoin, industriel, Pearl Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marie Beaudoin, tous deux de case postale 225, Cookshire, et Roland Beaupré, comptable, 1280, Dorval, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Cookshire Metal Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cookshire, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 610-69

Copoz inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gaston Fournel, technicien en impression, 108, boulevard St-Jacques, Neufchatel, Jules Couture, 659, Routhier, et Guy Béliveau, 3326, Lambert Closse, ces deux derniers arpenteurs-géomètres, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Copoz inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3062, des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 364-69

Dan's Trailer Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e avenue, Roxboro, Cécile Contant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 5060, Pie IX, Montréal, et Lucille Blais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement de camping, remorques et maisons mobiles, sous le nom de « Dan's Trailer Sales Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, Woodhaven Circle, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 600-69

Cookshire Metal Works Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Beaudoin, industrialist, Pearl Roy, housewife, wife separate as to property of said Jean-Marie Beaudoin, both of Post Office Box 225, Cookshire, and Roland Beaupré, accountant, 1280 Dorval, Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Cookshire Metal Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Cookshire, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 610-69

Copoz inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Fournel, printing technician, 108 St-Jacques Blvd., Neufchatel, Jules Couture, 659 Routhier, and Guy Béliveau, 3326 Lambert Closse, the latter two land-surveyors, of St. Foy, for the followingfurposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers and book-binders, under the name of "Copoz inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3062 des Quatre-Bourgeois, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 364-69

Dan's Trailer Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Avenue, Roxboro, Cécile Contant, secretary, spinster of the full age of majority acting in her own right, 5060 Pie IX, Montreal, and Lucille Blais, secretary, wife contractually separate as to property of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To deal in camping equipment, trailers and mobile homes, under the name of "Dan's Trailer Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8 Woodhaven Circle, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 600-69

Delisle & associés inc.
Delisle & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacques Delisle, assureur-vie, Jocelyne Ducap, ménagère, épouse dudit Jacques Delisle, tous deux de 757, Bishop Power, app. 311, LaSalle, et Gilberte Hébert, ménagère, épouse de Marc Poulin, 1557, Latour, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Delisle & associés inc.— Delisle & Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions de catégorie « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 10,000 actions de catégorie « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 816-69

Delisle & associés inc.
Delisle & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Delisle, life insurer, Jocelyne Ducap, housewife, wife of the said Jacques Delisle, both of 757 Bishop Power, Apt. 311, LaSalle, and Gilberte Hébert, housewife, wife of Marc Poulin, 1557 Latour, Saint-Hubert, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Delisle & associés inc.— Delisle & Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 10,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 816-69

Guy Delorme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1969, constituant en corporation: Guy Delorme, gérant, Pauline Delorme, vendeuse, fille majeure, tous deux de 3055, Desmarteau, Montréal, et Guy Tremblay, gérant, 478, Maple, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Éditer et faire le commerce de livres, brochures, périodiques et autres choses semblables, sous le nom de « Guy Delorme inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 136-69

Guy Delorme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Delorme, manager, Pauline Delorme, saleswoman, spinster of the age of majority, both of 3055 Desmarteau, of Montreal, and Guy Tremblay, manager, 478 Maple, Saint-Lambert, for the following purposes:

To publish and to deal in books, brochures, periodicals and other similar publications, under the name of "Guy Delorme inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 136-69

Deschamps (Repentigny) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacques Boileau, 570, rue Robertson, Saint-Laurent, Michel Robillard, 6230, rue Chatelain, tous deux notaires, et Denise Laperrière, secrétaire, fille majeure, 818, boulevard St-Joseph est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Deschamps (Repentigny) inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50 actions ordinaires de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est 73, chemin de la Petite l'Assomption, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5726-68

Deschamps (Repentigny) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Boileau, 570 Robertson street, Saint-Laurent, Michel Robillard, 6230 Chatelain street, both notaries, and Denise Laperrière, secretary, spinster of the full age of majority, 818 Saint-Joseph Boulevard East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Deschamps (Repentigny) inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50 common shares of $1,000 each.

The head office of the company is at 73 Chemin de la Petite L'Assomption, Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 5726-68

Gilbert Desjardins inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Gilbert Desjardins, commerçant, Jacqueline Paul, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilbert Desjardins, tous deux de 3827, Adam, Montréal, et Gérard Aubry, pompier, 24, Terrasse Royale, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de chauffage et combustibles de toutes sortes, sous le nom de « Gilbert Desjardins inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 525-69

Développement Paton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Guy Fortier, notaire, 240, Lazard, Mont-Royal, Marie Pariseau, secrétaire, épouse séparée de biens de François Groulx, 839, Châtelaine, et Suzanne Giroux, secrétaire, fille majeure, 244, Bon Pasteur, ces deux dernières de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Développement Paton inc. », avec un capital total de $101,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 164, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 533-69

Les Disques Apollo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 224, Rodin, Beloeil, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Mario-R. Girard, 3455, Côte des Neiges, Micheline Corbeil, fille majeure, 350, Willowdale, et Michel Gilbert, 3777, St-Urbain, ces trois derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de disques, rubans magnétiques et autres procédés reproduisant les sons, la voix et la musique, et toutes sortes de films cinématographiques, photographies et autres instruments de reproduction d'images et de couleurs, sous le nom de « Les Disques Apollo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Gilbert Desjardins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert Desjardins, trader, Jacqueline Paul, housewife, wife separate as to property of the said Gilbert Desjardins, both of 3827 Adam, Montreal, and Gérard Aubry, fireman, 24 Terrasse Royale, Repentigny, for the following purposes:

To deal in heating apparatus and fuels of all kinds, under the name of "Gilbert Desjardins inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 525-69

Développement Paton inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Fortier, notary, 240 Lazard, Mount Royal, Marie Pariseau, secretary, wife separate as to property of François Groulx, 839 Châtelaine, and Suzanne Giroux, secretary, spinster of the full age of majority, 244 Bon Pasteur, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Développement Paton inc.", with a total capital stock of $101,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 164 des Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 533-69

Les Disques Apollo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 224 Rodin, Beloeil, both advocates and Queen's Counsels, Mario-R. Girard, 3455 Côte des Neiges, Micheline Corbeil, spinster of the full age of majority, 350 Willowdale, and Michel Gilbert, 3777 Saint-Urbain, the latter three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in records, tape recorders and other methods of recording sound, voice and music, and all kinds of cinematographic films, photographs and other reproducers of pictures and colours, under the name of "Les Disques Apollo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares with a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares with a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 431-69

Les Distributeurs David ltée
David Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: Harvey M. Cooperstone, avocat, 1448, Beverly Crescent, Jovitte Dmuchalsky, secrétaire, célibataire, 581, Ladouceur, tous deux de Laval, et Samuel H. Shriar, avocat, 2445, Valade, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les Distributeurs David ltée — David Distributors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 708-69

Les Distributeurs Indépendants inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue, Roxboro, Cécile Contant, secrétaire, fille majeure, 5060, Pie IX, Fernande Paquin, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 10770, d'Auteuil, Lionel Lefebvre, comptable, 9472, Châteaubriand, Denise Doss, secrétaire, épouse de Adel Doss, 2350, DeSalaberry, Raymonde Collin, secrétaire, fille majeure, 5632, 1re avenue, tous cinq de Montréal, Lucille Blais, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 26, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, Lucille Dion, secrétaire, épouse de Gaëtan Dion, 3209, Verdun, et Marguerite Chevrier, réceptionniste, épouse de Horace Chevrier, 1697, Émard, ces deux dernières de Verdun, pour les objets suivants:

Agir comme agent, courtier ou distributeur de toutes sortes de biens, articles, matériaux, marchandises ou accessoires, sous le nom de « Les Distributeurs Indépendants inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3200, rue Bossuet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 290-69

Domaine St-Martin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 431-69

Les Distributeurs David ltée
David Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey M. Cooperstone, advocate, 1448 Beverly Crescent, Jovitte Dmuchalsky, secretary, spinster, 581 Ladouceur, both of Laval, and Samuel H. Shriar, advocate, 2445 Valade, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Les Distributeurs David ltée — David Distributors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 708-69

Les Distributeurs Indépendants inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Street, Roxboro, Cécile Contant, secretary, spinster of the full age of majority, 5060 Pie IX, Fernande Paquin, secretary, wife of Paul Paquin, 10770 d'Auteuil, Lionel Lefebvre, accountant, 9472 Châteaubriand, Denise Doss, secretary, wife of Adel Doss, 2350 DeSalaberry, Raymonde Collin, secretary, spinster of the full age of majority, 5632, 1st Avenue, all five of Montreal, Lucille Blais, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 26 Gilles, Sainte-Thérèse-West, Lucille Dion, secretary, wife of Gaëtan Dion, 3209 Verdun, and Marguerite Chevrier, receptionist, wife of Horace Chevrier, 1697 Émard, the latter two of Verdun, for the following purposes:

To act as agent, broker or distributor for all kinds of goods, products, materials, merchandise or accessories, under the name of "Les Distributeurs Indépendants inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3200 Bossuet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 290-69

Domaine St-Martin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by

patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation: J.-Maurice Roy, courtier, Gemma Martineau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Maurice Roy, et Michel Roy, courtier, tous trois de 322, O'Meara, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine St-Martin ltée », avec un capital total de $100,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 173-69

O. Dubois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean-Claude Dubois, commerçant, 5, rue Brady, Marie-Paule Dubois, rentière, veuve non remariée d'Oscar Dubois, 37½, rue Carillon, tous deux de Hull, et Sylvio Wolfe, gérant, 30, Crescent, Lucerne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme confiseurs, sous le nom de « O. Dubois inc. », avec un capital total de $225,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $5 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5666-68

R. P. Dubois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Yvon Goulet, avocat, Theresa Bremner, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Bourret, et Françoise Dumais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Gendron, tous trois de 10339, boulevard St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de sport, bateaux, autos-neige, tracteurs, remorques, tentes-remorques, motocyclettes, accessoires et autres articles semblables, sous le nom de « R. P. Dubois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopérative,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 598-69

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Maurice Roy, broker, Gemma Martineau, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Maurice Roy, and Michel Roy, broker, all three of 322 O'Meara, Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine St-Martin ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 173-69

O. Dubois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Dubois, trader, 5 Brady street, Marie-Paule Dubois, annuitant, widow not remarried of Oscar Dubois, 37½ Carillon street, both of Hull, and Sylvio Wolfe, manager, 30 Crescent, Lucerne, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, under the name of "O. Dubois inc.", with a total capital stock of $225,000 divided into 5,000 common shares with a nominal value of $10 each, 20,000 class "A" preferred shares with a nominal value of $5 each and 15,000 class "B" preferred shares with a nominal value of $5 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 5666-68

R. P. Dubois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Goulet, advocate, Theresa Bremner, secretary, wife contractually separate as to property of Normand Bourret, and Françoise Dumais, secretary, wife contractually separate as to property of René Gendron, all three of 10339 St-Laurent Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports articles, boats, snowmobiles, tractors, trailers, trailer-tents, motorcycles, accessories and other similar articles, under the name of "R. P. Dubois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 598-69

Eastern Mine & Title Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation: Guy Gilbert, 26, Ellersdale, Hampstead, Joseph-F. Beaubien, 377, Roslyn, Westmount, et Gerald P. Barry, 3505, Ste-Famille, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations, mettre en valeur, exploiter des propriétés immobilières de toutes descriptions y compris des mines, minerais et droits miniers, propriétés immobilières de toute description, en faire le commerce, sous le nom de « Eastern Mine & Title Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à place Victoria, suite 1019, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 287-69

Ébénisterie Ami inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean Geolle, commerçant, 386, Place 13e rue, Louis Mageren, ébéniste, et Marie-José Demers, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Mageren, ces deux derniers de 380, Place 13e rue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ébénisterie Ami inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 380, Place 13e rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 424-69

Éditions Sega inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Odette Laforest, Raymonde Laforest, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Saint-Michel, Yves Gendron, comptable, Saint-Rémi, et Ginette Barré, secrétaire, épouse de André Barré, 113, Marchand, Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fabricants et distributeurs de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits de toutes sortes et autres produits semblables, sous le nom de « Éditions Sega inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 214, Darwin Park, Ile-des-Soeurs, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 543-69

Eastern Mine & Title Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Gilbert, 26 Ellersdale, Hampstead, Joseph-F. Beaubien, 377 Roslyn, Westmount, and Gerald P. Barry, 3505 Ste-Famille, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To prospect, explore, develop, exploit and deal with immovable property of every description including mines, minerals and mining rights, lands and surface real estate of every description, under the name of "Eastern Mine & Title Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Place Victoria, Suite 1019, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 287-69

Ébénisterie Ami inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Geolle, trader, 386, 13th St. Place, Louis Mageren, cabinet-maker, and Marie-José Demers, housewife, wife separate as to property of the said Louis Mageren, the two latter of 380, 13th St. Place, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ébénisterie Ami inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 380, 13th St. Place, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 424-69

Éditions Sega inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Odette Laforest, Raymonde Laforest, both secretaries, spinsters of the full age of majority, of Saint-Michel, Yves Gendron, accountant, Saint-Rémi, and Ginette Barré, secretary, wife of André Barré, 113 Marchand, Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and distributors of engravings, pictures, paintings, drawings, greeting cards of all kinds and other similar products, under the name of "Éditions Sega inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 214 Darwin Park, Ile-des-Soeurs, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 543-69

Eddy Fuel Oil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Denise Signori, marchande, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Gosselin, 9982, 29e avenue, Charles-E. Poirier, notaire, et Pierrette Senéchal, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 4032, Parc Lafontaine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Eddy Fuel Oil Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9982, 29e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 529-69

Elcar Ontario Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Roland H. Sperlich, avocat, 5724, McMurray, Côte Saint-Luc, George Gould, avocat et conseil en Loi de la reine, 174, Edgehill, Westmount, Rhoda Warring, comptable, épouse de Reginald Webb, 175, Alton Drive, Beaconsfield, et Gertrude-E. Scott, secrétaire juridique, célibataire, 3563, University, app. 35, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des purificateurs d'air Elcar, sous le nom de « Elcar Ontario Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 5090-68

M. Ellen Lumber Ltd.
M. Ellen Lumber ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford, Hampstead, Alan Z. Golden, 625, Milton, tous deux avocats, et Anne Scaroni, secrétaire, célibataire, 3484, Aylmer, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication, l'achat, la vente et le commerce sous toutes ses formes de fournitures utilisées dans la construction, sous le nom de « M. Ellen Lumber Ltd.— M. Ellen Lumber ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 497-69

Eddy Fuel Oil Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denise Signori, merchant, wife contractually separate as to property of Claude Gosselin, 9982, 29th Ave., Charles-E. Poirier, notary, and Pierrette Senéchal, secretary, spinster of the full age of majority, the two latter of 4032 Parc Lafontaine, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, grease, petroleum and all their products and by-products, under the name of "Eddy Fuel Oil Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 9982, 29th Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 529-69

Elcar Ontario Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland H. Sperlich, advocate, 5724 McMurray, Côte Saint-Luc, George Gould, advocate and Queen's Counsel, 174 Edgehill, Westmount, Rhoda Warring, bookkeeper, wife of Reginald Webb, 175 Alton Drive, Beaconsfield, and Gertrude-E. Scott, legal secretary, spinster, 3563 University, Apt. 35, Montreal, for the following purposes:

To deal in Elcar air purifiers, under the name of "Elcar Ontario Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1500 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 5090-68

M. Ellen Lumber Ltd.
M. Ellen Lumber ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford, Hampstead, Alan Z. Golden, 625 Milton, both advocates, and Anne Scaroni, secretary, spinster, 3484 Aylmer, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in all manner of supplies used in building and construction, under the name of "M. Ellen Lumber Ltd.— M. Ellen Lumber ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 497-69

Les Entreprises Baur au Lac ltée
Baur au Lac Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Guy Mainville, administrateur, 33, Upper Trafalgar, Paul Verner, comptable agréé, 5685, Gatineau, tous deux de Montréal, et Gabriel Marcoux, gérant, 7345, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises Baur au Lac ltée — Baur au Lac Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 283-69

Les Entreprises Baur au Lac ltée
Baur au Lac Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Mainville, executive, 33 Upper Trafalgar, Paul Verner, chartered accountant, 5685 Gatineau, both of Montreal, and Gabriel Marcoux, manager, 7345 Lacordaire Boulevard, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as a real-estate, construction and holding company, under the name of "Les Entreprises Baur au Lac ltée — Baur au Lac Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 283-69

Les Entreprises C. C. B. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Lucien Cliche, 1020, 7e rue, Vital Cliche, 1007, Bédard, et Camille-L. Bergeron, 908, Lévis, tous trois avocats, de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises C. C. B. limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 281-69

Les Entreprises C. C. B. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Cliche, 1020, 7th Street, Vital Cliche, 1007 Bédard, and Camille-L. Bergeron, 908 Lévis, all three advocates, of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Les Entreprises C. C. B. limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 281-69

Les Entreprises d'Habitation
du St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Pietro Trimarchi, 147, Crémazie ouest, Montréal, Normand Boulais, 2036, Bombardier, Marieville, et Georges Caluori, 1905, Richelieu, Carignan, tous trois constructeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises d'Habitation du St-Laurent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 147, boulevard Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 555-69

Les Entreprises d'Habitation
du St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pietro Trimarchi, 147 Crémazie west, Montreal, Normand Boulais, 2036 Bombardier, Marieville, and Georges Caluori, 1905 Richelieu, Carignan, all three builders, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Les Entreprises d'Habitation du St-Laurent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 147 Crémazie Blvd. West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 555-69

Les Entreprises générales d'Habitation Vsina inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Luc Parent, 560, Carlyle, Claude Béland, 777, Rockland, tous deux de Mont-Royal, et Pierre Laforest, 4858, Côte des Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises générales d'Habitation Vsina inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 4179-68

Les Entreprises générales d'Habitation Vsina inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Parent, 560 Carlyle, Claude Béland, 777 Rockland, both of Mount-Royal, and Pierre Laforest, 4858 Côte des Neiges, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises générales d'Habitation Vsina inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 4179-68

Les Entreprises Gérard Robidoux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1969, constituant en corporation: Gérard Robidoux, constructeur, Jeannine Castonguay, ménagère, épouse dudit Gérard Robidoux, tous deux de 1175, Lavigerie, Sherbrooke, et Oliva Robidoux, technicien, 43, Laval, Bromptonville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Gérard Robidoux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 607-69

Les Entreprises Gérard Robidoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Robidoux, builder, Jeannine Castonguay, housewife, wife of said Gérard Robidoux, both of 1175 Lavigerie, Sherbrooke, and Oliva Robidoux, technician, 43 Laval, Bromptonville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Gérard Robidoux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 607-69

Les Entreprises J. Adélard Bouchard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1969, constituant en corporation: Anita Brassard, ménagère, veuve de J.-Adélard Bouchard, 187, rue St-Jean, Christine Brown, notaire, 166, rue de la Fabrique, et Jacqueline Tremblay, secrétaire, fille majeure, 299, rue St-François, toutes trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises J. Adélard Bouchard inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,950 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 187, rue St-Jean, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 636-69

Les Entreprises J. Adélard Bouchard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Anita Brassard, housewife, widow of J.-Adélard Bouchard, 187 St-Jean Street, Christine Brown, notary, 166 de la Fabrique Street, and Jacqueline Tremblay, secretary, spinster of the full age of majority, 299 St-François Street, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Entreprises J. Adélard Bouchard inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 1,950 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 187 St-Jean Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 636-69

Les Entreprises Lontel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Michel Longpré, marchand de bois, Suzanne Huber, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michel Longpré, tous deux de 278, de la Visitation, et Louis Tellier, représentant, 4261, Principale, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques, réfrigérateurs, congélateurs, appareils de radio ou télévision et autres appareils électriques ou électroniques, sous le nom de « Les Entreprises Lontel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 278, rue de la Visitation, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 704-69

Entreprises Seraicco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, 1320, Leblanc, Sillery, Gatien Roy, 6895, 4e avenue est, Charlesbourg, et Clément Richard, 3255, de la Paix, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de tous produits se rapportant au chauffage et à la construction en général, sous le nom de « Entreprises Seraicco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 520-69

Etnev Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Billy Mauer, 955, Plymouth, Mont-Royal, et Ezra Beinhaker, 3328, Troie, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme grand magasin, sous le nom de « Etnev Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 20708, chemin Lakeshore, Baie d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 597-69

Les Entreprises Lontel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Longpré, lumber merchant, Suzanne Huber, housewife, wife separate as to property of the said Michel Longpré, both of 278 de la Visitation, and Louis Tellier, representative, 4261 Principale, all three of Joliette, for the following purposes:

To deal in electric appliances, refrigerators, freezers, radios or television sets and other electric or electronic devices, under the name of "Les Entreprises Lontel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common share of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 278 de la Visitation Street, Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 704-69

Entreprises Seraicco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Séverin Lachapelle, 1320 Leblanc, Sillery, Gatien Roy, 6895, 4th Avenue, east, Charlesbourg, and Clément Richard, 3255 de la Paix, Sainte-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To import, export and to deal in all products incidental to heating and to construction in general, under the name of "Entreprises Seraicco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 520-69

Etnev Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Billy Mauer, 955 Plymouth, Mount Royal, and Ezra Beinhaker, 3328 Troie, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Etnev Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 20708 Lakeshore Road, Baie d'Urfé, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 597-69

S.C. Farquharson Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: André Valiquette, 3340, Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, tous deux de Saint-Laurent, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise de placement, financement et courtage, sous le nom de « S.C. Farquharson Investment Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 990 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1015, Côte du Beaver Hall, bureau 407, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 618-69

Ferronnerie R. Gagné inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Roch Gagné, électricien, Aurore Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roch Gagné, tous deux de 37, Place McCormick, Port-Cartier, et Jeannine Fortin, secrétaire, fille majeure, 3, Radisson, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Ferronnerie R. Gagné inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 435-69

Foma Manufacturers and Agents Limited
Les Manufacturiers et Agents Foma limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Seymour Luterman, 7920, Côte Saint-Luc, et G. George Sand, 211 Dresden, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de matériel de photographie de toute sorte et de tout genre, sous le nom de « Foma Manufacturers and Agents Limited — Les Manufacturiers et Agents Foma limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2930, Louis Paré, bureau 303, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 650-69

S.C. Farquharson Investment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Valiquette, 3340 Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, both of Saint-Laurent, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as investors, financiers, brokers and agents, under the name of "S.C. Farquharson Investment Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1015 Beaver Hall Hill, Suite 407, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 618-69

Ferronnerie R. Gagné inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roch Gagné, electrician, Aurore Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roch Gagné, both of 37 Place McCormick, Port-Cartier, and Jeannine Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 3 Radisson, Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Ferronnerie R. Gagné inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Port-Cartier, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 435-69

Foma Manufacturers and Agents Limited
Les Manufacturiers et Agents Foma limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Seymour Luterman, 7920 Côte St. Luc, and G. George Sand, 211 Dresden, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of photographic equipment, under the name of "Foma Manufacturers and Agents Limited — Les Manufacturiers et Agents Foma limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2930 Louis Paré, Suite 303, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 650-69

Fortune Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Roy Calvin Amaron, 1815, Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 510, de l'Église, tous deux avocats, Renée Tucker, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Tucker, 1325, Kingsley, tous trois de Dorval, et Ina Mason, comptable, veuve de feu Albert Edward Mason, 21285a, boulevard Gouin, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie de placements, sous le nom de « Fortune Enterprises Limited », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 6090-68

Fortune Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roy Calvin Amaron, 1815 Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 510 de l'Église, both advocates, Renée Tucker, secretary, wife separate as to property of Maurice Tucker, 1325 Kingsley, all three of Dorval, and Ina Mason, bookkeeper, widow of the late Albert Edward Mason, 21285a Gouin Boulevard, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Fortune Enterprises Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 6090-68

Le Foyer Delâge inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Bolduc, vendeur, 722, rue Delisle, Jacques Gadbois, médecin, 175, St-Éphrem, Robert Tardif, 162, rue Vallières, Gérard Lavoie, 48, rue Laniel, tous deux voyageurs, et Serge-Jean Fillion, professeur, 182, rue Ste-Marie, tous de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, organiser, agrandir, développer et administrer généralement un centre d'hébergement pour personnes âgées, sous le nom de « Le Foyer Delâge inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $800,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6071-68

Le Foyer Delâge inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marc Bolduc, salesman, 722 Delisle Street, Jacques Gadbois, physician, 175 St-Éphrem, Robert Tardif, 162 Vallières Street, Gérard Lavoie, 48 Laniel Street, both travelers, and Serge-Jean Fillion, professor, 182 Ste-Marie Street, all of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To establish, maintain, organize, enlarge and administer, in general, a sheltering center for aged people, under the name of "Le Foyer Delâge inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of $800,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 6071-68

Les Foyers Lanouette ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1969, constituant en corporation: Guy Lanouette, 31, 4e avenue, Lac Saint-Joseph, Fernand Lanouette, 292, 5e Rang, Saint-Augustin-de-Desmaures, tous deux industriels, et Marc Lanouette, arpenteur-géomètre, 735, Godbout, Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de feux de foyer de toutes sortes, sous le nom de « Les Foyers Lanouette ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Catherine, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 317-69

Les Foyers Lanouette ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1969, have been issued by the Lieusenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Lanouette, 31, 4th Ave., Lake St. Joseph, Fernand Lanouette, 292, 5th Range, Saint-Augustin-de-Desmaures, both industrialists, and Marc Lanouette, land surveyor, 735 Godbout, Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in fire-places of all kinds, under the name of "Les Foyers Lanouette ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Catherine, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 317-69

Les Frères Témiscamiens inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Yvon Charette, garde-chasse, Jacques Bruneau, gérant de banque, tous deux de Lorrainville, et Gilles Desjardins, avocat, Ville-Marie, pour les objets suivants:

Exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Les Frères Témiscamiens inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lorrainville, district judiciaire de Témiscamingue.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 183-69

Galerie des Nations inc.
Gallery of Nations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Leger, Côte Saint-Luc, C. Joshya Borenstein, 454, Ellerton, Mont Royal, tous deux avocats, Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, app. 214, et Lorne H. Marchand, étudiant en apprentissage, 3455, place Decelles, app. 312, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'oeuvres d'art, reproductions, livres, objets d'art, pierres précieuses, peintures et sculptures, sous le nom de « Galerie des Nations inc.— Gallery of Nations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1202, Maria Crescent, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 578-69

General Aero Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Hubert Lavigne, mécanicien, 7059, Lévesque, Laval, Bogomir Kukovica, gérant, 10930, Péloquin, Montréal, et Marcel Schmitt, ingénieur, 935, Allard, Dorval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, moteurs, instruments de navigation aérienne, appareils et accessoires, sous le nom de « General Aero Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-André-Avellin, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 140-69

Les Frères Témiscamiens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Charette, game warden, Jacques Bruneau, bank manager, both of Lorrainville, and Gilles Desjardins, advocate, Ville-Marie, for the following purposes:

To operate a social and sporting club, under the name of "Les Frères Témiscamiens inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Lorrainville, judicial district of Témiscamingue.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 183-69

Galerie des Nations inc.
Gallery of Nations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, 5715 Leger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, both advocates, Esther Freedman, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale, Apt. 214, and Lorne H. Marchand, articled student, 3455 Decelles Place, Apt. 312, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in works of art, reproductions, books, objets d'art, precious stones, paintings and sculptures, under the name of "Galerie des Nations inc.— Gallery of Nations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1202 Maria Crescent, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 578-69

General Aero Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hubert Lavigne, mechanic, 7059 Lévesque, Laval, Bogomir Kukovica, manager, 10930 Péloquin, Montreal, and Marcel Schmitt, engineer, 935 Allard, Dorval, for the following purposes:

To deal in aircraft of all kinds, motors, aerial navigation instruments, appliances and accessories, under the name of "General Aero Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-André-Avellin, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 140-69

Armand Genest & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Louis Genest, électricien, Fernande Sioui, ménagère, épouse dudit Louis Genest, tous deux de 4, boulevard Valcartier, Loretteville, et Réal Forest, avocat, 853, rue St-Jean, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Armand Genest & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 639-69

Armand Genest & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Genest, electrician, Fernande Sioui, housewife, wife of the said Louis Genest, both of 4 Valcartier Blvd., Loretteville, and Réal Forest, advocate, 853 St. John St., Québec, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and maintain all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "Armand Genest & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Loretteville, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 639-69

Genicom inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Antoine Dewald, 2732, boulevard Liégeois, Marcel Grenier, 2700, boulevard Liégeois, tous deux ingénieurs, et André Girard, comptable, 3458, Place Trianon, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des services d'organisation scientifique du travail et de la production et fournir du personnel qualifié à ces fins, sous le nom de « Genicom inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et en 395 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, suite 704, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 590-69

Genicom inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Dewald, 2732 Liégeois Blvd., Marcel Grenier, 2700 Liégeois Blvd., both engineers, and André Girard, accountant, 3458 Place Trianon, all three of St. Foy, for the following purposes:

To establish and operate scientific labour and production organization services, and to supply qualified personnel for such purposes, under the name of "Genicom inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $1 each and 395 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2700 Laurier Blvd., Suite 704, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 590-69

Gerole international Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1969, constituant en corporation: Georges Labelle, pharmacien, 870, boulevard de l'Hôpital, Radovan Preradovich, 1056, 5e avenue, tous deux de Val d'Or, et Lionel Bérubé, 15, Laval, Bourlamaque, ces deux derniers commerçants, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter des « Line Pole Rock Anchor Brackets », sous le nom de « Gerole International Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 822, 3e avenue, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 316-69

Gerole international Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Labelle, pharmacist, 870 de l'Hôpital Blvd., Radovan Preradovich, 1056, 5th Ave., both of Val d'Or, and Lionel Bérubé, 15 Laval, Bourlamaque, the two latter traders, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export "Line Pole Rock Brackets", under the name of "Gerole International Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 100,000 common shares of $1 each and 200,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 822, 3rd Ave., Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 316-69

Gestion J.E.L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Gilles-G. Tessier, 445, Grenfell, Hugues Ferron, 2450, Athlone, tous deux avocats, de Mont-Royal, et Ginette Gagné, secrétaire, fille majeure, 5536, Côte des Neiges, app. 5, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion J.E.L. inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 200 actions ordinaires de $1 chacune, 2,990 actions privilégiées « A » de $100 chacune et en 800 actions privilégiées « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 649-69

GiGi Cleaners Inc.
Nettoyeurs GiGi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, et Martin Green, 982, Grou, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et raccommodeurs de vêtements, sous le nom de « GiGi Cleaners Inc.— Nettoyeurs GiGi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue Towers, suite 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 389-69

G. Giordano Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, 5367, Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin de la Côte Saint-Luc, tous deux de Montréal, Douglas L. Pascal, 6525, chemin de la côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, célibataire, 200, rue Corot, Verdun, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « G. Giordano Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et 3,950 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 485-69

Gestion J.E.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles-G. Tessier, 445 Grenfell, Hugues Ferron, 2450 Athlone, both advocates, of Mount Royal, and Ginette Gagné, secretary, spinster of the full age of majority, 5536 Côte des Neiges, Apt. 5, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Gestion J.E.L. inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 200 common shares of $1 each, 2,990 preferred "A" shares of $100 each, and 800 preferred "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 649-69

GiGi Cleaners Inc.
Nettoyeurs GiGi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, and Martin Green, 982 Grou, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purpses:

To carry on the business of cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "GiGi Cleaners Inc.— Nettoyeurs GiGi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1440 Towers Street, Room 102, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 389-69

G. Giordano Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barry H. Shapiro, 5367 Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc Road, both of Montreal, Douglas L. Pascal, 6525 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, all three advocates, and Claudine Proutat, secretary, spinster, 200 Corot Street, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "G. Giordano Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $1 each and 3,950 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 485-69

G. L. A. International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1396, Carol Crescent, Laval, Edward J. Druker, 5763, McMurray, et Morden Lazarus, 5554, Earle Road, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise de conseillers en administration et en valeurs industrielles et d'experts-conseils pour l'exploitation de toutes sortes d'affaires, exploitations et entreprises, sous le nom de « G. L. A. International Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, Phillips Square, bureau 605, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 388-69

Glamour Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, 5030, Glencairn, Barry-H. Shapiro, 5367, avenue Westmore, tous deux de Montréal, Earl H. Drymer, 4465, Montrose Hill, Outremont, tous trois avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, célibataire, 200, Corot, Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et raccommodeurs de vêtements, sous le nom de « Glamour Services Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 140, boulevard Henri-Bourassa, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 570-69

Groupe 1268 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Gérard Lalonde, gérant de magasin, 117, Marie-Rose, Gaétan Clavel, gérant de département, 186, St-Jean-Baptiste, et Gaëtan Bonin, comptable agréé, 370, Taillefer, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Groupe 1268 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 406-69

G. L. A. International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald G. Freed, 1396 Carol Crescent, Laval, Edward J. Druker, 5763 McMurray, and Morden Lazarus, 5554 Earle Road, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, operations and undertakings, under the name of "G. L. A. International Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, suite 605, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 388-69

Glamour Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-Armand Sheppard, 5030 Glencairn, Barry H. Shapiro, 5367 Westmore Avenue, both of Montreal, Earl H. Drymer, 4465 Montrose Hill, Outremont, all three advocates, and Claudine Proutat, secretary, spinster, 200 Corot, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Glamour Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 140 Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 570-69

Groupe 1268 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Lalonde, store manager, 117 Marie-Rose, Gaétan Clavel, department manager, 186 St-Jean-Baptiste, and Gaëtan Bonin, chartered accountant, 370 Taillefer, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Groupe 1268 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 406-69

Le Groupement des Hôteliers et des Restaurateurs de l'Est de la Province inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Yves Desjardins, avocat, 330, 25e rue, Québec, Diane Guay, secrétaire, épouse de Jean-Luc Chouinard, 16-B, rue Vaudreuil, Lauzon, et Nicole Olivier, secrétaire, épouse de Marcel Boucher, 7, rue Bisson, Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, commerciaux, sociaux, culturels et professionnels des membres, sous le nom de « Le Groupement des Hôteliers et des Restaurateurs de l'Est de la Province inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 518-69

Habitat de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Louis Tardif, gérant, 2963, Champfleury, Pierre Bisson, comptable, 2665, Bergemont, tous deux de Québec, et Louis de Blois, avocat, 2919, Longchamps, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Habitat de Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 527-69

Les Habitations Lesage inc.
Lesage Housing inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Proulx, constructeur, 104e avenue, Lac Connelly nord, Saint-Hippolyte, Jacques Longpré, 2632, Labelle, Lesage, et Marcel Longpré, 535, avenue Du Palais, Saint-Jérôme, ces deux derniers manufacturiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Habitations Lesage inc.— Lesage Housing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le Groupement des Hôteliers et des Restaurateurs de l'Est de la Province inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Yves Desjardins, advocate, 330, 25th Street, Québec, Diane Guay, secretary, wife of Jean-Luc Chouinard, 16-B Vaudreuil Street, Lauzon, and Nicole Olivier, secretary, wife of Marcel Boucher, 7 Bisson Street, Saint-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, commercial, social, cultural and professional interests of members, under the name of "Le Groupement des Hôteliers et des Restaurateurs de l'Est de la Province inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is of $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 518-69

Habitat de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Tardif, manager, 2963 Chamfleury, Pierre Bisson, accountant, 2665 Bergemont, both of Québec, and Louis de Blois, advocate, 2919 Longchamps, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Habitat de Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 527-69

Les Habitations Lesage inc.
Lesage Housing inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Proulx, constructor, 104th Avenue, Lake Connelly North, Saint-Hippolyte, Jacques Longpré, 2632 Labelle, Lesage, and Marcel Longpré, 535 Du Palais Avenue, Saint-Jérôme, the latter two manufacturers, for the following purposes:

To carry on busines as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Les Habitations Lesage inc.— Lesage Housing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Lesage, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 488-69

Hair Extension Salons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Julius Shrier, administrateur, 1449, Franklyn, Gerald G. Freed, 1396, Carol Crescent, tous deux de Laval, et Edward J. Druker, 5763, McMurray, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cheveux humains, de cheveux artificiels et de poils d'animaux et de toutes sortes de peaux, de cuirs, de peaux d'agneau et autres peaux et cuirs de toutes sortes, sous le nom de « Hair Extension Salons Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1117 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 647-69

WM. Harper Landscaping Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 120, 90e Avenue, LaSalle, Isidore Buller, 168, est, Notre-Dame, Montréal, tous deux avocats, et Yvon Ostiguy, commis, 53, Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs de jardins paysagers, sous le nom de « WM. Harper Landscaping Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 408-69

D. & J. Haulaway Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Michael DesParois, Peter C. Johnson, tous deux administrateurs, 33, Allenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, et Israel H. Kaufman, avocat, 10960, James Morrice, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger d'une façon générale une entreprise de camionnage et de transport de marchandises, produits et articles de toutes sortes, sous le nom de « D. & J. Haulaway Contractors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

The head office of the company is at Lesage, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 488-69

Hair Extension Salons Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Shrier, executive, 1449 Franklyn, Gerald G. Freed, 1396 Carol Crescent, both of Laval, and Edward J. Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in and with human, animal or artificial hair and all kinds of pelts, hides, kips, skins and leathers, under the name of "Hair Extension Salons Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 647-69

WM. Harper Landscaping Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, 120, 90th Avenue, LaSalle, Isidore Buller, 168 Notre-Dame East, Montreal, both advocates, and Yvon Ostiguy, clerk, 53 Ostiguy, Lavaltrie, for the following purposes:

To carry on business as landscaping contractors, under the name of "WM. Harper Landscaping Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 408-69

D. & J. Haulaway Contractors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael DesParois, Peter C. Johnson, both executives, of 33 Allenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, and Israël H. Kaufman, advocate, 10960 James Morrice, Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "D. & J. Haulaway Contractors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 33, rue Allenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 535-69

Hôtel Domaine St-Malachie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Arthur Fradette, hôtelier, Gemma Létourneau, ménagère, épouse commune en biens dudit Arthur Fradette, tous deux de Saint-Malachie, et Gilles Beaulieu, gérant, 43, des Frênes ouest, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Domaine St-Malachie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Malachie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 530-69

Houle couvreur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Hector Simoneau, 460, Boischatel, André Charpentier, 1071, Prospect, tous deux comptables, et Gérard Chapdelaine, avocat, 2250, Portland, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs et fabriquer des articles et produits nécessaires à la pose de la toiture et de bardeaux de toutes sortes, sous le nom de « Houle couvreur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6195-68

Hubert Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, 394, rue de Maricourt, Longueuil, Claire LaPlante, secrétaire, épouse de Claude Mallette, 2785, rue Beaujolais, Brossard, et René Hubert, camionneur, 494, rue Blainville est, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire du transport général, sous le nom de « Hubert Cartage Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 494, Blainville est, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 3172-68

The head office of the company is at 33 Allenbrooke Street, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 535-69

Hôtel Domaine St-Malachie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Fradette, hotel-keeper, Gemma Létourneau, housewife, wife common as to property of the said Arthur Fradette, both of Saint-Malachie, and Gilles Beaulieu, manager, 43 des Frênes west, Québec, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Domaine St-Malachie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Malachie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 530-69

Houle couvreur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hector Simoneau, 460 Boischatel, André Charpentier, 1071 Prospect, both accountants, and Gérard Chapdelaine, advocate, 2250 Portland, all three of Sherbrooke, for the following:

To carry on business as contractors and builders, and to make articles and products necessary to install roofs and shingles of all kinds, under the name of "Houle couvreur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 6195-68

Hubert Cartage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, 394 de Maricourt St., Longueuil, Claire LaPlante, secretary, wife of Claude Mallette, 2785 Beaujolais St., Brossard, and René Hubert, trucker, 494 Blainville St. East, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To operate a general transport business, under the name of "Hubert Cartage Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 494 Blainville east, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 3172-68

Jacques Hurtubise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacques Hurtubise, 10221a, 52e avenue, Guido Molinari, 3516, Northcliffe, et Claude Tousignant, 4874, Côte des Neiges, app. 306, tous trois artistes, de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper du développement et de l'épanouissement des oeuvres d'art, sous le nom de « Jacques Hurtubise inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10221a, 52e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 557-69

Jacques Hurtubise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Hurtubise, 10221a, 52nd Ave., Guido Molinari, 3516 Northcliffe, and Claude Tousignant, 4874 Côte des Neiges, Apt. 306, all three artists, of Montreal, for the following purposes:

To work towards the development and popularization of works of art, under the name of "Jacques Hurtubise inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10221a, 52nd Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 557-69

Ideal Ruler Mfg (1969) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1969, constituant en corporation: Marc Geoffroy, industriel, Germaine Beaudoin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marc Geoffroy, tous deux de Danville, et Lise Janelle, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Côté, 236, rue Noël, Asbestos, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Ideal Ruler Mfg (1969) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,520 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Danville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 716-69

Ideal Ruler Mfg (1969) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Geoffroy, industrialist, Germaine Beaudoin, housewife, wife separate as to property of said Marc Geoffroy, both of Danville, and Lise Janelle, secretary, wife contractually separate as to property of Yvon Côté, 236, Noël Street, Asbestos, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Ideal Ruler Mfg (1969) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 1,520 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Danville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 716-69

Les Immeubles Ducharme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Lói des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Raymond Ducharme, administrateur, Berthierville, Marcel Ducharme, cultivateur, Saint-Cléophas, comté de Joliette, et René Leroux, notaire, 215, rue St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Immeubles Ducharme inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5690-68

Les Immeubles Ducharme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Ducharme, administrator, Berthierville, Marcel Ducharme, farmer, Saint-Cléophas, county of Joliette, and René Leroux, notary, 215 St. James St. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Immeubles Ducharme inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Berthierville, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 5890-68

Inventronicks Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Inventronicks Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by

patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: Robert DesRoches, vendeur, 3900, Beaumont, Brossard, John Popenuck, gérant, 11, Malcolm Circle, Dollard-des-Ormeaux, et Diane Moore, secrétaire, fille majeure, 4999, Ste-Catherine ouest, Westmount, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en administration et faire l'inventaire physique des marchandises et autres actifs des commerces et industries de tous genres, sous le nom de « Inventronicks Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 391-69

Jamaica Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, 1117, ouest, rue Ste-Catherine, suite 109, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Jamaica Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 596-69

Jean-Roger électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1969, constituant en corporation: Roger Maheux, électricien, Gisèle Gilbert, ménagère, épouse dudit Roger Maheux, tous deux de avenue du Palais, et Ferréol Plante, électricien, avenue du Moulin, tous trois de Saint-Joseph-de-Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Jean-Roger électrique inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,800 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 477-69

La Jeune Chambre de St-Augustin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969,

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert DesRoches, salesman, 3900 Beaumont, Brossard, John Popenuck, manager, 11 Malcolm Circle, Dollard-des-Ormeaux, and Diane Moore, secretary, spinster of the full age of majority, 4999 St. Catherine west, Westmount, for the following purposes:

To act as business consultants, and to take physical inventory of merchandise and other assets of all kinds of businesses and industries, under the name of "Inventronicks Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 391-69

Jamaica Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, both advocates and Queen's Counsels, of 1117 St. Catherine Street West, suite 109, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jamaica Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 596-69

Jean-Roger électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Maheux, electrician, Gisèle Gilbert, housewife, wife of the said Roger Maheux, both of du Palais Avenue, and Ferréol Plante, electrician, du Moulin Avenue, all three of Saint-Joseph-de-Beauce, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and maintain all kinds of electric appliances and accessories, under the name of "Jean-Roger électrique inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,800 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-de-Beauce, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 477-69

La Jeune Chambre de St-Augustin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incor-

constituant en corporation sans capital-actions: Roger Paradis, comptable, 215, route rurale numéro 2, André Taillon, étudiant, 480, route rurale numéro 2, et Jean-Claude Gilbert, technicien, 378, route rurale numéro 2, tous trois de Saint-Augustin, pour les objets suivants:

Susciter chez les jeunes hommes d'affaires et les professionnels un intérêt plus marqué pour la chose publique, sous le nom de « La Jeune Chambre de St-Augustin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Augustin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 638-69

Jetté, Roy & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Maurice Jetté, courtier d'assurance, Anita Filion, ménagère, épouse dudit Maurice Jetté, tous deux de 9360, St-Hubert, Montréal, Armand Roy, courtier d'assurance, 364, 15e rue, et Jeannine Brassard, ménagère, épouse de Maurice Roy, 327, 15e rue, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Agir comme courtier et conseiller en matière d'assurance générale, sous le nom de « Jetté, Roy & associés inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9360, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 437-69

Yvon Julien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1968, constituant en corporation: Brahm Gelfand, avocat, 5357, avenue du Prince de Galles, Ann Clark, 7, chemin de la côte Sainte-Catherine, et Sandra Loshinsky, 2865, avenue Kent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie de portefeuille(holding), sous le nom de « Yvon Julien Inc. », avec un capital de $40,000, divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 5654-68

K. B. Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

porate a corporation without share capital: Roger Paradis, accountant, 215 Rural Route, number 2, André Taillon, student, 480 Rural Route, number 2, and Jean-Claude Gilbert, technician, 378 Rural Route number 2, all three of Saint-Augustin, for the following purposes:

To create among young businessmen and professionals more interest for the common weal, under the name of "La Jeune Chambre de St-Augustin inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Augustin, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 638-69

Jetté, Roy & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Jetté, insurance broker, Anita Filion, housewife, wife of said Maurice Jetté, both of 9360 St-Hubert, Montreal, Armand Roy, insurance broker, 364, 15th Street, and Jeannine Brassard, housewife, wife of Maurice Roy, 327, 15th Street, the latter tow of Laval, for the following purposes:

To act as general insurance brokers and counsellors, under the name of "Jetté, Roy & associés inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 9360 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 437-68

Yvon Julien Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm Gelfand, attorney, 5357 Prince of Wales Avenue, Ann Clark, 7 Côte St. Catherine Road, and Sandra Loshinsky, 2865 Kent Avenue, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Yvon Julien Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class "A" shares with a par value of $1 each, 5,000 class "B" shares with a par value of $1 each and 30,000 preferred shares with a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 5654-68

K. B. Motor Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by

patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Abraham Shuster, 5710, Wolseley, Richard Gottlieb, 7519, Bailey, Arthur Marcovitch, 5525, Trent, et Lawrence Glazer, 7920, Kingsley, tous quatre avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, voitures, camions et véhicules de toutes sortes et propulsés de quelque façon que ce soit, sous le nom de « K. B. Motor Sales Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 579-69

Lakefield Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Charles Rodrigue, 5050, De Sorel, Montréal, Pierre Venne, 80, Labelle, L'Assomption, et André Loiselle, 31, Elmwood, Outremont, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Lakefield Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 119-69

Lakeshore Structural Steel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 120, 90e avenue, LaSalle, Isidore Buller, 8530, Champagneur, Montréal, tous deux avocats, et Yvon Ostiguy, commis, 53, Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de métaux, en faire le commerce, sous le nom de « Lakeshore Structural Steel Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 40, rue St-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 440-69

Landers ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Euclide Lanthier pharmacien, Micheline DesRosiers, ménagère, épouse dudit Euclide Lanthier, tous deux de

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, 5710 Wolseley, Richard Gottlieb, 7519 Bailey, Arthur Marcovitch, 5525 Trent, and Lawrence Glazer, 7920 Kingsley, all four advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in cars, automobiles, trucks and vehicles of all kinds and nature howsoever propelled, under the name of "K. B. Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 579-69

Lakefield Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Rodrigue, 5050 De Sorel, Montreal, Pierre Venne, 80 Labelle, L'Assomption, and André Loiselle, 31 Elmwood, Outremont, all three administrators, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Lakefield Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 119-69

Lakeshore Structural Steel Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, 120, 90th Avenue, LaSalle, Isidore Buller, 8530 Champagneur, Montreal, both advocates, and Yvon Ostiguy, clerk, 53 Ostiguy, Lavaltrie, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, under the name of "Lakeshore Structural Steel Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 40 St. Joseph Street, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 440-69

Landers ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieusenant-Governor of the Province, incorporating: Euclide Lanthier, pharmacist, Micheline DesRosiers, housewife, wife of the said Euclide Lanthier, both of 535 Saint-Jean-Gati-

535, St-Jean, Gatineau, et Joseph-Jean-Marc Demers, avocat, 84, Desjardins, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Landers ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 391, rue Principale, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 478-69

L. Laurin construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Lucien Laurin, entrepreneur, Lise Laurin, ménagère, épouse dudit Lucien Laurin, tous deux de Mille-Isles, et Gérald Beauchemin, comptable agréé, 750, boulevard Labelle, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme menuisiers, constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « L. Laurin construction inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Robert, Mille-Isles, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 326-69

F. & R. Laverdure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Serge Desrochers, 4635, Clanranald, John K. Archambault, 5724, Déom, tous deux de Montréal, et Gilles St-Pierre, 2060, Ostiguy, Marieville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « F. & R. Laverdure inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3172, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 473-69

Leewood Auto Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Isidore Buller, avocat, 8530, Champagneur, Montréal, Joseph-P. Miller, avocat, et Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph-P. Miller, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 120, 90e Avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes, et faire le commerce d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces de

neau, and Joseph-Jean-Marc Demers, advocate, 84 Desjardins, Hull, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Landers ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 391 Main street, Gatineau, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 478-69

L. Laurin construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Laurin, contractor, Lise Laurin, housewife, wife of the said Lucien Laurin, both of Mille-Isles, and Gérald Beauchemin, chartered accountant, 750 Labelle Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as joiners, builders and general building contractors, under the name of "L. Laurin construction inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Lac Robert, Mille-Isles, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 326-69

F. & R. Laverdure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Desrochers, 4635 Clanranald, John K. Archambault, 5724 Déom, both of Montreal, and Gilles St-Pierre, 2060 Ostigny, Marieville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "F. & R. Laverdure inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3172 Masson St., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 473-69

Leewood Auto Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Buller, advocate, 8530 Champagneur, Montreal, Joseph-P. Miller, advocate, and Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph-P. Miller, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 120, 90th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts of all kinds,

toutes sortes, sous le nom de « Leewood Auto Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 457A, Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 255-69

Lentzos and Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation: Demetrios Lentzos, 7495, Durocher, Vasilios Lentzos, 7426, Bloomfield, tous deux de Montréal, et Nick Lentzos, 100, St-Hubert, Granby, tous trois restaurateurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Lentzos and Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1348, rue Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 568-69

Les Librairies C. M. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1969, constituant en corporation: Claude Monette, avocat, Claudette Lavigueur, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Monette, tous deux de 232, rue Prieur ouest, et Robert Piquette, comptable, 8023, rue Henri-Julien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les Librairies C. M. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9034, boulevard St-Michel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 733-69

Ligue de Hockey Junior « B », district de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Amyot, administrateur, 1345, rue Pelletier, Sillery, Henri Bertrand, gérant d'affaires, 2105, St-Cyrille ouest, et Paul Dumont, fonctionnaire, 1331, rue Maréchal Foch, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

under the name of "Leewood Auto Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 457A Notre-Dame, Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperaties.

28585-o 255-69

Lentzos and Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Demetrios Lentzos, 7495 Durocher, Vasilios Lentzos, 7426 Bloomfield, both of Montreal, and Nick Lentzos, 100 St. Hubert, Granby, all three restaurateurs, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Lentzos and Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1348 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 568-69

Les Librairies C. M. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Monette, advocate, Claudette Lavigueur, housewife, wife contractually as to property of said Claude Monette, both of 232, Prieur Street, West, and Robert Piquette, accountant, 8023 Henri-Julien Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications and to deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Les Librairies C. M. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9034 St-Michel Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 733-69

Ligue de Hockey Junior "B", district de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Philippe Amyot, executive, 1345 Pelletier Street, Sillery, Henri Bertrand, business manager, 2105 St-Cyrille, West, and Paul Dumont, civil employee, 1331 Maréchal Foch Street, the latter two Sainte-Foy, for the following purposes:

Former et exploiter un ou des clubs de hockey de calibre junior « B », sous le nom de « Ligue de Hockey Junior « B », district de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 463-69

Lionel's Furs (1969) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, Max Bernfeld, avocat et conseil en Loi de la reine, 1117 ouest, rue Sainte-Catherine, et John R. Howard, secrétaire, 1420, rue Towers, app. 703, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fourrures, sous le nom de « Lionel's Furs (1969) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 633-69

Liqueurs La Sarre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de liqueurs douces, autres boissons et breuvages de tous genres, sous le nom de « Liqueurs La Sarre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5990-68

Lizotte & Renaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Adjutor Dussault, avocat et conseil en Loi de la reine, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, Kathleen White, secrétaire, épouse de Guy Sylvestre, 128, Delâge, Beauport, et Francine Bérubé, secrétaire, épouse de Hervey Dion, 2724, de l'Assomption, Giffard, pour les objets suivants:

To form and operate one or more Junior "B" hockey Clubs, under the name of "Ligue de Hockey Junior "B", district de Québec inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of $50,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 463-69

Lionel's Furs (1969) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, 1117 St. Catherine West, and John R. Howard, secretary, 1420 Towers Street, apt. 703, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a fur business, under the name of "Lionel's Furs (1969) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 633-69

Liqueurs La Sarre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in soft drinks, other drinks and beverages of all kinds, under the name of "Liqueurs La Sarre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 5990-68

Lizotte & Renaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adjutor Dussault, advocate and Queen's Counsel learned in the law, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, Kathleen White, secretary, wife of Guy Sylvestre, 128 Delâge, Beauport, and Francine Bérubé, secretary, wife of Hervey Dion, 2724 de l'Assomption, Giffard, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité, plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Lizotte & Renaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Isaïe, Courville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 342-69

To carry on business as electrical, plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Lizotte & Renaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 65 Isaïe Street, Courville, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 342-69

Les Loisirs Ste-Thérèse (Trois-Rivières) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Champoux, 1230, 16e rue, Georges Côté, 1390, 10e rue, te Louis Hamel, 5271, Chanoine Moreau, tous trois techniciens, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Les Loisirs Ste-Thérèse (Trois-Rivières) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 4189-68

Les Loisirs Ste-Thérèse (Trois-Rivières) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léo Champoux, 1230, 16th Street, Georges Côté, 1390 10th Street, and Louis Hamel, 5271 Chanoine Moreau, all three technician, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To form and operate a sporting club under the name of "Les Loisirs Ste-Thérèse (Trois-Rivières) inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and own is of $10,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 4189-68

Maar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1969, constituant en corporation: John G. Gibson, administrateur de successions, 100 sud, avenue Brock, Montréal-Ouest, Hordon Leonard McGilton, avocat et procureur, 636, avenue Belmont, Westmount, et Miriam Bernstein, secrétaire, épouse de David Barash, 1755, avenue North, Outremont, pour les objets suivants:

Agir à titre d'experts-conseils de façon générale auprès de l'administration et des directeurs de toute entreprise commerciale ou organisme industriel, sous le nom de « Maar Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 3800 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUHCARD.

28585 564-69

Maar Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John G. Gibson, estate administrator, 100 Brock Avenue South, Montreal West, Gordon Leonard McGilton, barrister and solicitor, 636 Belmont Avenue, Westmount, and Mariam Bernstein, secretary, wife of David Barash, 1755 North Avenue, Outremont, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in general to the management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "Maar Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 3,800 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 100 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 564-69

Madou-Beauté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Gabriel Digeon, gérant, Marcelle Joly, chef de cuisine, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gabriel Digeon, tous deux de 1174, St-Marc, et Nadine Houet, hôtesse, fille majeure, 2150, St-Marc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Madou-Beauté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabriel Digeon, manager, Marcelle Joly, chef, wife contractually separate as to property of the said Gabriel Digeon, both of 1174 St-Marc, and Nadine Houet, hostess, spinster of the full age of majority, 2150 St-Marc, all three of Montreal, for the following purposes:

Exploiter un ou plusieurs salons de maquillage et faire le commerce de produits de beauté, sous le nom de « Madou-Beauté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 580-69

Magasin Royol Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, 7497, chemin Briar, et David Kirshenblatt, 5636, Greenwood, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général, sous le nom de « Magasin Royol Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 187-69

Magino construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Gilles Paquin, entrepreneur, 50, St-Louis, Louiseville, Marcel Gagnon, entrepreneur en construction, 76, Bousquet, et Normand Gagnon, entrepreneur-électricien, 301, Taché, ces deux derniers de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Magino construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 539-69

Magog Area Senior Citizens' Home Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Herbert Brookhouse, cultivateur, route rurale 3, Pauline Proulx, secrétaire, épouse séparée de biens de Ralph Parker, 121, rue Abbott, Edward Foggo, comptable de prix de revient, 709, rue George, tous trois de Magog, Alfred Keeler, agent d'assurances, rue Sanborn, et Marion Perry, ménagère, épouse séparée de biens de H. Carl Mayhew, route rurale 1, ces deux derniers de Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

To operate one or more make-up salons, and to deal in beauty products, under the name of "Madou-Beauté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 580-69

Magasin Royol Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, 7497 Briar Road, and David Kirshenblatt, 5636 Greenwood, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To operate a general store, under the name of "Magasin Royol Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 187-69

Magino construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Paquin, contractor, 50 St-Louis, Louiseville, Marcel Gagnon, building contractor, 76 Bousquet, and Normand Gagnon, electrical contractor, 301 Taché, the latter two of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Magino construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 539-69

Magog Area Senior Citizens' Home Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Herbert Brookhouse, farmer, Rural Route 3, Pauline Proulx, secretary, wife separate as to property of Ralph Parker, 121 Abbott Street, Edward Foggo, cost accountant, 709 George Street, all three of Magog, Alfred Keeler, insurance agent, Sanborn Street, and Marion Perry, housewife, wife separate as to property of H. Carl Mayhew, Rural Route 1, the latter two of Ayer's Cliff, for the following purposes:

Organiser une association sans but lucratif dans le but d'acquérir des terrains et des immeubles et/ou de construire et entretenir des foyers pour personnes âgées, sous le nom de « Magog Area Senior Citizens' Home Inc. ».

La valeur des immeubles que la corporation peut posséder ou détenir se limite à $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 4722-68

Maison d'Armes à feu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1969, constituant en corporation: Joseph Boily, armurier, Catherine Bouchard, ménagère, épouse dudit Joseph Boily, tous deux de 93, avenue Sauriol, Beauport, et Lorenzo Boily, gérant, 1725, boulevard-Henri-Bourassa, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'armes à feu, articles de sport, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Maison d'Armes à feu inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 181, rue St-Paul, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 661-69

Les Manufactures Robert et Michel ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, Harold W. Ashenmil, 5911, Dolbeau, Montréal, tous deux avocats, et Rima Randolph, secrétaire, célibataire, 324, Redfern, Westmount, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires et accessoires de toutes sortes genres et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Les Manufactures Robert et Michel ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 523-69

Marché Christ-Roi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

To form a non profit organization with the object of acquiring lands and buildings and/or building, and maintaining homes for senior citizens, under the name of "Magog Area Senior Citizens' Home Inc.".

The amount of immovable that the corporation may hold or possess is limited to $1,000,000.

The head office of the corporation is at Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 4722-68

Maison d'Armes à feu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Boily, gunsmith, Catherine Bouchard, housewife, wife of the said Joseph Boily, both of 93 Sauriol Ave., Beauport, and Lorenzo Boily, manager, 1725 Henri-Bourassa Blvd., Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in firearms, sports equipment, their parts and accessories, under the name of "Maison d'Armes à feu inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 181 St-Paul St., Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 661-69

Les Manufactures Robert et Michel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, Harold W. Ashenmil, 5911 Dolbeau, Montreal, both advocates, and Rima Randolph, secretary, spinster, 324 Redfern, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and accessories of every kind, nature and description, under the name of "Les Manufactures Robert et Michel ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 523-69

Marché Christ-Roi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Christ-Roi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 358, rue St-Charles-Borromée nord, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5992-68

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Christ-Roi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 358 St-Charles Borromée Street North, Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 5992-68

Marché Duchesne & frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1969, constituant en corporation: Adrien Duchesne, marchand, Patricia Belley, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Adrien Duchesne, tous deux de 391, Panet, Léon Duchesne, marchand, et Louisette Perron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léon Duchesne, ces deux derniers de 387, Panet, tous quatre de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Duchesne & frère ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 164, rue Burma, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6112-68

Marché Duchesne & frère ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien Duchesne, merchant, Patricia Belley, housewife, wife separate as to property of said Adrien Duchesne, both of 391 Panet, Léon Duchesne, merchant, and Louisette Perron, housewife, wife contractually separate as to property of said Léon Duchesne, the latter two of 387 Panet, all four of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Duchesne & frère ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 164 Burma Street, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 6112-68

L. P. Marcotte & fils ltée
L. P. Marcotte & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, 2266, chemin Seneca, Mont-Royal, Serge Desrochers, 4635, Clanranald, app. 501, Outremont, Gilles St-Pierre, 2060, Ostiguy, Marieville, John K. Archambault, 5724, Deom, Montreal, et Bernard Prud'Homme, 5735, Viceroy, Brossard, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « L. P. Marcotte & fils ltée — L. P. Marcotte & Sons Ltd. », avec un capital total de $2,200,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 21,900 actions privilégiées classe « A » de $100 chaccune et en 9,900 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège scial de la compagnie est 3250, boulevard Métropolitain est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 63-69

L. P. Marcotte & fils ltée
L. P. Marcotte & Sons Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Pouliot, 2266 Seneca Road, Mount Royal, Serge Desrochers, 4635 Clanranald, apt. 501, Outremont, Gilles St-Pierre, 2060 Ostiguy, Marieville, John K. Archambault, 5724 Deom, Montreal and, Bernard Prud'-Homme, 5735 Viceroy, Brossard, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "L. P. Marcotte & fils ltée — L. P. Marcotte & Sons Ltd.", with a total capital stock of $2,200,000, divided into 100 common shares of $1 each, 21,900 class "A" preferred shares of $100 each and 9,900 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3250 Métropolitain Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 63-69

Jules Marcoux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Jules Marcoux, courtier en assurance, Marie-A. Marcoux, courtier en assurance, épouse dudit Jules Marcoux,

Jules Marcoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Marcoux, insurance broker, Marie-A. Marcoux, insurance broker, wife of the said Jules Marcoux, both of 1145 Vauquelin, and

tous deux de 1145, Vauquelin, et Laurent Tremblay, comptable, 1850, chemin Gomin, tous trois de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Jules Marcoux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1145, Vauquelin, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 532-69

V. Marcoux & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, patentes, en date du 19e jour de février 1969, constituant en corporation: Validor Marcoux, marchand, Rose Bilodeau, ménagère, épouse dudit Validor Marcoux, et Laurent Marcoux, marchand, tous trois de Saint-Gérard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « V. Marcoux & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gérard, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 110-69

Réal Martineau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constiant en corporation: Réal Martineau, industriel, 1282, Maisonneuve, Montréal, Pauline Gobeil, 400, 42e rue est, et Dolorès Gauvin, 124, 43e rue ouest, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Réal Martineau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 153-69

Maximum Services Ltd.
Les Services Maximum ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Raymond A. Cartwright, avocat, 71, chemin Devon, Baie-d'Urfé, Alma Tremblay, secrétaire, fille majeure, 708, chemin du Parc, Laval, et Rita Dawson, secrétaire, épouse de Paul Dawson, 120, Abbott, Westmount, pour les objets suivants:

Laurent Tremblay, accountant, 1850 Gomin Road, all three of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Jules Marcoux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1145 Vauquelin, Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 532-69

V. Marcoux & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Validor Marcoux, merchant, Rose Bilodeau, housewife, wife of the said Validor Marcoux, and Laurent Marcoux, merchant, all three of Saint-Gérard, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "V. Marcoux & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Gérard, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 110-69

Réal Martineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Martineau, industrialist, 1282 Maisonneuve, Montreal, Pauline Gobeil, 400 42nd Street East, and Dolorès Gauvin, 124 43rd Street West, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority of Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in automobile parts and accessories, under the name of "Réal Martineau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 153-69

Maximum Services Ltd.
Les Services Maximum ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond A. Cartwright, lawyer, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, Alma Tremblay, secretary, fille majeure, 708 Park Road, Laval, and Rita Dawson, secretary, wife of Paul Dawson, 120 Abbott, Westmount, for the following purposes:

Diriger une entreprise d'opérateurs de machines à vente automatique et manuelle de toute nature et de toute description, sous le nom de « Maximum Services Ltd. — Les Services Maximum ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 730, rue Halpern, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 337-69

Métallurgie Pelchat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean-Guy Pelchat, 4, rue des Caps, Saint-Romuald-d'Etchemin, Robert Pelchat, Saint-Isidore, comté de Dorchester, tous deux industriels, et André Desmeules, avocat, 915, Cardinal Rouleau, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles de métal de toutes sortes, sous le nom de « Métallurgie Pelchat inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3e avenue, Centre Industriel, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 524-69

Les Meubles Amos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean-Louis Auger, vendeur, Aurore Lanoix, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Legault, et Gilbert Ouellet, comptable, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Meubles Amos inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 480-69

Les Meubles Psycho-Vox inc.
Psycho-Vox Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Rolland Roy, professeur, L'Annonciation, Guy Roy, avocat, et Micheline Guay, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

To carry on business as operators of automatic and manual vending machines of every nature and description, under the name of "Maximum Services Ltd. — Les Services Maximum ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 730 Halpern Street, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 337-69

Métallurgie Pelchat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Pelchat, 4 des Caps Street, Saint - Romuald - d'Etchemin, Robert Pelchat, Saint-Isidore, county of Dorchester, both industrialists, and André Desmeules, advocate, 915 Cardinal Rouleau, Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and metal articles of all kinds, under the name of "Métallurgie Pelchat inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 6,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3rd Avenue, Centre Industriel, Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 524-69

Les Meubles Amos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Auger, salesman, Aurore Lanoix, secretary, wife contractually separate as to property of Gérard Legault, and Gilbert Ouellet, accountant, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Meubles Amos inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 480-69

Les Meubles Psycho-Vox inc.
Psycho-Vox Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rolland Roy, teacher, L'Annonciation, Guy Roy, advocate, and Micheline Guay, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, appareils audio-visuels de toute catégorie et tous les accessoires de ces meubles et appareils, sous le nom de « Les Meubles Psycho-Vox inc.— Psycho-Vox Furniture Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Place Crémazie, chambre 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 362-69

Meyer's Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat et conseil en Loi de la reine, Victor Glazer, avcat, et Dorothy Herman, secrétaire, veuve de Nathan Herman, tous trois de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de fourrures, en faire le commerce, sous le nom de « Meyer's Furs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 522-69

Micor auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Lionel Leroux, Hubert Leroux et René Leroux, tous trois notaires, de 215, St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, appareils électriques ou électroniques, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Micor auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5514-68

Roger Milot, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Roger Milot, marchand, Rita Gélinas, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Milot, tous deux de 130, rue Notre-Dame, Yamachiche, et Pierre Mélançon, professeur, 1582, rue Georges, Shawinigan, pour les objets suivants:

To manufacture and to deal in furniture, audio-visual appliances of all kinds and their accessories under the name of "Les Meubles Psycho-Vox inc.— Psycho-Vox Furniture Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 50 Crémazie Place, suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 362-69

Meyer's Furs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Exra Leithman, advocate and Queen's Counsel, Victor Glazer, advocate, and Dorothy Herman, secretary, widow of Nathan Herman, all three of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furs, under the name of "Meyer's Furs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 522-69

Micor auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Leroux, Hubert Leroux and René Leroux, all three notaries of 215 St-Jacques West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors, agricultural machinery, farm implements, electrical or electronical appliances, machines and all their accessories and parts, under the name of "Micor auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 5514-68

Roger Milot, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Milot, merchant, Rita Gélinas, housewife, wife separate as to property of the said Roger Milot, both of 130 Notre-Dame St., Yamachiche, and Pierre Mélançon, professor, 1582 Georges St., Shawinigan, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Roger Milot, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Yamachiche, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6199-68

Le Mobilier Commercial inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: Rodolphe-Aurèle Godin, commerçant, 2974, rue Les Grondines, Sainte-Foy, Jacques Demers, 2065, rue Vézina, et Michel Côté, 2100, 25e rue, ces deux derniers comptables, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, tapis, tentures, nouveautés et articles de décoration de toutes sortes, sous le nom de « Le Mobilier Commercial inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2974, rue Les Grondines, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 663-69

Modes Fantastiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: Gérard Dostie, marchand, Pauline Lalonde, marchande, épouse dudit Gérard Dostie, tous deux de 590, Sacré-Coeur, Alma, et Jacques Delorme, avocat, 5540, d'Alsace, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Modes Fantastiques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 89, rue Sacré-Coeur, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 622-69

Guido Molinari inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Guido Molinari, 3516, Northcliffe, Claude Tousignant, 4874, Côte des Neiges, app. 306, et Jacques Hurtubise, 10221a, 52e avenue, tous trois artistes, de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper du développement et de l'épanouissement des oeuvres d'art, sous le nom de « Guido Molinari inc. », avec un capital total de $40,000,

To make and deal in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Roger Milot, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 25,000 common shares of a nominal value of $1 each and 150 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Yamachiche, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies ane Cooperatives.

28585 6199-68

Le Mobilier Commercial inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rodolphe-Aurèle Godin, trader, 2974 Les Grondines Street, Sainte-Foy, Jacques Demers, 2065 Vézina Street, and Michel Côté, 2100, 25th Street, the latter two accountants of Québec, for the following purposes:

To deal in furniture, carpets, draperies, novelties and decoration articles of all kinds, under the name of "Le Mobilier Commercial inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2974 Les Grondines Street, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 663-69

Modes Fantastiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Dostie, merchant, Pauline Lalonde, merchant, wife of said Gérard Dostie, both of 590 Sacré-Coeur, Alma, and Jacques Delorme, advocate, 5540 d'Alsace, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Modes Fantastiques inc.", wih a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 89 Sacré-Coeur Street, Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 622-69

Guido Molinari inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guido Molinari, 3516 Northcliffe, Claude Tousignant, 4874 Côte des Neiges, Apt. 306, and Jacques Hurtubise, 10221 a, 52nd Avenue, all three artists, of Montreal, for the following purposes:

To work towards the development and popularization of art works, under the name of "Guido Molinari inc.", with a total capital stock of

divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1611, rue Visitation, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 556-69

Montacier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1969, constituant en corporation: Guy Bourque, industriel, 1580, rue Dupuis, Saint-Luc, Ivan Sabourin, avocat, 375, 1ère rue, Iberville, et Diane Brien, secrétaire, fille majeure, 424, rue Laurier, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Montacier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est chemin de Grande Ligne, Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 370-69

Montcalm électronique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation: Michel Dagenais, 383, chemin Ste-Catherine, Outremont, Pierre Lalande, 351, Dubord, Saint-Eustache, tous deux avocats, et Ange-Marie Boivin, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6460, Ernest-Lavigne, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Montcalm électronique inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 1,200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 420 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 270-69

Motel Séjour l'Ermite ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean-Maurice Simard, Raymond Levesque, tous deux comptables agréés, d'Edmundston, province du Nouveau-Brunswick, et Lionel Garon, courtier en assurances, Notre-Dame-du-Lac, pour les objets suivants:

$40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1611 Visitation Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 556-69

Montacier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21 st day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bourque, industrialist, 1580 Depuis Street, Saint-Luc, Ivan Sabourin, advocate, 375, 1st Street, Iberville, and Diane Brien, secretary, spinster of the full age of majority, 424 Laurier Street, Saint-Jean, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Montacier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $1 each, 500 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 390 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Grande Ligne Road, Saint-Luc, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 370-69

Montcalm électronique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Dagenais, 383 Sainte-Catherine Road, Outremont, Pierre Lalande, 351 Dubord, Saint-Eustache, both advocates, and Ange-Marie Boivin, secretary, spinster of the full age of majority acting in her own right, 6460 Ernest-Lavigne, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and maintain all kinds of electric appliances and accessories, under the name of "Montcalm électronique inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares with a nominal value of $10 each, 1,200 class "A" preferred shares with a nominal value of $10 each and 420 class "B" preferred shares with a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 270-69

Motel Séjour l'Ermite ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Maurice Simard, Raymond Levesque, both chartered accountants, of Edmundston, Province of New-Brunswick, and Lionel Garon, insurance broker, Notre-Dame-du-Lac, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, restaurants, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Motel Séjour l'Ermite ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 603-69

To operate hotels, motels, taverns, inns, restaurants, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Motel Séjour l'Ermite ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 603-69

Moto Culture Moderne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Charles Cimon, 364, 60e rue est, Charlesbourg, Claude-A. Blanchard, 1187, St-Cyrille ouest, Sillery, tous deux avocats, et Jean Bruyère, étudiant, 1186, Colbert, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Moto Culture Moderne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 380, 60e rue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 261-69

Moto Culture Moderne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Cimon, 364, 60th St. East, Charlesbourg, Claude-A. Blanchard, 1187 St-Cyrille west, Sillery, both advocates, and Jean Bruyère, student, 1186 Colbert, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Moto Culture Moderne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 380, 60th St. East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 261-69

Musica-T.V. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacques Bouchard, électronicien, Monique Jean, ménagère, épouse dudit Jacques Bouchard, tous deux de 709, Cartier, et Euclide Mathieu, électronicien, 475, Dequen, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce et l'entretien de radios, télévisions, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Musica-T.V. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 343-69

Musica-T.V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Bouchard, electronician, Monique Jean, housewife, wife of said Jacques Bouchard, both of 709, Cartier, and Euclide Mathieu, electronician, 475 Dequen, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To manufacture, deal in and maintain radio, television, electrical appliances, musical instruments, their parts and accessories and other similar goods, under the name of "Musica-T.V. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 343-69

Nadon & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Philias Nadon, homme d'affaires, Annette Nadon, ménagère, épouse commune en biens dudit Philias Nadon, tous deux de 588, Brady, et Gérard Charron, avocat, 497, Principale, tous trois de Buchingham, pour les objets suivants:

Nadon & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philias Nadon, businessman, Annette Nadon, housewife, wife common as to property of said Philias Nadon, both of 588 Brady, and Gérard Charron, advocate, 497 Principale, all three of Buckingham, for the following purposes:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Nadon & fils inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5908-68

Nemiscau Mines Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean Savard, 4351, avenue Draper, Jean Nadeau, 5787, avenue Déom, tous deux de Montréal, Donald Riendeau, 1750 boulevard Édouard-Laurin, Saint-Laurent, Raymond Crevier, 70, rue Vivian, Mont Royal, et Pierre Legrand, 1435, Cap Éternité Laval, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Nemiscau Mines Limited », avec un capital-actions divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 374-69

Norlyn Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, Dov Kravetz, 4969, Isabella, et Jacob Woloshen, 2165, Lincoln, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Norlyn Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 643-69

The North Hatley Library Association
L'Association de la Bibliothèque de North Hatley

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Kenneth Y. Stanton, administrateur à sa retraite, Wilma Stewart, ménagère, épouse dudit Kenneth Y. Stanton, John York, ingénieur électricien, Elizabeth S. Robinson, ménagère, épouse de Glen E. Bennett, William J. Sargeant, professeur à sa retraite, Roger-N. Le Barron, marchand, Leslie W. Hampton, ménagère, épouse

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Nadon & fils inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Buckingham, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 5908-68

Nemiscau Mines Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Savard, 4351 Draper Avenue, Jean Nadeau, 5787 Déom Avenue, both of Montreal, Donald Riendeau, 1750 Édouard-Laurin Boulevard, Saint-Laurent, Raymond Crevier, 70 Vivian Street, Mount Royal, and Pierre Legrand, 1435 Cap Éternité, Laval, all five advocates, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Nemiscau Mines Limited", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 374-69

Norlyn Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Dov Kravetz, 4969 Isabella, and Jacob Woloshen, 2165 Lincoln, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Norlyn Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 643-96

The North Hatley Library Association
L'Association de la Bibliothèque de North Hatley

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Kenneth Y. Stanton, retired executive, Wilma Stewart, housewife, wife of the said Kenneth Y. Stanton, John York, electrical engineer, Elisabeth S. Robinson, housewife, wife of Glen E. Bennett, William J. Sargeant, retired school teacher, Roger-N. Le Baron, merchant, Leslie W. Hampton, housewife, wife of the said Roger-

dudit Roger-N. Le Baron, Richard Joly, professeur d'université, Hathleen Patricia Fleming, ménagère, épouse de Archibald W. T. Freakes, Fabiola Lainé, ménagère, épouse de Guy Bachand, Thérèse Sauvé, ménagère, épouse de Thomas Duquette, tous de North Hatley, and Nora Morgan, ménagère, veuve de John Whyte McCammon, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une ou des librairies publiques, sous le nom de « The North Hatley Library Association — L'Association de la Bibliothèque de North Hatley ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à North Hatley, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 450-69

L. J. Ottoni Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Alfred Crescent, Hampstead, Seymour Luterman, 7920, Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, et Jack Sand 211, Dresden, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir à titre d'entrepreneurs paysagistes et entrepreneurs généraux, sous le nom de « L. J. Ottoni Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1014, St-Aubin, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 441-69

Paldec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Guy Fortier, notaire, 240, Lazard, Mont-Royal, Marie Pariseau, secrétaire, épouse séparée de biens de François Groulx, 839, Châtelaine, et Suzanne Giroux, secrétaire, fille majeure, 244, Bon Pasteur, ces deux dernières de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Paldec inc. », avec un capital total de $101,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 164, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 534-69

Placements Hatley inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969,

N. Le Baron, Richard Joly, university professor, Kathleen Patricia Fleming, housewife, wife of Archibald W. T. Freakes, Fabiola Lainé, housewife, wife of Guy Bachand, Thérèse Sauvé, housewife, wife of Thomas Duquette, all of North Hatley, and Nora Morgan, housewife, widow of John Whyte McCammon, Montreal, for the following purposes:

To operate a public library or libraries, under the name of "The North Hatley Library Association — L'Association de la Bibliothèque de North Hatley".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at North Hatley, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Compagnies and Cooperatives.

28585-o 450-69

L. J. Ottoni Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Alfred Crescent, Hampstead, Seymour Luterman, 7920 Côte St. Luc, Côte Saint-Luc, and Jack Sand, 211 Dresden, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To act as landscape, maintenance and general contractors, under the name of "L. J. Ottoni Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1014 St. Aubin, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 441-69

Paldec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Fortier, notary, 240 Lazard, Mount Royal, Marie Pariseau, secretary, wife separate as to property of François Groulx, 839 Châtelaine, and Suzanne Giroux, secretary, spinster of the full age of majority, 244 Bon Pasteur, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Paldec inc.", with a total capital stock of $101,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 164 des Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 534-69

Placements Hatley inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Robert Martel, artisan-constructeur, 300, boulevard Jacques-Cartier, André Goulet, 1349, Place Cherbourg, et Raymond Carbonneau, 1331, Tétreault, ces deux derniers comptables, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Placements Hatley inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 645-69

Les Placements Vidar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Viau, homme d'affaires, Marie-Jeanne Gagné, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marie Viau, et Yvon Provost, comptable, tous trois de Saint-Rémi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Vidar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 6061-68

Poliquin & Marchand inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Paul-Henri Poliquin, 21, rue Radnor, Réjean Marchand, 557, 5e rue, tous deux constructeurs, et Jérôme Loranger, notaire, 239, rue Des Érables, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Poliquin & Marchand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 611-69

La Potence Compagnie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: André Laurence, avocat, 715, Carré Victoria, Monique Carbonneau, secrétaire légale, fille majeure, 3766, Parc Lafontaine, tous deux de Montréal, et Annie

incorporating: Robert Martel, craftsman-constructor, 300 Jacques-Cartier Boulevard, André Goulet, 1349 Place Cherbourg, and Raymond Carbonneau, 1331 Tétreault, the latter two accountants, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Placements Hatley inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 645-69

Les Placements Vidar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Viau, businessman, Marie-Jeanne Gagné, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Marie Viau, and Yvon Provost, accountant, all three of Saint-Rémi, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Vidar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Rémi, county of Napierville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 6061-68

Poliquin & Marchand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Henri Poliquin, 21 Radnor Street, Réjean Marchand, 557, 5th Street, both constructors, and Jérôme Loranger, notary, 239 Des Érables Street, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Poliquin & Marchand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 611-69

La Potence Compagnie limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Laurence, advocate, 715 Victoria Square, Monique Carbonneau, legal secretary, spinster of the full age of majority, 3766 Parc Lafontaine, both of Montreal, and

Dairon, secrétaire légale, fille majeure, 1727, rue North, Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et discothèques, sous le nom de « La Potence Compagnie limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 186-69

Qupat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Peter C. Casey, 370, avenue Clarke, Westmount, Arthur C. Schweitzer, 4705, Belmore, et Ronald J. Montcalm, 3727, Coronet, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Poursuivre des recherches et travaux d'expérimentation sur les produits de toutes sortes, sous le nom de « Qupat Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5450, chemin Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 531-69

Realty Resource Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Robert Arthur Bedbrook, architecte, Edward Perry Bedbrook, agent d'immeubles, tous deux de 6, Maple Crescent, Como-est, Margaret Flitcross, agent d'immeubles, épouse de Harry Clark, 138, Dieppe, Pointe-Claire, Raoul Lefebvre, marchand, avenue Mount Pleasant, Hudson, et Norman Thompson, dessinateur, 782, Gordon, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Realty Resource Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hudson, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 6204-68

Robaro Prêts et Immeubles incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Roger Roach, agent d'assurances, Saint-Étienne-de-Lauzon, Gaétan Rousseau, machiniste, Saint-Flavien, et Janette Baron, secrétaire médicale, fille majeure, 2919, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Annie Dairon, legal secretary, spinster of the full age of majority, 1727 North St., Outremont, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants and discothèques, under the name of "La Potence Compagnie limitée", with a total capital stock of $40,00, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 186-69

Qupat Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter C. Casey, 370 Clarke Avenue, Westmount, Arthur C. Schweitzer, 4705 Belmore, and Ronald J. Montcalm, 3727 Coronet, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To conduct research and experimental work on products of all kinds, under the name of "Qupat Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 5450 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 531-69

Realty Resource Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Arthur Bedbrook, architect, Edward Perry Bedbrook, realtor, both of 6 Maple Crescent, Come-Est, Margaret Flitcross, realtor, wife of Harry Clark, 138 Dieppe, Pointe-Claire, Raoul Lefebvre, merchant, Mount Pleasant Avenue, Hudson, and Norman Thompson, draftsman, 782 Gordon, Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of "Realty Resource Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Hudson, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 6204-68

Robaro Prêts et Immeubles incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Roach, insurance agent, Saint-Étienne-de-Lauzon, Gaétan Rousseau, machinist, Saint-Flavien, and Janette Baron, medical secretary, spinster of the full age of majority, 2919 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, for the following purposes:

Faire des opérations de prêts et placements de toutes sortes, sous le nom de « Robaro Prêts et Immeubles incorporée », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 517-69

Claude Robert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1969, constituant en corporation: Sylvia Paradis, secrétaire, fille majeure, 10587, St-Hubert, Montréal, Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, et François Groulx, régistrateur, 839, Chatelaine, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Claude Robert inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 593-69

Robitaille huile à chauffage ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1969, constituant en corporation: Roland Robitaille, commerçant, Saint-Paul l'Ermite, Muguette Gagné, 1000, Perreault, et France Marois, 270, Ste-Julie, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Robitaille huile à chauffage ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Paul l'Ermite, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 521-69

Romar Carpet Ltd.
Tapis Romar ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février, 1969, constituant en corporation: Mandy Meirovici, marchand, 1790, Boudrias, Mildred Goldberg, ménagère, épouse séparée de biens de Philip Ram, 920, rue Bertrand, tous deux de Saint-Laurent, et Hyman Nemerofsky, comptable, 37 ouest, Roxton Crescent, Montréal-ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de tapis et carpettes sur une base de détail, sous le nom de « Romar Carpet Ltd.— Tapis Romar ltée »,

To carry on loan and investment operations of all kinds, under the name of "Robaro Prêts et Immeubles incorporée", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 517-69

Claude Robert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvia Paradis, secretary, spinster of the full age of majority, 10587 St-Hubert, Montreal, Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude, 69, 5th Street, and François Groulx, registrar, 839 Chatelaine, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Claude Robert inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 593-69

Robitaille huile à chauffage ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Robitaille, trader, Saint-Paul l'Ermite, Muguette Gagné, 1000 Perreault, and France Marois, 270 Ste-Julie, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Joliette, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, grease, petroleum and their products, and in natural gas, under the name of "Robitaille huile à chauffage ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Paul l'Ermite, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 521-69

Romar Carpet Ltd.
Tapis Romar ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mandy Meirovici, merchant, 1790 Boudrias, Mildred Goldberg, housewife, wife separate as to property of Philip Ram, 920 Bertrand Street, both of Saint-Laurent, and Hyman Nemerofsky, accountant, 37 Roxton Crescent West, Montreal West, for the following purposes:

To deal in all manners and types of carpeting and rugging on a retail basis, under the name of "Romar Carpet Ltd.— Tapis Romar ltée",

avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1790, rue Boudrias, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 696-69

Royal Fancy Spray Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Antonio Vigneault, 3360, rue Adam, Jacques Vigneault, 3940, rue Masson, app. 4, tous deux peintres, et Lise Demers, secrétaire, fille majeure, 11853, rue Drapeau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur pour le posage et l'installation de la peinture industrielle sur toutes sortes d'objets en métal, sous le nom de « Royal Fancy Spray Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8561, 10e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 395-69

Roy-Lou Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1969, constituant en corporation: Julius Rosenblum, avocat et conseil en Loi de la reine, 2250, Duncan, Mont Royal, Judith Lecker, secrétaire, épouse séparée de biens de Kenneth Dollinger, 4590, chemin de la Reine Marie, Montréal, et Valorie Orland, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, 902, Emerson Drive, Laval, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Roy-Lou Enterprises Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 45,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 45,000 actions privilégiées catégorie « B » d'un valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 390-69

Rujo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Stanley Louis Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-ouest, Michael Worsoff, 7925, Kingsley, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Holly Deckelbaum, secrétaire, célibataire, 27, chemin Cressy, Hampstead, pour les objets suivants:

with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1790 Boudrias Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 696-69

Royal Fancy Spray Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Vigneault, 3360 Adam St., Jacques Vigneault, 3940 Masson St., Apt. 4, both painters, and Lise Demers, secretary, spinster of the full age of majority, 11853 Drapeau St., all three of Montreal, for the following purposes:

To act as contractors for the coating with industrial paint of all kinds of metal objects, under the name of "Royal Fancy Spray Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 8561, 10th Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 395-69

Roy-Lou Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Rosenblum, advocate and Queen's Counsel, 2250 Duncan, Mount Royal, Judith Lecker, secretary, wife separate as to property of Kenneth Dollinger, 4590 Queen Mary Road, Montreal, and Valorie Orland, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 902 Emerson Drive, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Roy-Lou Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each, 45,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 45,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 390-69

Rujo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Louis Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Michael Worsoff, 7925 Kingsley, Côte Saint-Luc, both advocates, and Holly Deckelbaum, secretary, spinster, 27 Cressy Road, Hampstead, for the following purposes:

Exploiter un commerce de traiteurs et restaurateurs, sous le nom de « Rujo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4833, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 198-69

60 Minute Cleaners Ltd.
Nettoyeurs 60 Minutes ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Gilles Poulin, 1270, Quenneville, et Peter Virag, 6907, Lemieux, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise de nettoyage à sec, de teinturerie, pressage, buanderie et réparation de vêtements, tissus, marchandises et fournitures de maison, sous le nom de « 60 Minute Cleaners Ltd.— Nettoyeurs 60 Minutes ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 644-69

S.R.C. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: William A. Campbell, avocat et conseil en Loi de la reine, 172, Bedbrook, Montréal-ouest, Arthur C. Schweitzer, 4705, Belmore, et Ronald J. Montcalm, 3727, Coronet, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ordinateurs et de dispositifs de communication s'y rapportant, sous le nom de « S.R.C. Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 396-69

Services Automatiques RS inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1969, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, 50, boulevard Arthur Buies, Paul-Émile Gagnon, 81, rue St-Jean, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

To carry on business as caterers and restauranteurs, under the name of "Rujo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 4833 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 198-69

60 Minute Cleaners Ltd.
Nettoyeurs 60 Minutes ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Gilles Poulin, 1270 Quenneville, and Peter Virag, 6907 Lemieux, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, dyers, pressers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "60 Minute Cleaners Ltd.— Nettoyeurs 60 Minutes ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 644-69

S.R.C. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William A. Campbell, advocate and Queen's Counsel, 172 Bedbrook, Montreal West, Arthur C. Schweitzer, 4705 Belmore, and Ronald J. Montcalm, 3727 Coronet, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with computers, electronic data processing equipment and related communications devices, under the name of "S.R.C. Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 396-69

Services Automatiques RS inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Claude Gagnon, 50 Arthur Buies Boulevard, Paul-Émile Gagnon, 81 St-Jean Street, both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full age of majority, 314 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Services Automatiques RS inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 8-69

Service d'Enregistrement de Cartes de Crédit inc. Credit Card Registry Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1969, constituant en corporation: Arthur Boosamra, homme d'affaires, 3205, Linton, app. 3, Eric Major, administrateur, 4015, est, rue Jean Talon, app. 307, tous deux de Montréal, et Sam Etcheverry, courtier, 134, nord, rue Brock, Montréal-ouest, pour les objets suivants:

Entreprendre le service d'émission de cartes de crédit aux personnes qui désirent le service de la compagnie dans le commerce des cartes de crédit, sous le nom de « Service d'Enregistrement de Cartes de Crédit inc.— Credit Card Registry Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 449-69

Société de Mécanique de Construction Somec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Raymond-Marie Gauvin, technicien professionnel, Jacqueline Carette, ménagère, épouse dudit Raymond-Marie Gauvin, tous deux de 759, rue Barolet, Sainte-Foy, et Jean-Roch Audet, technicien professionnel, 835, Des Saules est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité, construction, tuyauterie, chauffage, climatisation, réfrigération et ventilation, sous le nom de « Société de Mécanique de Construction Somec inc. », avec un capital total de $45,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $50 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 330-69

La Société Immobilière Laflèche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969,

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Services Automatiques RS inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 8-69

Service d'Enregistrement de Cartes de Crédit inc. Credit Card Registry Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Boosamra, businessman, 3205 Linton, Apt. 3, Eric Major, executive, 4015 Jean Talon Street East, Apt. 307, both of Montreal, and Sam Etcheverry, broker, 134 Brock Street North, Montreal West, for the following purposes:

To engage in the business of issuing credit cards to persons who desire the service of the company in the credit card business, under the name of "Service d'Enregistrement de Cartes de Crédit inc.— Credit Card Registry Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 449-69

Société de Mécanique de Construction Somec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond-Marie Gauvin, professional technician, Jacqueline Carette, housewife, wife of said Raymond-Marie Gauvin, both of 759 Barolet Street, Sainte-Foy, and Jean-Roch Audet, professional technician, 835 Des Saules East, Québec, for the following purposes:

To carry on business as electricity, construction, pipe, heating, air-conditioning, refrigeration and ventilation contractors, under the name of "Société de Mécanique de Construction Somec inc.", with a total capital stock of $45,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $50 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 330-66

La Société Immobilière Laflèche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Claude Belzile, pharmacien, Thérèse Dandurand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Belzile, tous deux de 431, avenue du Plateau, Jean-Guy Veillette, pharmacien, Louise Lemay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Veillette, tous deux de 710, 14e avenue, Ronald Gervais, pharmacien, et Claire Dufersne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Ronald Gervais, ces deux derniers de 908, 13e avenue, tous six de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « La Société Immobilière Laflèche inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand' Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 4682-68

Société Musicale Apollon inc.
Apollo Musical Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1969, constituant en corporation: Gaston Gaudet, gérant, 3161, Concorde, app. 3, Jacqueline Paradis, secrétaire, épouse de Marcel Maranda, 3399, Quatre-Bourgeois, app. 10, et Victorin Bergeron, comptable agréé, 1325, Jean-Dequen, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce, l'entretien et la réparation des appareils et instruments de musique vocale et instrumentale, sous le nom de « Société Musicale Apollon inc.— Apollo Musical Society Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 884-69

Sogeran inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Odette Laforest, Raymonde Laforest, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Saint-Michel, comté de Napierville, et Yves Gendron, comptable, Saint-Rémi, comté de Napierville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Sogeran inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6031, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 542-69

incorporating: Claude Belzile, pharmacist, Thérèse Dandurand, housewife, wife contractually separate as to property of said Claude Belzile, both of 431 du Plateau Avenue, Jean-Guy Veillette, pharmacist, Louise Lemay, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Guy Veillette, both of 710, 14th Avenue, Ronald Gervais, pharmacist, and Claire Dufresne, housewife, wife contractually separate as to property of said Ronald Gervais, the latter two, of 908, 13th Avenue, all six of Grand'Mère for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "La Société Immobilière Laflèche inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand' Mère, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 4682-68

Société Musicale Apollon inc.
Apollo Musical Society Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Gaudet, manager, 3161, Concorde, Apt. 3, Jacqueline Paradis, secretary, wife of Marcel Maranda, 3399 Quatre-Bourgeois, Apt. 10, and Victorin Bergeron, chartered accountant, 1325 Jean-Dequen, all three of St. Foy, for the following purposes:

To deal in, maintain and repair vocal and instrumental music apparatus and instruments, under the name of "Société Musicale Apollon inc.— Apollo Musical Society Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 2,500 preferred class "A" shares of $10 each and 500 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 884-69

Sogeran inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Odette Laforest, Raymonde Laforest, both secretaries, spinsters of the full age of majority of Saint-Michel, county of Napierville, and Yves Gendron, accountant, Saint-Rémi, county of Napierville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Sogeran inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6031 Châteaubriand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 542-69

Solomon Schechter Academy

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Clarence R. Gross, avocat et conseil en Loi de la reine, 790, Lexington, Harry M. Lazar, industriel, 4300, ouest, boulevard de Maisonneuve, tous deux de Westmount, Louis J. Sheps, 379, Dufferin, Samuel Cohen, 276, Dufferin, tous deux industriels, de Hampstead, et J. Harry Berger, courtier d'assurances, 5590, Snowden, Montréal, pour les objets suivants:

Entretenir et diriger une ou des écoles, sous le nom de « Solomon Schechter Academy ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 225-69

Les Spécialités Shawinigan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Marcel Lafontaine, commerçant, Yvette Doucet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Lafontaine, et Claude Lafontaine, commerçant, tous trois de Saint-Gérard-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, bois et toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Les Spécialités Shawinigan inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 5910-68

Stutman & Young Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Alec Stutman, manufacturier, 4810, Isabella, Alan M. Stein, avocat, 5042, Ponsard, Juliette Boudrias, secrétaire, célibataire, 3777, Drolet, tous trois de Montréal, et Irwin Rudick, avocat, 6637, Baily, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Stutman & Young Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 412-69

Solomon Schechter Academy

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Clarence R. Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington, Harry M. Lazar, industrialist, 4300 de Maisonneuve Boulevard West, both of Westmount, Louis J. Sheps, 379 Dufferin, Samuel Cohen, 276 Dufferin, both industrialists, of Hampstead, and J. Harry Berger, insurance broker, 5590 Snowden, Montreal, for the following purposes:

To maintain and conduct a school or schools, under the name of "Solomon Schechter Academy".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 225-69

Les Spécialités Shawinigan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lafontaine, trader, Yvette Doucet, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Lafontaine, and Claude Lafontaine, trader, all three of Saint-Gérard-des-Laurentides, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all other related specialties, under the name of "Les Spécialités Shawinigan inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585 5910-68

Stutman & Young Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alec Stutman, manufacturer, 4810 Isabella, Alan M. Stein, advocate, 5042 Ponsard, Juliette Boudrias, secretary, spinster, 3777 Drolet, all three of Montreal, and Irwin Rudick, advocate, 6637 Baily, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Stutman & Young Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 36,000 class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28585-o 412-6

Le Théâtre du Nord ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Dominic Lemmo, gérant de théâtre, 10757, Tanguay, Sandra Schubovitch, secrétaire, célibataire, 5021, Mackenzie, tous deux de Montréal, Stephen Marcovitch, 260, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, et Abraham Gurman, 80 Holtham, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Construire, gérer et administrer des théâtres, sous le nom de « Le Théâtre du Nord ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10385, St-Vital, Montréal-nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 361-69

Les Tissus Nickie ltée
Nickie Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Edwin Kenny, acheteur, Jeanette Slauenwhite, ménagère, épouse commune en biens dudit Edwin Kenny, tous deux de 5450, Dudemaine, Montréal, et Ken Baxter, comptable, 77, Westpark, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toiles et tissus de toutes sortes, sous le nom de « Les Tissus Nickie ltée — Nickie Fabrics Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5450, Dudemaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585 148-69

Claude Tousignant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Claude Tousignant, 4874, Côte des Neiges, app. 306, Jacques Hurtubise, 10221a, 52e avenue, et Guido Molinari, 3516, Northcliffe, tous trois artistes, de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper du développement et de l'épanouissement des oeuvres d'art, sous le nom de « Claude Tousignant inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 action sprivilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3684, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 558-69

Le Théâtre du Nord ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dominic Lemmo, theatre manager, 10757 Tanguay, Sandra Schubovitch, secretary, spinster, 5021 Mackenzie, both of Montreal, Stephen Marcovitch, 260 Alexis-Nihon, Saint-Laurent, and Abraham Gurman, 80 Holtham, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

To construct, manage and maintain theatres, under the name of "Le Théâtre du Nord ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 10385 St. Vital, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 361-69

Les Tissus Nickie ltée
Nickie Fabrics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edwin Kenny, buyer, Jeanette Slauenwhite, housewife, wife common as to property of the said Edwin Kenny, both of 5450 Dudemaine, Montreal, and Ken Baxter, accountant, 77 Westpark, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To deal in linens and fabrics of all kinds, under the name of "Les Tissus Nickie ltée — Nickie Fabrics Ltd.", iwth a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 5450 Dudemaine Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585-o 148-69

Claude Tousignant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Tousignant, 4874 Côte des Neiges, Apt. 306, Jacques Hurtubise, 10221a, 52nd Avenue, and Guido Molinari, 3516 Northcliffe, all three artists of Montreal, for the following purposes:

To work towards the development and popularization of works of art, under the name of "Claude Tousignant inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3684 St-Laurent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 558-69

Transport Laurentien limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1969, constituant en corporation: Jacques Bouchard, camionneur, Claire Lauzon, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Jacques Bouchard, tous deux de 245, Terrasse Deschamps, et Paul Bouchard, vendeur, 205, avenue Rolland, tous trois de Sainte-Anne-des-Plaines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Laurentien limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1264, rue Godin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 253-69

Transport Laurentien limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Bouchard, trucker, Claire Lauzon, secretary, wife separate as to property of said Jacques Bouchard, both of 245 Deschamps Terrace, and Paul Bouchard, salesman, 205 Rolland Avenue, all three of Sainte-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Transport Laurentien limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1264 Godin Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 253-69

Vilder-Danan Inter Design Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1969, constituant en corporation: André Vilder, décorateur, 117, Graham, Mont-Royal, Patrick Danan, dessinateur, 4467, Maisonneuve, Montréal, et Yvonne Cayer, ménagère, épouse séparée de biens de Roger Chevrier, 8101, Du Mail, Anjou, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Vilder-Danan Inter Design Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28585-o 80-69

Vilder-Danan Inter Design Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Vilder, decorator, 117 Graham, Mont-Royal, Patrick Danan, designer, 4467 Maisonneuve, Montreal, and Yvonne Cayer, housewife, wife separate as to property of Roger Chevrier, 8101 Du Mail, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and to deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Vilder-Danan Inter Design Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28585 80-69

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 826

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux coiffeurs pour dames dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 673 du 30 mars 1965 et modifications, relatif aux coiffeurs pour dames dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 2 juillet 1969.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 826

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Ladies' Hairdressing Trade in the Montréal region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), decree number 673 of March 30, 1965, as amended (Ladies' Hairdressing Trade in the Montreal region) be extended until July 2, 1969.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 827

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à la serrurerie et la menuiserie métallique dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret numéro 790 du 8 mai 1962 et amendements, relatif à la serrurerie et la menuiserie métallique dans la région de Montréal, soit prolongé pour une période de deux (2) mois, soit jusqu'au 31 mai 1969.

Cependant, à compter du 1er avril 1969, ledit décret numéro 790 ne s'appliquera plus au travail exécuté sur les chantiers de construction, à moins que pour ce travail il y ait une prolongation en vertu des dispositions de la Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 831

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Joliette.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Joliette, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 517 du 13 mars 1968, soit prolongé jusqu'au 1er mai 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 828

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la construction de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3565 du 20 décembre 1967, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier de Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 827

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Non-Structural Metalwork Industry in the Montreal region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree number 790 of May 8, 1962, as amended (Non-Structural Metalwork Industry in the Montreal region) be extended for a two-month period, i.e., until May 31, 1969.

However, effective from April 1, 1969, said Decree number 790 shall no longer cover work done on construction sites, unless such work be granted a time extension in pursuance of the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 831

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Joliette.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Joliette (authorized by a by-law approved by Order in Council number 517, dated March 13, 1968) be extended until May 1, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 828

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry, Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry, Québec (authorized by a by-law approved by Order in Council number 3565, dated December 20, 1967) be extended until April 30, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 835

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de la commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement de la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1586 du 14 juin 1967, soit prolongé jusqu'au 2 juillet 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 825

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation de certains décrets en vertu de la Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément à l'article 67 de la Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction, les décrets ci-après mentionnés soient prolongés jusqu'au 1er mai 1969.

Décret numéro 492 du 26 mars 1963 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda.

Décret numéro 216 du 3 février 1967 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les régions de St-Hyacinthe, St-Jean et Granby.

Décret numéro 1947 du 27 octobre 1966 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Joliette.

Décret numéro 613 du 6 avril 1952 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal ainsi que les Sections « A » (Plombier), « B » (Calorifugeur), « C » (Carreleur) et « F » (Frigoriste) dudit décret numéro 613.

Décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

Décret numéro 1203 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski.

Décret numéro 2210 du 18 novembre 1964 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

Décret numéro 2164 du 16 novembre 1966, relatif aux métiers de plombier, installateur d'appareils de chauffage, de réfrigération, de gricleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et calorifugeur dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 835

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal (authorized by a by-law approved by Order in Council number 1586, dated June 14, 1967) be extended until July 2, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 825

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of certain decrees in pursuance of the Construction Industry Labour Relations Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to section 67 of the Construction Industry Labour Relations Act, the following decrees be extended until May 1, 1969:

Decree number 492 of March 26, 1963, as amended (Construction Industry and Trades in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda).

Decree number 216 of February 3, 1967, as amended (Construction Industry in the regions of St. Hyacinthe, St. Jean and Granby).

Decree number 1947 of October 27, 1966, as amended (Construction Industry in the Joliette region).

Decree number 613 of April 6, 1952, as amended (Construction Industry and Trades in the Montreal region), including Sections "A" (Plumbers), "B" (Insulators), "C" (Tile setters), and "F" (Refrigeration Mechanics) of said Decree number 613.

Decree number 419 of April 18, 1957, as amended (Construction Industry and Trades in the Québec region).

Decree number 1203 of June 17, 1964, as amended (Construction Industry and Trades in the Rimouski district).

Decree number 2210 of November 18, 1964, as amended (Construction Industry in the Sorel region).

Decree number 2164 of November 16, 1966 (Plumbers, heating equipment and refrigeration equipment installers, sprinkler fitters, welders, tinsmith-roofers and insulators in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières).

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 833

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3432 du 14 décembre 1967, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 829

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction, Région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction, Région de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1335 du 12 mai 1967, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 830

Québec, le 26 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de la Construction, régions Granby, St-Hyacinthe, St-Jean.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de la construction, régions Granby, St-Hyacinthe, St-Jean, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 525 du 13 mars 1968, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
28654-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 833

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Building Industry of Sorel.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Building Industry of Sorel (authorized by a by-law approved by Order in Council number 3432, dated December 14, 1967) be extended until April 30, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 829

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montreal (authorized by a by-law approved by Order in Council number 1335, dated May 12, 1967) be extended until April 30, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 830

Québec, March 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of *le Comité paritaire de la Construction, régions Granby, St-Hyacinthe, St-Jean.*

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of *le Comité paritaire de la Construction, régions Granby, St-Hyacinthe, St-Jean* (authorized by a by-law approved by Order in Council number 525, dated March 13, 1968) be extended until April 30, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
28654-o *Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Robe — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Remplacer les sous-paragraphes « *b* » et « *c* » du paragraphe 1 et le paragraphe 3 de l'article X-A (Congés annuels payés) par les suivants:

« *b*) S'ils n'ont pas terminé une (1) année de services continus à l'emploi de leur employeur, à un congé annuel continu et payé d'une durée minimum d'autant de 5/6 de journées de travail qu'ils ont de mois de calendrier de services continus pour leur employeur.

c) Si, pour quelque raison que ce soit, leur emploi est terminé avant qu'une (1) année de services continus ne soit complétée, tels salariés, au terme de leur emploi, ont droit à une indemnité pour congé équivalente à 4% du salaire gagné par tels salariés quand ils étaient à l'emploi de l'employeur pendant cette année de services continus.

3. Le salarié a droit pour son congé à la rémunération suivante:

Quatre pour cent (4%) du salaire gagné. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 avril 1969. 48654-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 643 du 29 mai 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 713 du 19 mars 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Dress Industry — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Dress Industry in Québec (made binding by Decree number 3519 of September 24, 1940, as amended) have petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

In section X-A, paragraphs "*b*" and "*c*" of subsection 1, as well as subsection 3, are superseded by:

"(*b*) If an employee has not completed one (1) year's continuous service with his employer: a continuous annual vacation with pay at least equal to 5/6 of a working day for each calendar month of continuous service with his employer.

(*c*) If for any reason whatever his employment is terminated before completion of one (1) year's continuous service, the employee shall be compensated for his vacation with pay at separation time. Such compensation shall equal 4% of wages earned by the employee in that portion of the said year of continuous service.

3. Employees are entitled to the following vacation pay:

Four per cent (4%) of wages earned."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 5, 1969. 28654-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and district (established in pursuance of Decree number 643 of May 29, 1953) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 713, dated March 19, 1969, authorizes such levy.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1969 au 31 mars 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 643 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 643 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalent à ½ de 1% d'une rémunération moyenne de $100 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 643 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire du Commerce de détail de la fourrure de Montréal, pour la période du 31 mars 1969 au 31 mars 1970.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1969 et le 31 mars 1970.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 7,800.00
Cotisations ouvrières	7,800.00

1. *Dues*

The contribution period extends from March 31, 1969 to March 31, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 643 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 643 and amendments shall turn over to the Parity Committee on amount equivalent to ½ of 1% of their average wage of $100 a week.

(*c*) Employees governed by said Decree number 643 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the Parity Committee shall be given.

Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on behalf of the Parity Committee, the professional employer must collect this levy by means of a check-off.

The professional employer, shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the one for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or give necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Fianancial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower, on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and district for the March 31, 1969 to March 31, 1970 period is given below.

RETAIL FUR TRADE JOINT COMMITTEE OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the March 31, 1969, to March 31, 1970 period.

Receipts:

Employers' dues	$ 7,800.00
Employees' dues	7,800.0

Cotisations artisanales	$ 3,500.00	Artisans' dues	$ 3,500.00
Dommages: Intérêts liquidés	600.00	Damages: paid-up interest	600.00
Intérêts sur placements	160.00	Interest from investments	160.00
Impôt fédéral	673.40	Federal tax	673.40
Impôt provincial	413.40	Provincial tax	413.40
Assurance-chômage	72.80	Unemployment Insurance	72.80
Rentes du Québec	82.80	Québec Pension Plan	82.80
Assurance-santé	83.20	Health insurance	83.20
Cotisation syndicale	52.00	Union dues	52.00
	$21,237.60		$21,237.60
Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaire du secrétaire	$ 3,195.00	Secretary's salary	$ 3,195.00
Salaires du personnel	1,750.00	Staff's salary	1,750.00
Salaire de l'inspecteur	6,960.00	Inspector's salary	6,960.00
Frais d'inspection	2,100.00	Inspection expenses	2,100.00
Loyer et taxes	780.00	Rent and taxes	780.00
Frais judiciaires	200.00	Legal costs	200.00
Frais de vérification	300.00	Auditor's fees	300.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	400.00	Printing, stationery, office equipment	400.00
Poste, téléphone, télégramme	550.00	Postage, telephone, telegrams	550.00
Intérêt, échange, agios	65.00	Interest, exchange, agio	65.00
Jetons de présence (membres du Comité)	560.00	Attendance fees (Committee members)	560.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	2,240.00	Travelling expenses (Committee members)	2,240.00
Frais de délégation	200.00	Delegation expenses	200.00
Assurance-chômage	145.60	Unemployment Insurance	145.60
Assurance-vie-santé	300.00	Health, life insurance	300.00
Assurance-caution	20.00	Fidelity bond	20.00
Impôt fédéral	673.40	Federal tax	673.40
Impôt provincial	413.40	Provincial tax	413.40
Rentes du Québec	165.60	Québec Pension Plan	165.60
Cotisations syndicales	52.00	Union dues	52.00
Commission des Accidents du Travail	20.00	Workmen's Compensation Commission	20.00
	$21,090.00		$21,090.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 147.60	Forecast surplus	$ 147.60

Le sous-ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 avril 1969. 28654-o

Deputy Minister of Labour and Manpower.
DONAT QUIMPER,

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 5, 1969. 28654-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de l'Horlogerie de Montréal, établi en exécution du décret numéro 586 du 23 mars 1965, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 714 du 19 mars 1969, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1969 au 1er avril 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 586, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions, ou bonis payés).

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Watchmakers' Joint Committee of Montreal (established in pursuance of Decree number 586 of March 23, 1965) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 714, dated March 19, 1969, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from April 1, 1969, to April 1, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 586 must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 586, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire établi sur la base de $100 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 586, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos. Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Horlogerie de Montréal, pour la période comprise entre le 1er avril 1969 et le 1er avril 1970.

COMITÉ PARITAIRE
DE L'HORLOGERIE DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1969 et le 1er avril 1970.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 4,600.00
Cotisations ouvrières	4,600.00
Cotisations artisanales	9,000.00
Dommages: Intérêts liquidés	200.00
Honoraires d'examen	750.00
Impôt fédéral	764.80
Impôt provincial	471.00
Assurance-chômage	72.80
Rentes du Québec	82.80
	$20,541.40

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$ 3,000.00
Salaires du personnel	1,870.00
Salaire de l'inspecteur	6,500.00
Frais d'inspection	1,680.00

(b) Artisans governed by said Decree number 586 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of a weekly salary set on the basis of $100 per week.

(c) Employees governed by said Decree number 586 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect such levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of this employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

An estimate of receipts and disbursements of the Watchmakers' Joint Committee of Montreal for the April 1, 1969 to April 1, 1970 period is given below.

WATCHMAKERS' JOINT COMMITTEE
OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from April 1, 1969 to April 1, 1970.

Receipts:

Employers' dues	$ 4,600.00
Employees' dues	4,600.00
Artisans' dues	9,000.00
Damages: paid-up interest	200.00
Examination fees	750.00
Federal tax	764.80
Provincial tax	471.00
Unemployment Insurance	72.80
Québec Pension Plan	82.80
	$20,541.40

Disbursements:

Secretary's salary	$ 3,000.00
Staff's salary	1,870.00
Inspectors' salaries	6,500.00
Inspection expenses	1,680.00

Honoraires: Bureau des examinateurs	$ 1,700.00
Frais: Bureau des examinateurs	300.00
Loyer et taxes	1,020.00
Frais judiciaires	100.00
Frais de vérification	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	300.00
Poste, téléphone, télégramme	500.00
Intérêt, échange, agios	10.00
Jetons de présence (membres du Comité)	400.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	800.00
Frais de délégation	200.00
Assurance-chômage	145.60
Assurance-caution	20.00
Impôt fédéral	764.80
Impôt provincial	471.00
Rentes du Québec	165.60
	$20,347.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 194.40

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 avril 1969. 28654-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Coiffeurs de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 720 du 19 mars 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1969 au 1er avril 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1010 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 1010 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, commissions et allocations reçues.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 1010 et amendements, doivent verser au Comité paritaire les sommes suivantes:

i) Les artisans coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames zone I et II	$0.30 par semaine
ou	1.30 par mois
ii) Les artisans coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames zone III	$0.25 par semaine
ou	1.10 par mois

Fees: Board of Examiners	$ 1,700.00
Expenses: Board of Examiners	300.00
Rent and taxes	1,020.00
Legal costs	100.00
Auditing expenses	400.00
Printing, stationery, office supplies	300.00
Postage, telephone, telegrams	500.00
Interest, exchange, agio	10.00
Attendance tokens (Committee members)	400.00
Travelling expenses (Committee members)	800.00
Delegation expenses	200.00
Unemployment Insurance	145.60
Fidelity bond	20.00
Federal tax	764.80
Provincial tax	471.00
Québec Pension Plan	165.60
	$20,347.00
Forecast surplus:	$ 194.40

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 5, 1969. 28654-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe (established in pursuance of Decree number 1010 of September 26, 1956 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers' artisans and employees governed by said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 720, dated March 19, 1969, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from April 1, 1969, to April 1, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 1010 and amendments, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salaries, commissions and allowances paid to their employees subject to the said decree.

(*b*) Employees subject to said Decree number 1010 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salaries, commissions and allowances received.

(*c*) Artisans governed by said Decree number 1010 and amendments, shall turn over the following amounts to the Parity Committee:

(i) Men's and ladies' hairdresser-artisans of zones I and II	$0.30 per week
or	1.30 per month
(ii) Men's and ladies' hairdresser-artisans of zone III	$0.25 per week
or	1.10 per month

Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par ledit décret numéro 1010 et amendements, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport mensuel, sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les salaires, commissions et allocations payées et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois; ledit rapport doit couvrir le mois précédent.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations au Comité paritaire, le ou avant le 10 de chaque mois: ces cotisations doivent couvrir le mois précédent.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Coiffeurs de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er avril 1969 et le 1er avril 1970.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE SAINT-HYACINTHE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1969 et le 1er avril 1970.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 2,700
Cotisations ouvrières	2,700
Cotisations artisanales	3,900
Pénalités et amendes	200
Honoraires d'examen	500
Intérêts de banque	160
	$10,160

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$ 1,560
Salaires du personnel	325
Salaires des inspecteurs	840
Frais d'inspection	2,000
Honoraires: Bureau d'examinateurs	300
Frais: Bureau d'examinateurs	200
Loyer et taxes	1,100
Éclairage, chauffage, entretien	50

Under the present by-law, any employer or professional employer who plies one of the trades covered by said Decree number 1010 and amendments is moreover considered as an artisan.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with monthly report forms on which the following must be indicated: name, surname and address of each employee in their service; his qualification; wages, commissions and allowances paid, together with the amounts turned over to the Parity Committee.

The professional employer must see that these reports be completed and forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of each month. Said report must cover the previous month.

At the end of every week and by means of a check-off, the professional employer must collect the sums due the Parity Committee. He must forward these to the said Committee with his own dues.

The professional employer and the artisan must forward their dues to the Parity Committee on or before the 10th of each month. Such dues shall cover the previous month.

The levy imposed by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit at quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe for the April 1, 1969 to April 1, 1970 period is given below.

HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE

Estimate of receipts and disbursements for the April 1, 1969 to April 1, 1970 period.

Receipts:

Employers' dues	à 2,700
Employees' dues	2,700
Artisans' dues	3,900
Penalties and fines	200
Examination fees	500
Bank interest	160
	$10,160

Disbursements:

Secretary's salary	$ 1,560
Staff's salary	325
Inspectors' salaries	840
Inspection expenses	2,000
Fees: Board of Examiners	300
Expenses: Board of Examiners	200
Rent and taxes	1,100
Lights, heat, maintenance	50

Frais judiciaires	$ 100	Legal costs	$ 100
Frais de vérification	250	Auditor's fees	250
Impression, papeterie, acc. de bureau	200	Printing, stationery, office equipment	200
Poste, téléphone, télégramme	250	Postage, telephone, telegrams	250
Intérêt, échange, agios	100	Interest, exchange, agio	100
Abonnement et publicité	150	Subscription and advertising	150
Jetons de présence (membres du comité)	360	Attendance fees (Committee members)	360
Frais de déplacements (Membres du comité)	1,400	Travelling expenses (Committee members)	1,400
Frais de délégation	200	Delegation expenses	200
Assurance caution	25	Fidelity bond	25
Assurances générales	50	General insurance	50
Affiliations	100	Affiliation fees	100
	$ 9,560		$ 9,560
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 600	Forecast surplus	$ 600

Le sous-ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 avril 1969. 28654-o

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 5, 1969. 28654-o

Changement de nom — Loi du

Joe Abourachid

Avis est par les présentes donné que Joe Abourachid, marchand, résidant au 3300, avenue de Falaise, app. 301, Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Joe Rashi, ledit changement devant s'appliquer aussi à son épouse, Lucy Cattan, et à ses deux fils mineurs non émancipés, Roger et Gilbert.

Montréal, le 13 mars 1969.

Les procureurs du requérant,
28451-13-2 (Signé) SPECTOR & SCHECTER.

Linda Suzan Vineberg *et al*

Avis est, par les présentes, donné que Dame Mary Wolloch-Steinberg, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Steinberg, de la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, s'adressera, conformément à la Loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret permettant de changer les noms de ses deux enfants mineurs de Linda Susan Vineberg et Paul Michael Vineberg en ceux de Linda Susan Steinberg et Paul Michael Steinberg, ceux-là devant servir à toutes fins légales.

Daté à Montréal, ce 18e jour de mars 1969.

Le procureur du requérant,
28522-13-2 JOHN HERSCHORN, C.R.

Joseph Laurent Arnold

Avis est, par les présentes, donné que Joseph Laurent Arnold, technicien, de 1195 terrasse Trépanier, app. 2, de la cité de Laval, district de Montréal, province de Québec, se propose de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom en celui de Joseph Laurent Arnold Moisan, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, 21 mars 1969.

Les procureurs du requérant,
BERGER, SCHATIA &
28648-14-2 SAZANT, avocats.

Change of name — Act

Joe Abourachid

Notice is hereby given that Joe Abourachid, merchant, residing at 3300 Avenue de Falaise, Apartment 301, Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Joe Rashi, said change to benefit his wife, Lucy Cattan, and his two minor unemancipated sons, Roger and Gilbert.

Montreal, March 13, 1969.

(Signed) SPECTOR & SCHECTER,
28451-13-2-o *Attorneys for Applicant.*

Linda Suzan Vineberg *et al*

Notice is hereby given that Dame Mary Wolloch-Steinberg, housewife, wife separate as to property of Harry Steinberg, of the city of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change the name of her two minor children from Linda Susan Vineberg and Paul Michael Vineberg to that of Linda Susan Steinberg and Paul Michael Steinberg, same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 18th day of March, 1969.

JOHN HERSCHORN, Q.C.,
28522-13-2-o *Attorney for petitioner.*

Joseph Laurent Arnold

Notice is hereby given that Joseph Laurent Arnold, technician, of 1195 Terrace Trépanier, Apt. 2, of the city of Laval, district of Montreal, Province of Québec, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of his name to Joseph Laurent Arnold Moisan, pursuant to the provisions of the Change of Name Act.

Montreal, March 21, 1969.

BERGER, SCHATIA &
SAZANT, Advocates,
28648-14-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Chartes — demandes d'abandon de

Broadlands Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Broadlands Investments Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte et l'annulation d'idelle à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 13 mars 1969.

Le président,
28586 CLARENCE ROSENHEK.

Builtwell Construction Corp.

Avis est, par les présentes, donné que « Builtwell Construction Corp. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec datées du 2e jour de juillet 1959, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 19 mars 1969.

Le secrétaire,
28587 LEON WILDSTEIN.

Concession Development Inc.

Avis est donné que « Concession Development Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 18e jour de mars 1969.

Le secrétaire,
28588 E. TEICH.

Gerelco Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Gerelco Inc. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives permission d'abandonner sa charte.

Montreal, le 9 mars 1969.

Le secrétaire pro tem,
28589-o B. FARIBAULT.

Kebec Auto-Pneus inc.

Avis par la présente est donné que la compagnie « Kebec Auto-Pneus inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec.

Québec, le 13 mars 1969.

Le secrétaire,
28590-o MAXIME LANGLOIS.

Quincaillerie Belleville

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, « Quincaillerie Belleville » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives de la province pour abandonner sa charte.

Montréal, ce 17 mars 1969.

Le procureur de la compagnie,
28660-o ME ROBERT B. GIROUX.

Charters — Application for Surrender of

Broadlands Investments Ltd.

Under the provisions of the Companies Act, "Broadlands Investments Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, March 13, 1969.

CLARENCE ROSENHEK,
28586-o *President.*

Builtwell Construction Corp.

Notice is hereby given that "Builtwell Construction Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Québec dated July 2nd, 1959 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, March 19, 1969.

LEON WILDSTEIN,
28587-o *Secretary.*

Concession Development Inc.

Notice is hereby given that "Concession Development Inc.", a Corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 18th day of March 1969.

E. TEICH,
28588-o *Secretary.*

Gerelco Inc.

Notice is hereby given that the company "Gerelco Inc.", incorporated under the Québec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, March 19, 1969.

B. FARIBAULT,
28589 *Pro Tem Secretary.*

Kebec Auto-Pneus inc.

Notice is hereby given that the company "Kebec Auto-Pneus inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, March 13, 1969.

MAXIME LANGLOIS,
28590 *Secretary.*

Quincaillerie Belleville

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, "Quincaillerie Belleville" will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montréal, March 17, 1969.

ME ROBERT B. GIROUX,
28660-o *Attorney for Company.*

La Rochelle Haute Coiffure inc.

Prenez avis que la compagnie « La Rochelle Haute Coiffure inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
28591-o Me ROLAND MILETTE, notaire.

Aupin & Cie ltée

Prenez avis que la compagnie « Aupin & Cie ltee », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
28657-o TROTTIER & BOUCHER, Notaires.

Les Éditions Ruco ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Éditions Ruco ltée » s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
28658-o ME FERNAND LÉVESQUE.

Lapinière Camping inc.

Prenez avis que « Lapinière Camping inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
28659-o ME JEAN-MARIE BRASSARD.

Tam Plumbing & Heating Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Tam Plumbing & Heating Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 24e jour de mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
28661 LUCY SCHWINTECK.

La Rochelle Haute Coiffure inc.

Notice is hereby given that "La Rochelle Haute Coiffure inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

ME ROLAND MILETTE, notary,
28591 *Attorney for the company.*

Aupin & Cie ltée

Take notice that "Aupin & Cie ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

TROTTIER & BOUCHER, Notaries,
28657-o *Attorneys for Applicant.*

Les Éditions Ruco ltée

Notice is hereby given that the company "Les Éditions Ruco ltée" will apply to the Minister of Financial Institution, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME FERNAND LÉVESQUE,
28658-o *Attorney for the Company.*

Lapinière Camping inc.

Notice is given that "Lapinière Camping inc." will apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME JEAN-MARIE BROSSARD,
28659 *Attorney for the Company.*

Tam Plumbing & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Tam Plumbing & Heating Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the Provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of March, 1969.

LUCY SCHWINTECK,
28661-o *Secretary-Treasurer.*

Divers
Compagnies

Beaudry Lumber Inc.

Avis est donné que la compagnie « Beaudry Lumber Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
C. BEAUDRY.
28592-o 4256-51

L'Institut des Soeurs de l'Immaculée

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 11 mars 1969, approuvé le règlement spécial numéro « A » et le règlement spécial numéro « B » de la corporation « L'Institut des Soeurs de l'Immaculée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
28599-o 2717-66

Miscellaneous
Companies

Beaudry Lumber Inc.

Notice is given that "Beaudry Lumber Inc.", has changed the number of its directors, from 5 to 7.

C. BEAUDRY,
Secretary.
28592 4256-51

L'Institut des Soeurs de l'Immaculée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on March 11, 1969, approved the special by-law number "A" and the special by-law number "B" of the corporation "L'Institut des Soeurs de l'Immaculée", and such, in pursuance with section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
28599 2717-66

Belmont Electric Limited

Avis est donné que « Belmont Electric Limited » a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
MICHAEL JOSEPH.

28593 2372-49

Cell-Rock inc.

Avis est donné que la compagnie « Cell-Rock inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le secrétaire,
GUY JOYAL.

28594-o 14820-61

Pye Enterprises Ltd.
Les Entreprises Pye ltée

Avis est donné que « Pye Enterprises Ltd.— Les Entreprises Pye ltée » a changé le nombre de ses administrateurs, de 5 à 6.

Le secrétaire,
NORMAND REID.

28595 10231-54

For-Net inc.

Avis est donné que la compagnie « For-Net inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
JACQUES FORTIN.

28596-o 12165-56

Wilfrid Grégoire inc.

Avis est donné que la compagnie « Wilfrid Grégoire inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GUY CRÉPEAU.

28597-o 10310-62

Immeubles Rougemont inc.

Avis est donné que la compagnie « Immeubles Rougemont inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
BERNARD POULIOT.

28598-o 5892-68

L'Institut des Soeurs de l'Immaculée

Avis est donné que la corporation « L'Institut des Soeurs de l'Immaculée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

La secrétaire,
Sr ETTORINA FINI, s.i.

28599-o 2717-66

Société d'Aide aux Immigrants du Moyen-Orient du Canada
Middle East Immigrant Aid Society of Canada

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 3 septembre 1968, approuvé les règlements généraux de la « Société d'Aide aux Immigrants du Moyen-Orient du Canada — Middle East Immigrant Aid Society of Canada », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28601-o 1075-64

Belmont Electric Limited

Notice is given that "Belmont Electric Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHAEL JOSEPH,
Secretary.

28593-o 2372-49

Cell-Rock inc.

Notice is given that "Cell-Rock inc." has changed the number of its directors, from 5 to 9.

GUY JOYAL,
Secretary.

28594 14820-61

Pye Enterprises Ltd.
Les Entreprises Pye ltée

Notice is given that "Pye Enterprises Ltd.— Les Entreprises Pye ltée" has changed the number of its directors from 5 to 6.

NORMAN REID,
Secretary.

28595-o 10231-54

For-Net inc.

Notice is given that "For-Net inc." has changed the number of its directors, from 7 to 3.

JACQUES FORTIN,
Secretary.

28596 12165-56

Wilfrid Grégoire inc.

Notice is given that "Wilfrid Grégoire inc." has changed the number of its directors, from 3 to 4.

GUY CRÉPEAU,
Secretary.

28597 10310-62

Immeubles Rougemont inc.

Notice is given that "Immeubles Rougemont inc." has changed the number of its directors, from 3 to 4.

BERNARD POULIOT,
Secretary.

28598 5892-68

L'Institut des Soeurs de l'Immaculée

Notice is given that "L'Institut des Soeurs de l'Immaculée", has changed the number of its directors, from 3 to 5.

Sr. ETTORINA FINI, s.i.,
Secretary.

28599 2717-66

Société d'Aide aux Immigrants du Moyen-Orient du Canada
Middle East Immigrant Aid Society of Canada

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 3, 1968, approved the general by-laws of the "Société d'Aide aux Immigrants du Moyen-Orient du Canada — Middle East Immigrant Aid Society of Canada", and such pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28601 1075-64

Skiroule ltée

Avis est donné que la compagnie « Skiroule ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
RÉAL PARENT.

28600-o 1724-67

Skiroule ltée

Notice is given that "Skiroule ltée", has changed the number of its directors, from 5 to 7.

RÉAL PARENT,
Secretary.

28600 1724-67

Valquin inc.

Avis est donné que la compagnie « Valquin inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ANDRÉ HAINS.

28602-o 4634-68

Valquin inc.

Notice is given that "Valquin inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 4.

ANDRÉ HAINS,
Secretary.

28602 4634-68

Cardinal Furniture Industries Ltd.

Avis est donné que « Cardinal Furniture Industries Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 5.

Le secrétaire,
LIBUSHA ZEITLER.

28662 3873-66

Cardinal Furniture Industries Ltd.

Notice is given that "Cardinal Furniture Industries Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LIBUSHA ZEITLER,
Secretary.

28662-o 3873-66

The Italian Economic Corporation

Avis est, par les présentes, donné que par une nouvelle procuration datée du 29 juillet 1968, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Gian Maria Sartoretti, de Montréal, a été nommé en lieu et place de M. Antonino Cravero à titre d'agent principal dans la province de « The Italian Economic Corporation », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à 914, place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28663 570-55

The Italian Economic Corporation

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated July 29, 1968, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Gian Maria Sartoretti, of Montreal, was appointed to replace Mr. Antonino Cravero as chief agent in the Province of "The Italian Economic Corporation", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 914 Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28663-o 570-55

North Hatley Ski Area Company Ltd.

Avis est donné que « North Hatley Ski Area Company Ltd. » a changé le nombre de ses directeurs, de 5 à 7.

Le secrétaire,
JOSEPH E. CASSAR.

28664 5454-66

North Hatley Ski Area Company Ltd.

Notice is given that "North Hatley Ski Area Company Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 7.

JOSEPH E. CASSAR,
Secretary.

28664-o 5454-66

Riverdale Development Company

Avis est donné que « Riverdale Development Company » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier adjoint,
J. COURTEMANCHE, C.A.

28665-o 3247-59

Riverdale Development Company

Notice is hereby given that "Riverdale Development Company", has changed the number of its directors from 4 to 3.

J. COURTEMANCHE, C.A.,
Assistant Secretary Treasurer.

28665 3247-49

L. T. Transport ltée

Avis est donné que la compagnie « L. T. Transport ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
R. DESROCHERS.

28666-o 163-64

L. T. Transport ltée

Notice is given that "L. T. Transport ltée" has changed the number of its directors, from 4 to 5.

R. DESROCHERS,
Secretary Treasurer.

28666 163-64

Sièges sociaux

L'Institut des Soeurs de l'Immaculée

Avis est donné que la corporation « L'Institut des Soeurs de l'Immaculée » a changé son siège social du numéro 4270, rue Naples, Saint-Léonard, au numéro 11960, L'Acadie, Montréal.

La secrétaire,
SR ETTORINA FINI, s.i.

28599-o 2717-66

Agence de Voyages Beau-Mont inc. Beau-Mont Travel Agency Inc.

Avis est donné que la compagnie « Agence de Voyages Beau-Mont Inc. — Beau-Mont Travel Agency Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24e jour de janvier 1969, et ayant son siège social dans la cité de Shawinigan a établi son bureau au numéro 379 de la 5e Rue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Shawinigan, ce 3e jour de mars 1969.

PIERRE DESCHÊNES.

28603-o 5739-68

S. Allison Inc.

Avis est donné que « S. Allison Inc. », une corporation constituée par lettres patentes datées du 31 octobre 1968, et ayant son siège social en la ville de Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 595, rue Chatham, l'a transporté à: 2,300, rue Mullins, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1969.

Le président,
S. E. ALLISON.

28604 5082-68

Aquafon inc.

Avis est donné que la compagnie « Aquafon inc. », constituée en corporation en date du 7e jour de mai 1968, et ayant son bureau principal dans la ville de Joliette, a établi son bureau au numéro 427 de la rue Champlain.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25e jour de septembre 1968.

Le secrétaire,
(Sceau) BERNARD BRISEBOIS.

28606-o 1885-68

Maurice Babeu inc.

Avis est donné que la compagnie « Maurice Babeu inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 22 octobre 1968, et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 2609, rue Orléans.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28 octobre 1968.

Le président,
MAURICE BABEU.

28609-o 4906-68

Head Offices

L'Institut des Soeurs de l'Immaculée

Notice is given that "L'Institut des Soeurs de l'Immaculée" has changed its head office from number 4270 Naples Street, Saint-Léonard, to number 11960, L'Acadie, Montreal.

SR. ETTORINA FINI, s.i.,
Secretary.

28599 2717-66

Agence de Voyages Beau-Mont inc. Beau-Mont Travel Agency Inc.

Notice is hereby given that "Agence de Voyages Beau-Mont inc.— Beau-Mont Travel Agency Inc.", incorporated by letters patent dated on January 24, 1969, and having its head office in the town of Shawinigan, has established its business office at No. 379 Ffth street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at the town of Shawinigan, March 3, 1969.

PIERRE DESCHÊNES.

28603-o 5739-68

S. Allison Inc.

Notice is hereby given that "S. Allison Inc." a company incorporated by letters patent dated October 31st, 1968, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated up to to-day at 595 Chatham Street, has moved it to: 2,300 Mullins Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1969.

S. E. ALLISON,
President.

28604-o 5082-68

Aquafon inc.

Notice is given that "Aquafon inc.", a company incorporated on the 7th day of May, 1968 and having its head office in the town of Joliette, has established its offices at number 427 Champlain Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of September, 1968.

BERNARD BRISEBOIS,
(Seal) *Secretary.*

28606 1885-68

Maurice Babeu inc.

Notice is given that "Maurice Babeu inc.", company incorporated under Part I of the Companies Act, dated the 22nd day of October, 1968, and having its head office at Montreal, Province of Québec, has established its office at 2609 Orléans Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, October 28, 1968.

MAURICE BABEU,
President.

28609 4906-68

Les Animaux Canadiana inc.
Canadiana Livestock Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Animaux Canadiana inc. — Canadiana Livestock Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 9 décembre 1968 et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 1055, Côte Beaver Hall, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28e jour de février 1969.

Le secrétaire-trésorier,
(Sceau) PAUL THÉRIAULT.
28605-o 5801-68

Cell-Rock inc.

Avis est donné que la compagnie « Cell-Rock inc. » a changé son siège social de Saint-Lambert à Montréal.

Le secrétaire,
GUY JOYAL.
28594-o 14820-61

Les Ateliers Raymond inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les Ateliers Raymond inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 10 avril 1968, a établi son bureau principal au numéro 489 ouest, rue Notre-Dame, Victoriaville, district d'Arthabaska, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Victoriaville, ce 17e jour de janvier 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ROLAND PÉPIN.
28608-o 685-68

Ranch Canadiana inc.
Canadiana Ranch Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ranch Canadiana inc.— Canadiana Ranch Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 9 décembre 1968 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 1055, Côte Beaver Hall, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28e jour de février 1969.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
PAUL THÉRIAULT.
28611-o 5802-68

Tomassini Sport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tomassini Sport Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1968, et ayant son siège social dans la cité de Granby a établi son bureau au numéro 253 de la rue Robinson sud.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant sou siège social.

Donné à Granby, ce 15e jour de février 1969.

Le président,
ROGER TOMASSINI.
28644-o 4011-68

Les Animaux Canadiana inc.
Canadiana Livestock Inc.

Notice is hereby given that the company "Les Animaux Canadiana inc. — Canadiana Livestock Inc.", incorporated by letters patent dated December 9, 1968 and having its head office in Montreal, district of Montreal, province of Québec, has established its office at 1055 Beaver Hall Hill, Montreal, P.Q.

From the date of the present notice, said office is considered by the company as being its principal place of business.

Dated at Montreal, this 28th day of February, 1969.

PAUL THÉRIAULT,
(Seal) *Secretary-Treasurer.*
28605-o 5801-68

Cell-Rock inc.

Notice is given that "Cell-Rock inc." has changed its head office from St-Lambert to Montreal.

GUY JOYAL,
Secretary.
28594 14820-61

Les Ateliers Raymond inc.

Notice is hereby given that "Les Ateliers Raymond inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent dated April 10, 1968 has established its head office at number, 489 Notre-Dame Street West, Victoriaville, district of Arthabaska, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this 17th day of January, 1969.

ROLAND PÉPIN,
Secretary-Treasurer.
28608-o 685-68

Ranch Canadiana inc.
Canadiana Ranch Inc.

Notice is hereby given that the company "Ranch Canadiana inc.— Canadiana Ranch Inc.", incorporated by letters patent dated December 9, 1968 and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, has established its office at 1055 Beaver Hall Hill, Montreal, P.Q.

From the date of the present notice, said office is considered by the company as being its principal place of business.

Dated at Montreal, this 28th day of February, 1969.

(Seal) PAUL THÉRIAULT,
Secretary-Treasurer.
28611-o 5802-68

Tomassini Sport Inc.

Notice is given that "Tomassini Sport Inc.", incorporated by letters patent dated September 4, 1968, and having its head office in the city of Granby, has established its office at number 253 Robinson Street South.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Granby, this 15th day of February, 1969.

ROGER TOMASSINI,
President.
28644 4011-68

Aqua-Lav inc.

Prenez avis que le siège social de « Aqua-Lav inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 février 1969, est maintenant établi à 106, avenue McGill, Montréal.

Montréal, le 28 février 1969.

Le secrétaire,
SID FEASEY.

28607-o 576-68

Bélanger Mills inc.

Avis est donné que la compagnie « Bélanger Mills inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mars 1968 avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 4851 boulevard Lasalle, Verdun, l'a maintenant transporté au 7139, boulevard Lasalle, Verdun.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Verdun, le 14 février 1969.

Le président,
JACQUES BÉLANGER.

28610-o 950-68

Centre de Nutrition de Montréal inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre de Nutrition de Montréal inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 19 juillet 1968, et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 4850, Côte des Neiges, suite 605.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24 septembre 1968.

Le président,
GILLES OUELLETTE.

28612-o 3345-68

Eugène Cloutier inc.

Avis est donné que la compagnie « Eugène Cloutier inc. » constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 10 janvier 1969, et ayant son bureau principal à St-Émile de Québec, district de Québec, province de Québec, a établi son bureau au numéro 27 rue Champlain.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Québec, ce 10e jour de janvier 1969.

Le président,
(Sceau) FERNAND CLOUTIER.

28613-o 243-69

D.A.P. Inc.

Avis est donné que la compagnie « D.A.P. Inc. », constituée en corporation en date du 27 mars 1968 et ayant son bureau principal dans le district de Québec, a établi son bureau au numéro 3150 France-Prime, Ste-Foy, Québec 10.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 9e jour de décembre 1968.

Le secrétaire-trésorier,
J. ANDRÉ OUELLET.

28622-o 1400-68

Aqua-Lav inc.

Notice is hereby given that "Aqua-Lav inc.", incorporated by letters patent dated February 5, 1969, is now established at 106 McGill Avenue, Montreal.

Montreal, February 28, 1969.

SID FEASEY,
Secretary.

28607-o 576-68

Bélanger Mills inc.

Notice is given that "Bélanger Mills inc.", incorporated by letters patent dated March 4, 1968, had its office situated up to-day at 4851 Lasalle Boulevard, Verdun, has now moved it to 7139 Lasalle Boulevard, Verdun.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Verdun, February 14, 1969.

JACQUES BÉLANGER,
President.

28610 950-68

Centre de Nutrition de Montréal inc.

Notice is given that "Centre de Nutrition de Montréal inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, on July 19, 1968, and having its head office in Montreal, Province of Québec, has established its office at number 4850, Côte des Neiges, suite 605.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, September 24, 1968.

GILLES OUELLETTE,
President.

28612 3345-68

Eugène Cloutier inc.

Notice is hereby given that "Eugène Cloutier inc.", incorporated in the province of Québec, by letters patent granted pursuant to the Provisions of Part I of the Companies Act, dated January 10th, 1969, and having its head office in the city of St. Émile, district of Québec, province of Québec, has established its office at 27 Champlain Stret.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed at Québec, this 10th day of January, 1969.

FERNAND CLOUTIER,
(Seal) *President.*

28613-o 243-69

D.A.P. Inc.

Notice is given that "D.A.P. Inc.", incorporated on the 27th day of March, 1968 and having its head office in the district of Québec, has established its office at number 3150 France-Prime, Sainte-Foy, Québec 10.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Québec, this 9th day of December, 1968.

J. ANDRÉ OUELLET,
Secretary-Treasurer.

28622 1400-68

Computer Placement Specialists Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Computer Placement Specialists Ltd. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du vingt-cinquième jour de juillet 1968, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau au numéro 2315, Place Ville Marie, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le 25 juillet 1968.

Le président,
MICHAEL WEISS.

28615 3392-68

Computer Placement Specialists Ltd.

Notice is hereby given that "Computer Placement Specialists Ltd.", incorporated under Part I of the Québec Companies Act by letters patent dated the twenty-fifth day of July, 1968, and having its head office in the City of Montreal, in the Province of Québec, has established its office at number 2315, Place Ville Marie, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, July 25, 1968.

MICHAEL WEISS,
President.

28615-o 3392-68

Consolidated Monpas Mines Limited (Libre de Responsabilité Personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Consolidated Monpas Mines Limited » (Libre de Responsabilité Personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 26 avril 1946, a transporté son bureau principal de 159 ouest, rue Craig, Chambre 616, en la Cité de Montréal, à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Chambre 1010, en la Cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 4ième jour de mars 1969.

Le président,
JEAN MONETTE, C.R.

28616-o 3397-46 — 10183/56

Consolidated Monpas Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Consolidated Monpas Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Québec Mining Companies Act, by letters patent dated April 26th, 1946, has moved its head office from 159 Craig Street West, Room 616, in tne City of Montreal, to 1010 St. Catherine Street West, Room 1010, in the City of Montreal.

Dated at Montreal, this 4th day of March, 1969.

JEAN MONETTE, Q.C.,
President.

28616-o 3397-46 — 10183/56

La Crêpe de France (No. 2) inc.

Avis est donné que la compagnie « La Crêpe de France (No. 2) inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies en date du 4ième jour de février, 1969, et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son bureau à Suite 1918, 1 Place Ville Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 4ième jour de mars, 1969.

Le secrétaire,
L. M. BERTRAND.

28621-o 538-69

La Crêpe de France (No. 2) inc.

Notice is hereby given that "La Crêpe de France (No. 2) inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act on the 4th day of February, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Suite 1918, 1 Place Ville Marie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 4th day of March, 1969.

(Seal) L. M. BERTRAND,
Secretary.

28621-o 538-69

Développement Amical inc.

Avis est par les présentes donné que «Développement Amical inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes émises le 29 novembre 1968, a son principal bureau d'affaires à 339 Victor est, Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne, province de Québec.

Daté à Saint-Janvier, ce 13 janvier 1969.

Le secrétaire,
(Sceau) RENÉ ALARY.

28624-o 5503-68

Développement Amical inc.

Notice is hereby given that "Développement Amical inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent issued on November 29, 1968, has its head office at 339 Victor East, Saint-Janvier, in the county of Terrebonne, province of Québec.

Dated at Saint-Janvier, January 13, 1969.

RENÉ ALARY,
(Seal) *Secretary.*

28624 5503-68

Placements Rizzuto inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Rizzuto inc. » a changé son siège social de Laval, au numéro 8315, rue Champdeau, Saint-Léonard.

Le secrétaire,
FILIPPO RIZZUTO.

28636-o 3073-67

Placements Rizzuto inc.

Notice is hereby given that "Placements Rizzuto inc." has changed its head office from Laval, to number 8315 Champdeau Street, Saint-Léonard.

FILIPPO RIZZUTO,
Secretary.

28636 3073-67

DEA Inc.

Avis est donné que la compagnie « DEA Inc. », constituée en corporation par lettres patentes (chapitre 271, S.R.Q. 1964) en date du 30 août 1968 et ayant son siège social dans Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe) a établi son bureau au numéro 2580, rue Vanier, Saint-Hyacinthe.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Saint-Hyacinthe, ce trente et unième jour de janvier mil neuf cent soixante-neuf.

Le président,
MARCEL MCDERMOTT.

28623-o 3776-68

La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke

Avis est donné que la compagnie « La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées en vertu de la 3e partie de la loi des compagnies, en date du 14 novembre 1968, et ayant son bureau principal dans le district de St-François, province de Québec, a établi son bureau au numéro 1036, rue Belvedère sud à Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Signé à Sherbrooke, ce 24e jour de février 1969.

Le secrétaire,
Me GÉRALD ALLAIRE.

28617-o 3580-68

Delphis Côté Limited

Avis est donné que « Delphis Côté Limited », une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 8e jour de mars 1938, a transporté son siège social de 5627, rue Briand, en la ville de Montréal, à suite 3900, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en la ville de Montréal.

Daté le 27e jour de janvier 1969.

Le secrétaire,
YOLANDE LONO.

28618 443-38

Centre d'aménagement intérieur inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre d'aménagement intérieur inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1968 et ayant son siège social à Ste-Foy, Québec, a établi son bureau au 1090 de la rue Louis Riel, Ste-Foy, district de Québec, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ste-Foy, ce 22e jour de novembre 1968.

(Sceau) *Le président,*
DENIS MICHAUD.

28619-o 5448-68

M. Périard incorporée

Avis est donné que la compagnie « M. Périard incorporée » a changé son siège social d'Amos à Senneterre.

Le secrétaire,
RÉJEAN BERGERON.

28634-o 14847-60

DEA Inc.

Notice is given that "DEA Inc.", a company incorporated by letters patent (chapter 271, R.S.Q. 1964) dated the 30th day of August, 1968 and having its head office at Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe), has established its offices at number 2580 Vanier street, Saint-Hyacinthe.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Saint-Hyacinthe, this thirty-first day of January, one thousand nine hundred and sixty-nine.

MARCEL MCDERMOTT,
President.

28623 3776-68

La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke

Notice is given that "La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke", incorporated in the Province of Québec by letters patent granted under Part III of the Companies Act dated the 14th day of November, 1968 and having its head office in the district of St-François, Province of Québec, has established its office at number 1036 Belvédère Street South, at Sherbrooke.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 24th day of February, 1969.

Me GÉRALD ALLAIRE,
Secretary.

28617 3580-68

Delphis Côté Limited

Notice is hereby given that "Delphis Côté Limited", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 8th day of March 1938, has moved its head office from 5627 Briand Street in the city of Montreal to Suite 3900, 1155 Dorchester Boulevard West in the city of Montreal.

Dated the 27th day of January, 1969.

YOLANDE LONO,
Secretary.

28618-o 443-38

Centre d'aménagement intérieur inc.

Notice is hereby given that "Centre d'aménagement intérieur inc.", company incorporated by letters patent on November the twenty-second, 1968, and having its head office at Ste. Foy, Québec, has established its office at 1090 Louis Riel Street, Ste. Foy, district of Québec, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Ste. Foy, this 22nd day of November, 1968.

(Seal) DENIS MICHAUD,
President.

28619-o 5448-68

M. Périard incorporée

Notice is given that "M. Périard incorporée" has changed its head office from Amos to Senneterre.

RÉJEAN BERGERON,
Secretary.

28634 14847-60

La Crêpe de France (No. 1) inc.

Avis est donné que la compagnie « La Crêpe de France (No. 1) inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies en date du 4e jour de février, 1969, et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son bureau à Suite 1918, 1 Place Ville Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 4e jour de mars 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
L. M. BERTRAND.

28620-o 537-69

La Crêpe de France (No. 1) inc.

Notice is hereby given that "La Crêpe de France (No. 1) inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act on the 4th day of February, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Suite 1918, 1 Place Ville Marie, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of March, 1969.

(Seal) L. M. BERTRAND,
Secretary.

28620-o 537-69

Les Disques Révolution inc.
Revolution Records Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Disques Révolution inc. — Revolution Records Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 décembre 1968 et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 4858, Côte des Neiges.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8e jour de janvier 1969.

Le président,
FINDLEY DICKSON.

28625-o 6021-68

Les Disques Révolution inc.
Revolution Records Inc.

Notice is given that "Les Disques Révolution inc. — Revolution Records Inc.", incorporated by letters patent dated December 17, 1968, and having its head office in Montreal, has established its office at number 4858 Côte des Neiges.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 8th day of January, 1969.

FINDLEY DICKSON,
President.

28625 6021-68

M. Ellen Lumber Ltd.
M. Ellen Lumber ltée

Avis est, par les présentes, donné que « M. Ellen Lumber Ltd. — M. Ellen Lumber ltée », une corporation consituée par lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, a établi son siège social à 785, avenue Plymouth, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 4e jour de février 1969.

Le président,
M. ELLEN.

28626

M. Ellen Lumber Ltd.
M. Ellen Lumber ltée

Notice is hereby given that "M. Ellen Lumber Ltd. — M. Ellen Lumber ltée", incorporated by letters patent dated the 31st day of January, 1969 established its head office at 785 Plymouth Avenue, Montreal, Québec.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 4th day of February, 1969.

M. ELLEN,
President.

28626-o

Elemen Inc.

Avis est donné par la compagnie « Elemen Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 décembre 1968 et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 1253, Avenue McGill College.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour de janvier 1969.

Le vice-président,
YVON LAVOIE.

28627-o 5880-68

Elemen Inc.

Notice is given that "Elemen Inc.", incorporated by letters patent dated December 31, 1968 and having its head office at Montreal, has established its office at number 1253 McGill College Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 28th day of January, 1969.

YVON LAVOIE,
Vice-President.

28627 5880-68

Placements Accueil inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Accueil inc. » a changé son siège social de Laval, au numéro 8315, rue Champdeau, Saint-Léonard.

Le secrétaire,
PIETRO RIZZUTO.

28635-o 3072-67

Placements Accueil inc.

Notice is hereby given that « Placements Accueil inc." has changed its head office from Laval, to number 8315 Champdeau Street, Saint-Léonard.

PIETRO RIZZUTO,
Secretary.

28635 3072-67

Garage Léo Messier & Fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Garage Léo Messier & Fils inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 novembre 1968, et ayant son bureau principal dans la ville de Tracy, district de Richelieu, a établi son bureau au numéro 4500, Marie-Victorin.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 8 janvier 1969.

Le président,
LÉO MESSIER.

28628-o 4845-68

Nationale Électronique inc.

Avis est donné que la compagnie « Nationale Électronique inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de septembre 1968, et ayant son siège social dans la Cité de Granby a établi son bureau au numéro 70 de la rue St-Antoine sud.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 15e jour de février 1969.

Le président,
LÉOPOLD GRIMARD.

28633-o 4056-68

Les Immeubles Roland Gagné inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Roland Gagné inc. », constituée en corpotion dans la Province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 17 décembre 1968, et ayant son bureau principal dans la cité de Giffard, district de Québec, province de Québec a établi son bureau au numéro 3245 Boul. Hawey.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Québec, ce 17 mars 1969.

Le président,
ROLAND GAGNÉ.

28629-o 6030-68

Immeubles Rougemont Inc.

Avis est donné que la compagnie « Immeubles Rougemont Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 décembre 1968, et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau à 426, rue Ste-Thérèse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce troisième jour du mois de février 1969.

Le secrétaire-trésorier,
28630-o BERNARD POULIOT.

Zipper Electric Inc.

Avis est donné que la compagnie « Zipper Electric Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 24 mars, 1965, a transporté son siège social du 7488 Briar Road, Montréal au 7779 Castrain Street, Montréal, Québec.

Le secrétaire,
(Signé) ESTHER ZIPPER.

28646-o 1307-65

Garage Léo Messier & Fils inc.

Notice is given that "Garage Léo Messier & Fils inc.", incorporated by letters patent dated November 5, 1968, and having its head office in the town of Tracy, district of Richelieu, has established its office at number 4500, Marie-Victorin.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, January 8, 1969.

LÉO MESSIER,
President.

28628 4845-68

Nationale Électronique inc.

Notice is given that "Nationale Électronique inc." incorporated by letters patent dated the sixth day of September 1968, and having its head office in the City of Granby, has established its office at number 70 St-Antoine Street South.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Granby, this 15th day of February, 1969.

LÉOPOLD GRIMARD,
President.

28633 4056-68

Les Immeubles Roland Gagné inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Roland Gagné inc.", incorporated in the Province of Québec, by letters patent granted pursuant to the Provisions of Part I of the Companies Act, dated December 17, 1968, and having its head office in the city of Giffard, district of Québec, Province of Québec, has established its office at 3245 Boul. Hawey.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed at Québec, this March 17, 1969.

ROLAND GAGNÉ,
President.

28629-o 6030-68

Immeubles Rougemont Inc.

Notice is given that "Immeubles Rougemont Inc.", incorporated by letters patent dated December 11, 1968, and having its head office in Québec, has established its office at 426 Ste-Thérèse Street,

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this third day of the month of February, 1969.

BERNARD POULIOT,
28630 *Secretary-Treasurer.*

Zipper Electric Inc.

Notice is hereby given that the company "Zipper Electric Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 24, 1965, has moved its head office from 7488 Briar Road, Montreal to 7779 Casgrain Street, Montreal, Québec.

(Signed) ESTHER ZIPPER,
Secretary.

28646 1307-65

Laboratoire B-Sol ltée

Avis est donné que la compagnie « Laboratoire B-Sol ltée », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt-huit novembre mil neuf cent soixante-huit (1968), a établi son bureau au numéro 51, Place Lasalle, ville de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Baie-Comeau, ce septième jour de janvier mil neuf cent soixante-neuf (1969).

(Sceau) *Le président,*
MARCEL VOYER.

28631-o 5338-68

Laboratoire B-Sol ltée

Notice is hereby given that the company "Laboratoire B-Sol ltée", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patents bearing date the twenty-eighth day of November nineteen hundred and sixty-eight (1968), issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, has established its offlce at number 51, Place Lasalle, in the city of Baie-Comeau, County of Saguenay.

From and afrer the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Baie-Comeau this seventh day of december nineteen hundred and sixty-nine (1969).

(Seal) MARCEL VOYER,
President.

28631-o 5338-68

Les Studios Magma inc.
Magma Studios Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Studios Magma Inc. — Magma Studios Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 décembre 1968 et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au nuémro 3213 est, rue Ste-Catherine.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15e jour de janvier 1969.

Le secrétaire,
JEAN-GUY MILOT.

28632-o 5511-68

Les Studios Magma inc.
Magma Studios Inc.

Notice is given that "Les Studios Magma inc. — Magma Studios Inc." incorporated by letters patent dated December 9, 1968, and having its head office in Montreal, has established its office at number 3213 east, Ste-Catherine Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of January 1969.

JEAN-GUY MILOT,
Secretary.

28632 5511-68

Techlem Inc.

Avis est donné que la compagnie « Techlem Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 septembre 1963, ayant son siège social au numéro 1343 rue Du Collège, l'a transporté au numéro 1274 Montée de Liesse, ville St-Laurent, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 6e jour de janvier 1969.

Le président,
ROBERT G. LEMOYNE.

28642-o 4005-63

Techlem Inc.

Notice is hereby given that "Techlem Inc.", incorporated by letters patent dated September 18, 1963, having its head office at 1343 Du Collège Street, has transferred it to 1274 Montée de Liesse, town of St-Laurent, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 6th day of January, 1969.

ROBERT G. LEMOYNE,
President.

28642 4005-63

Québec Motor Coach Tours Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Metropolitan Sightseeing Tours Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 11 mai 1966, et dont le nom fut subséquemment changé en celui de « Québec Motor Coach Tours Inc. », par lettres patentes supplémentaires émises le 19 octobre 1966, a établi son bureau principal au numéro 770, rue Kirouac, Québec, district de Québec, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 1er jour de février 1969.

Le secrétaire,
PIERRE MERCIER.

28637-o 1979-66

Québec Motor Coach Tours Inc.

Notice is hereby given that the company "Metropolitan Sightseeing Tours Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent dated May 11, 1966, and whose name was subsequently changed to "Québec Motor Coach Tours Inc.", by supplementary letters patent dated October 19, 1966, has established its head office at number 770 Kirouac Street, Québec, district of Québec, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this first day of February, 1969.

PIERRE MERCIER,
Secretary.

28637-o 1979-66

Rosinc limitée

Avis est donné que la compagnie « Rosinc limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1968 et ayant son siège social à Laval, province de Québec, a établi son bureau au 28, boulevard Archambault, cité de Laval, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 13 décembre 1968.

(Sceau) *Le président,*
FLORIS DESROSIERS.

28638-o 5938-68

Rosinc limitée

Notice is hereby given that "Rosinc limitée", company incorporated by letters patent on December the 13th, 1968, and having its head office at Laval, Province of Québec, has established its head office at 28, Archambault Boulevard, Laval, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this December 13, 1968.

(Seal) FLORIS DESROSIERS,
President.

28638-o 5938-68

Société de Construction Gelco ltée

Avis est donné que la compagnie « Société de Construction Gelco ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 octobre 1966 et ayant établi son siège social dans Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 4523, rue de Laroche, l'a transporté au 4522, de la rue Duquesne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20 février 1969.

Le président,
28639-o CLAUDE LAGARDE.

Société de Construction Gelco ltée

Notice is given that "Société de Construction Gelco ltée », incorporated by letters patent dated October 12, 1966 and having its head office in Montreal where its office was situated up to day at 4523 de Laroche Street, has moved it to 4522 Duquesne Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this February 23, 1969.

CLAUDE LAGARDE,
28369 *President.*

Someco Colbert inc.

Avis est donné que la compagnie « Someco Colbert inc. », a changé son siège social du numéro 800, rue St-Jacques ouest, Place Victoria, Montréal, au numéro 301, boulevard Deguire, Saint-Laurent.

Le secrétaire-trésorier,
DE GASPÉ BEAUBIEN.

28640-o 4772-67

Someco Colbert inc.

Notice is given that "Someco Colbert inc.", has changed its head office from number 800 St. James Street West, Victoria Place, Montreal, to number 301 Deguire Boulevard, Saint-Laurent.

DE GASPÉ BEAUBIEN,
Secretary-Treasurer.

28640-o 4772-67

Supplex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Supplex Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 10 janvier 1969 et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 2060, rue Harmony.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 23 janvier 1969.

Le président,
R. LELIÈVRE.

28641-o 133-69

Supplex Inc.

Notice is given that "Supplex Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, dated January 10, 1969, and having its head office at Montreal, Province of Québec, has established its office at number 2060 Harmony Street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Given at Montreal, this January 23, 1969.

R. LELIÈVRE,
President.

28641 133-69

Garage Pigeon inc.

Avis est donné que la compagnie « Garage de l'Est inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de mai 1968 et ayant obtenu des lettres patentes supplémentaires en date du 5 décembre 1968 changeant son nom en celui de « Garage Pigeon inc. », a établi son bureau principal au No 12,746 est de la rue Notre-Dame, en la cité de Pointe-aux-Trembles, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 6 février 1969.

(Sceau) *Le président,*
28667-o ARSÈNE PIGEON.

Garage Pigeon inc.

Notice is given that "Garage de l'Est inc.", company incorporated by letters patent dated the 9th day of May, 1968 and having been granted supplementary letters patent on December 5, 1968 changing its name into that of "Garage Pigeon inc.", has established its head office at number 12,746 Notre-Dame East Street, in the City of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this February 6, 1969.

(Seal) ARSÈNE PIGEON,
28667 *President.*

Terrevan Inc.

Avis est donné que la compagnie « Terrevan Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mars 1964, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'aujourd'hui, au numéro 1405 Bishop, Appartement 305, l'a transporté au numéro 5505 de la rue Papineau, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15e jour de janvier 1969.

LUC DESPATIE.

28643-o 1372-64

Terrevan Inc.

Notice is given that "Terrevan Inc.", incorporated by letters patent dated March 31, 1964, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, at number 1405 Bishop, Apartment 305, has moved it to number 5505 Papineau Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of January, 1969.

LUC DESPATIE.

28643 1372-64

Westmount Breast Center Inc.

Avis est par les présentes, donné que « Westmount Breast Center Inc. », une corporation constituée par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour de janvier 1969, a établi son siège social à 1310 avenue Greene, en la cité de Westmount, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 11e jour de mars 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
GEORGE LASHER.

28645 5984-68

Westmount Breast Center Inc.

Notice is hereby given that "Westmount Breast Center Inc.", incorporated by letters patent under part I of the Québec Companies Act, on the 16th day of January, 1969, has established its head office at 1310 Greene Avenue, in the city of Westmount, Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 11th day of March, 1969.

(Seal) GEORGE LASHER,
Secretary.

28645-o 5984-68

L. T. Transport ltée

Avis est donné que la compagnie « L. T. Transport ltée », a changé son siège social du numéro 906, rue Philippe, Alma, au numéro 2160, boulevard Charest ouest, Sainte-Foy.

Le secrétaire-trésorier,
R. DESROCHERS.

28666-o 163-64

L. T. Transport ltée

Notice is given that "L. T. Transport ltée", has changed its head office from Number 906, Philippe Street, Alma, to number 2160 Charest Boulevard, West, Sainte-Foy.

R. DESROCHERS,
Secretary-Treasurer.

28666 163-64

Charte — demandes d'abandon de

Charter — Application for Surrender of

Sun 'N Sand Inc.

Avis est donné que « Sun 'N Sand Inc. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 21e jour de mars 1969.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ & SEDEROFF.

28614

Sun 'N Sand Inc.

Take notice that "Sun 'N Sand Inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of March, 1969. KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ & SEDEROFF,
Attorneys for the Company.

28614-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36 de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36. Le directeur du service des travaux publics doit faire décrire et enregistrer dans un registre exclusivement tenu à cette fin les rues, ruelles, voies et places publiques en totalité ou en partie acquises par la (ville) ou ouvertes au public depuis au moins (cinq) ans. Quant à

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36 of the charter of the City of Montreal which reads as follows:

"36. The director of the Public Works Department shall cause the streets, lanes, highways and public squares acquired by the city or open for public use for (five) years or more to be described and recorded in a register to be kept exclusively for such purpose. Such of these streets,

celles de ces rues, ruelles, voies ou places qui ne sont qu'en partie publiques, l'enregistrement et la description ne sont faits que pour cette partie.

À compter de cet enregistrement, ces rues, ruelles, voies et places sont réputées voies publiques.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux territoires annexés.

Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins (cinq) ans dans les limites de la (ville) ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent propriété de la (ville) dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la (ville) approuve (le ou les documents) donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la (ville) entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. (Ces documents) doivent être déposés aux archives du service des travaux publics de la (ville) et une copie certifiée par un arpenteur géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la (ville) doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques dont il s'agit;

c) une déclaration à l'effet que (la description prévue) au paragraphe 1 (a été approuvée et déposée) suivant les paragraphes 1 et 2.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien de langue française et dans un journal quotidien de langue anglaise publiés dans la (ville).

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fonds desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux documents ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la (ville) doit faire enregistrer sur tout terrain dont il s'agit une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et cet acte ainsi enregistré constitue une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registrateur est tenu d'accepter le dépôt des documents et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnée.

Le fait ( ) qu'une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu au premier alinéa ou est décrite dans les documents et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve *prima facie* que cette rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de (cinq) ans.

La (ville) ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des (trois) années précédentes.

Le présent article s'applique aussi aux rues, ruelles et voies privées mais seulement dans les

lanes, highways or public squares as are public in part only shall be registered and described for such part alone.

Upon such registration, such streets, lanes, highways and squares shall be deemed to be public highways.

The provisions of this article shall apply also to territories annexed.

Streets, lanes, highways and public squares open to the public for (five) years or more within the limits of the city or of any territory annexed thereto, shall become the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more (documents) giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. (Such documents) shall be deposited in the archives of the public works department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Québec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

(*a*) the full text of this article;

(*b*) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;

(*c*) a statement to the effect that the (description) provided for in paragraph 1 has been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Québec Official Gazette*, be inserted in a French language daily newspaper and in an English language daily newspaper published in the city.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing in the documents so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Québec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and the deed so registered shall constitute conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the documents and register the above mentioned notarial declaration.

The fact that ( ) a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in the first paragraph, or is described in the documents and resolutions contemplated in article 37, shall be *prima facie* proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over (five) years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the (three) preceding years.

This article shall also apply to streets, lanes and private highways but only in cases where

cas où elles apparaissent au plan officiel comme telles et que leurs propriétaires ont été, à cause de leur caractère, exemptés de taxes municipales foncières durant au moins trois exercices.

Quant aux rues, ruelles, voies publiques et parcs dont la ville est propriétaire mais dont les titres comportent une restriction dans l'usage futur qu'elle veut en faire, la ville peut se libérer de ces restrictions par la procédure qui suit:

a) par la publication d'un avis à cet effet dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise publiés à Montréal;

b) en payant l'indemnité fixée par la cour dans les cas où dans les douze mois de la publication de ces avis le donateur ou ses ayants droit ou successeurs ont exercé leurs recours; si ces recours ne sont pas exercés dans ce délai de douze mois, la ville est libérée. »

I. La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date du 5 avril 1968, la description suivante montrant la rue Belmont, préparé pour que cette rue Belmont devienne propriété de la ville en conformité des dispositions susdites; et le soussigné déclare que la description des lots mentionnés ci-dessus, approuvée par le comité exécutif, a été déposée aux archives du service des travaux publics et qu'une copie de la description ci-dessus mentionnée dûment certifiée le 27 novembre 1968 par monsieur Jean Lafrance, arpenteur-géomètre, a été déposée le 11 décembre 1968 sous le numéro 2107581 au bureau d'enregistrement de Montréal.

II. La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date des 19 septembre et 7 novembre 1968, la description suivante de certains terrains situés dans le quadrilatère borné par l'avenue Hays, la rue Notre-Dame, l'avenue Haig et le cimetière de l'est, préparée pour poursuivre la procédure établie par l'article 77 du bill 100, 16 Elizabeth II, 1967, relativement aux droits de certains tiers sur ces terrains. Le lot No 325-475 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe qui n'a jamais été la propriété de la Ville est exclu.

Les appelés, ou tout ayant droit des appelés à la substitution créée par William Satchell Leney dans son testament du 23 octobre 1831 doivent faire reconnaître leurs droits éventuels ou actuels sur toute partie d'immeuble décrit ci-dessus et qui a été acquise, ou acquise et revendue, par la Ville de Montréal, et ce, devant la Cour supérieure du district de Montréal en mettant en cause cette dernière ville.

Le soussigné déclare que la description des lots mentionnés ci-dessus, approuvée par le comité exécutif, a été déposée aux archives du service des travaux publics et qu'une copie de la description ci-dessus mentionnée dûment certifiée le 19 novembre 1968 par monsieur Arthur Drolet arpenteur-géomètre a été déposée le 11 décembre 1968 sous le numéro 2107582 au bureau d'enregistrement de Montréal.

Le présent avis est le deuxième que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36 de la charte de la Ville.

Le greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 5 avril 1969. 27439-1-2-o

they appear on the plan of the official plan as such and their owners were, on account of their nature, exempted from municipal real estate taxes during at least three fiscal years.

As regards the streets, lanes, public highways and parks owned by the city but whose titles contain a restriction on the future use it wishes to make thereof, the city may free itself from such restrictions by the following procedure:

(*a*) by the publication of a notice to that effect in a French language daily newspaper and in an English language daily newspaper published in Montreal;

(*b*) by paying the indemnity fixed by the court in cases where within twelve months from the publication of such notices the donor or his assigns or successors have exercised their recourses; if such recourses are not exercised within such delay of twelve months, the city shall be liberated."

I. The City of Montreal has approved through a resolution of its Executive Committee, dated April 5, 1968 the following description showing Belmont Street, which has been prepared so that the said Belmont Street is to become the property of the city in accordance with the above-mentioned provisions; and the undersigned declares that the description of the lots mentioned above approved by the Executive Committee, has been filed of record at the Public Works Department and that a copy of the above-mentioned description duly certified on November 27, 1968 by Mr. Jean Lafrance, surveyor, was filed on December 11, 1968, under number 2107581 in the office of the Montreal Registry Division.

II. The City of Montreal has approved, through a resolution of its Executive Committee, dated September 19 and November 7, 1968 the following description showing certain parcels of land located in the quadrilateral bounded by Hays Avenue, Notre-Dame Street, Haig Avenue and the East Cemetery, prepared pursuant to the procedure set under Article 77 of bill 100, 16 Elizabeth II, 1967, relating to the rights of certain third parties over such parcels of land. Lot No. 325-475 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, which has never been the property of the city, being excluded.

The substitutes, or any representative of the substitutes of the substitution created by William Satchell Leney in his will dated the October 23, 1831, must seek the ratification of their actual or eventual rights on any immovable portion above mentioned whether it was acquired or acquired and resold by the City of Montreal, by proceeding before the Superior Court of the district of Montreal, with said city as "mis-en-cause".

The undersigned declares that the description of the lots mentioned above approved by the executive Committee, has been filed of record at the Public Works Department and that a copy of the above-mentioned description duly certified on November 19, 1968 by Mr. Arthur Drolet surveyor, was filed on December 11, 1968 under number 2107582 in the office of the Montreal Registry Division.

This notice is the second which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of section 36 of the charter of the city.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, April 5, 1969. 27439-1-2-o

Succession de Mademoiselle Sypniewski

Avis est, par les présentes, donné que Tadeusz Sypniewski et Dame Jadwiga Roszkiewicz (épouse de Tadeusz Sypniewski) domiciliés à 5010, avenue Beaconsfield, Montréal, ont accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession de Mademoiselle Eva Sypniewski, de son vivant demeurant à 1110 ouest, rue Sherbrooke, à Montréal, tel qu'il appert de l'acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire passé à Montréal, le 4 mars 1969, devant Me Gerald Sheiner, notaire, de 360, ouest, rue St-Jacques, Montréal et dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, le 14 mars 1969, sous le numéro 2124153.

Le procureur des requérants,
28655 JAN ZASCINSKI.

Succession John S. Corrigan

Avis est par les présentes donné que Monsieur Robert L. Seale, demeurant au numéro civique 856, avenue de Bourgogne, Ste-Foy, agissant en sa qualité de tuteur à Debra Joan Corrigan (alias Duchesnay) a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de Monsieur John S. Corrigan, décédé à Québec le 1er juin 1968, tel qu'il appert de l'acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire reçu à Québec le 7 février 1969 devant Me Jos. A. Tremblay, notaire exerçant à Angle des rues Couillard et Christie, Québec, dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Québec le 11 février 1969 sous le numéro 642100.

Le procureur du requérant,
28656-o JOS. A. TREMBLAY, Notaire.

Estate of Miss Eva Sypniewski

Notice is hereby given that Tadeusz Sypniewski and Dame Jadwiga Roszkiewicz (wife of Tadeusz Sypniewski), domiciled at 5010 Beaconsfield Avenue, Montreal, have accepted, under benefit of inventory, the estate of Miss Eva Sypniewski, in her lifetime domiciled at 1110 Sherbrooke Street west, in Montreal, as appears in the deed of acceptance under benefit of inventory passed at Montreal, on March 4th, 1969, before Mtre Gerald Sheiner, notary, of 360 St. James Street West, Montreal, and copy of which has been registered at the office of the Montreal registration division on March 14th, 1969 under number 2124153.

JAN ZASCINSKI,
28655-o *Attorney for Applicants.*

Estate of John S. Corrigan

Notice is hereby given that Mr. Robert L. Seale, domiciled at civic number 856, de Bourgogne Avenue, Ste. Foye, acting in his capacity of guardian to Debra Joan Corrigan, has accepted, under benefit of inventory, the estate of Mr. John S. Corrigan who died in Québec on the 1st day of June 1968, as appears in a deed of acceptance under benefit of inventory signed at Québec on February 7, 1969 before Me Jos. A. Tremblay, notary at corner Couillard and Christie Streets, Québec, and copy of which has been registered at the office of the Québec registry division on February 11, 1969 under number 642100.

JOS. A. TREMBLAY, notary,
28656-o *Attorney for the Applicant.*

Demandes à la Législature

La Compagnie Trust Royal

Avis est par les présentes donné que « La Compagnie Trust Royal », corporation dûment incorporée par une loi de la Législature de la province de Québec, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province, à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins de clarifier ses pouvoirs par rapport à la Loi des compagnies de fidéicommis, d'étendre ses pouvoirs de prêter et d'emprunter, de lui permettre de détenir des propriétés immobilières pour une valeur accrue et d'augmenter son capital-actions, de lui permettre de faire certains autres changements relatifs à son capital-actions et aux droits de certains actionnaires, de faciliter à l'avenir les amendements à sa charte et d'y faire certaines autres modifications ancillaires.

Montréal, le 4 mars 1969.

Le procureur de la pétitionnaire,
28308-11-4-o GASTON POULIOT, C.R.

La Corporation des Électroniciens du Québec

Prenez avis que « La Corporation des Électroniciens du Québec » adressera une pétition à la Législature, au Comité des Bills privés, pour obtenir la refonte complète de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 102, qui l'a constituée en Corporation en 1964.

La nouvelle loi aura pour effet de fermer la Corporation davantage, c'est-à-dire d'empêcher quiconque qui n'est pas membre de la Corpora-

Applications to Legislature

The Royal Trust Company

Notice is hereby given that "The Royal Trust Company", a corporation duly incorporated under an act of the Legislature of the Province of Québec, with its corporate seat in the city and District of Montreal, Province of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec at its present session for the adoption of an act to amend its charter in order to clarify its powers in respect to the Trust Companies Act, extend its powers of lending and of borrowing, empower it to increase its real estate holdings and its capital stock, enable it to make certain changes in respect to its capital stock and certain shareholders' rights, facilitate future amendments to its charter and make other ancillary changes.

Montreal, March 4, 1969.

GASTON POULIOT, Q.C.,
28308-11-4-o *Attorney for Petitioner.*

The Québec Corporation of Electronicians

Take notice that "The Québec Corporation of Electronicians" will address a petition to the Committee of the private Bills of the National Assembly to obtain the complete revision of the Act 12-13 Elizabeth II, chapter 102, which constituted the said Corporation in 1964.

The new Act is to the effect of closing the Corporation, that is to say to forbid anybody who is not a member of the Corporation to offer

tion, donc qui n'est pas qualifié, d'offrir au public de réparer tout appareil électronique domestique.

La nouvelle loi permettra à la Corporation d'établir un bureau des examinateurs pour décerner les différentes catégories de permis aux électroniciens membres ainsi que pour révoquer lesdits permis s'il y a lieu et d'établir un Comité de discipline pour voir à la protection du public et des membres.

La nouvelle loi prévoit des modes d'apprentissage pour permettre une plus grande compétence des membres. Elle prévoit la possibilité pour le bureau des examinateurs d'annuler un contrat d'apprentissage pour cause, sauf recours aux Tribunaux.

La nouvelle loi prévoit que les honoraires et les amendes prévus appartiennent à la Corporation et sont perçus par elle.

La nouvelle loi prévoit des poursuites devant les Cours et des pénalités pour différentes sortes de manquements à la Loi ou aux Règlements.

Montréal, le 6 mars 1969.

Le procureur,
agent de la Corporation,
28309-11-4-o PIERRE BERNIER.

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Montréal » s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la quatrième session de la vingt-huitième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° les lignes homologuées et de redressement;
2° la taxe de l'eau dans Westmount;
3° les taxes personnelles imposées sous forme de permis;
4° la correction de la description des limites du quartier Saint-Michel-Nord,
et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, Montréal, le 6 mars 1969.

Le greffier de la Ville,
28310-11-4-o R. BOUCHARD, C.R.

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins

Avis est par les présentes donné que la « Société Nationale de Fiducie », la « Société St-Jean-Baptiste de Montréal » et la « Fédération de Montréal des Caisses Desjardins », ayant toutes trois leur siège social en les cité et district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec à sa prochaine session ou à la session suivante, pour demander des amendements aux lois constitutives de « Société Nationale de Fiducie », aux fins de modifier les structures de ladite société.

Les procureurs des requérantes,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS, GODIN & LAPOINTE,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT & EMERY.
28457-12-4-o

Ville de Candiac

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Candiac s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi en vue de sanctionner une entente intervenue entre elle et

to the public to repair any domestic electronic apparatus.

The new Act will permit to the Corporation to establish an Examiners Office to give to the electronician members different classes of permits and to revoke the said permits if there is a case to do so and also permit to the said Corporation to establish a Disciplinary Committee in order to assure the protection of its members and of the public.

The new Act will also permit to organize an apprenticeship in order to assure a greater competency among the members. It will also permit to the Examiners Office to annul an apprenticeship contract pour cause, safe recourse to the Court.

The new Act will also provide that the fees and the fines therein determined will belong to the Corporation and will be perceived by it.

The new Act further provided some prosecutions in front of the Courts and some penalties for different kinds of breach to the Act or to the Rules.

Montreal, March 6, 1969.

PIERRE BERNIER,
Attorney,
28309-11-4-o *Agent for the Corporation.*

City of Montreal

Notice is hereby given that the "City of Montreal" will apply to the National Assembly of Québec, during the fourth session of the twenty-eighth Legislature, to request the authorization to present a Bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters;

1. Homologation and rectification of lines;
2. Water taxes in Westmount;
3. Personal taxes levied as permits;

4. Amendment of the description of Saint-Michel-Nord Ward boundaries,
and all other matters useful for the good administration of the City's business.

City Hall, Montreal, March 6, 1969.

R. BOUCHARD, Q.C.,
28310-11-4-o *City Clerk.*

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins

Notice is hereby given that the "Société Nationale de Fiducie", the "Société St-Jean Baptiste de Montréal" and the "Fédération de Montréal des Caisses Desjardins", all three having their head office in the city and district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec during its next session or during the one following, to request amendments to the acts constituting the "Société Nationale de Fiducie", in order to modify the structure of the said association.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS, GODIN & LAPOINTE,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT & EMERY,
28457-12-4 *Attorneys for the Petitioners.*

Town of Candiac

Public notice is hereby given that the Town of Candiac will apply to the Legislature of the Province of Québec at its present session for the passing of an Act ratifying an agreement between the Town and Candiac Development Corpora-

Candiac Development Corporation et destinée à mettre fin à la convention intervenue entre les parties le 16 mars 1961 devant Me Herbert Bayne McLean sous le numéro 22356 de ses minutes, sanctionnée par la Loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 129 et relative à l'installation des services publics dans la municipalité.

Le procureur de la pétitionnaire,
28584-13-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Ville de Laval

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Laval » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

1° Obtenir le pouvoir d'organiser, de maintenir et d'exploiter un système de transport en commun et de créer à ces fins, une Commission de Transport.

2° Obtenir l'autorisation d'acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation des immeubles pour fins de réaménagement urbain;

3° Obtenir le pouvoir de créer un fonds industriel pour fins de développement domiciliaire et commercial.

4° Déclarer valides, à toutes fins que de droit, les ventes effectuées par la Corporation Interurbaine de l'île Jésus avant l'incorporation de la Ville de Laval.

5° Obtenir le pouvoir de revendre pour des fins particulières, des résidus de terrains acquis par suite d'expropriation.

Et pour toute autre fin qui lors de l'étude et de la présentation des amendements à la charte de la ville de Laval, pourrait être dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables.

Ville de Laval, ce onzième jour de mars 1969.

Le procureur de la Ville de Laval,
28520-13-4-o ROGER SAVARD, C.R.

Fabrique de la paroisse de Ste-Sophie

Avis public est par les présentes donné que la « Fabrique de la paroisse de Ste-Sophie » s'adressera à la Législature de Québec lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi:

1° Annulant la prohibition d'aliéner contenue dans les actes du 20 juillet 1948 ainsi que dans celui du 6 novembre 1871;

2° Autorisant votre requérante à vendre lesdits lots;

3° À ce que lesdits baux emphytéotiques déjà signés entre l'emphytéote et le bailleur équivaillent à vente;

4° Et pour toutes autres fins.

Fabrique de la paroisse de Ste-Sophie, ce 14 mars 1969.

Les procureurs de la requérante,
ANDRÉ FORGET, GUÉRIN,
28521-13-4-o TAILLEFER & BRUNET.

Club de Golf de Rosemere inc.
Rosemere Golf Club Inc.

Avis est par les présentes donné que « Club de Golf de Rosemere inc.— Rosemere Golf Club Inc. », de la ville de Rosemere, dans le district judiciaire de Terrebonne, s'adressera à l'assemblée Nationale du Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi pour que la corporation soit régie par les dispositions d'une Loi de l'Assemblée Nationale du Québec et par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 10 mars 1969.

Les procureurs de la requérante,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
28431-12-4-o GODIN & LAPOINTE.

tion, such agreement being designed to terminate a certain contract signed between the parties on March 16, 1961, before Herbert Bayne McLean, Notary, under number 22356 of his minutes, ratified by the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 129 and pertaining to the installation of public services in the municipality.

GASTON POULIOT, Q.C.,
28584-13-4-o *Attorney for Petitioner.*

City of Laval

Notice is hereby given that the "City of Laval" will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To obtain the power to organize, maintain and operate a public passenger transport network and to constitute a Transport Commission for these purposes.

2° To obtain the authorization to acquire by agreement or expropriation, the immovables for the urban re-development.

3. To obtain the power to establish an industrial fund for the purposes of a domiciliary and commercial development.

4. Ratify for all legal purposes, the sales executed by the Corporation Interurbaine de l'île Jésus before the incorporation of the City of Laval.

5. To obtain the power to sell for particular purposes, some residues of land acquired by expropriation.

And for all other purposes which during the studying and presentation of amendments to the charter of the City of Laval could be in the interest of the city and its taxpayers.

City of Laval, this eleventh day of March 1969.

ROGER SAVARD, Q.C.,
28520-13-4-o *Attorney for the City of Laval.*

Fabrique de la paroisse de Ste-Sophie

Public notice is hereby given that the "Fabrique de la paroisse de Ste-Sophie" will apply to the Québec Legislature at its present session, for the adoption of an Act:

1. To annul the prohibition to alienate contained in the act of July, the 20th 1948 and in the other one of November, the 6th 1871;

2. To autorise the petitioner to sell the said lots;

3. And the emphyteutic leases signed between the lessee and the lessor be considered as sale.

4. And for all other purposes.

Fabrique de la paroisse de Ste-Sophie, this March 14, 1969.

ANDRÉ FORGET, GUÉRIN,
TAILLEFER & BRUNET,
28521-13-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Club de Golf de Rosemere inc.
Rosemere Golf Club Inc.

Notice is hereby given that "Club de Golf de Rosemere inc.— Rosemere Golf Club Inc.", of the city of Rosemere, in the judicial district of Terrebonne, will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, for the passing of an Act permitting the Corporation to be governed by the provisions of an Act of the National Assembly of Québec and by the provisions of Part II of the Québec Companies' Act.

Given at Montreal, this March 10, 1969.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN & LAPOINTE,
28431-12-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Corporation municipale de Saint-Jean-des-Piles

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de Saint-Jean-des-Piles, dans le comté de Champlain, s'adressera à la Législature du Québec lors de la présente session pour l'adaption d'une loi lui permettant d'annexer le territoire de la Pointe-à-Comeau ainsi que le territoire du Lac des Piles, lesdits territoires à être détachés de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice, et toutes autres fins qui pourraient être dans l'intérêt de la municipalité.

Shawinigan, le 5 avril 1969.

Le procureur de la requérante,
GUY GERMAIN.

28651-14-4-o

Municipal Corporation of Saint-Jean-des-Piles

Public notice is hereby given that the municipal Corporation of Saint-Jean-des-Piles, in the county of Champlain, will apply to the Québec Legislature during its present session to request the adoption of an Act permitting it to annex the territory of Pointe-à-Comeau as well as the territory of Lac des Piles, the said territories to be detached from the municipality of Sainte-Flore, in the county of Saint-Maurice, and for all other purposes which could be in the interest of the municipality.

Shawinigan, April 5, 1969.

GUY GERMAIN,
Attorney for the Petitioner.

28651-14-4

Église Baptiste de Marieville

Avis est par les présentes donné que « Église Baptiste de Marieville », une congrégation baptiste ayant sa place des offices au 762 rue Claude de Ramesay, en la ville de Marieville, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour être incorporé sous le nom de « Église Baptiste de Marieville » conformément aux dispositions du chapitre 305, S.R.Q. 1964.

28652-14-4-o

Église Baptiste de Marieville

Notice is hereby given that "Église Baptiste de Marieville", a Baptist Congregation having its place of worship at 762 Claude de Ramesay, in the town of Marieville, Province of Québec, shall apply to the Lieutenant Governor in Council for incorporation under the name of "Église Baptiste de Marieville", in conformity with the provisions of chapter 305, R.S.Q. 1964.

28652-14-2-o

Église Baptiste Française de Québec

Avis est par les présentes donné que « Église Baptiste Française de Québec », une congrégation baptiste ayant sa place des offices au 1198, 3e avenue, en la ville de Québec, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'être incorporée sous le nom de « Église Baptiste Française de Québec » conformément aux dispositions du chapitre 305, S.R.Q. 1964.

28653-14-2-o

Église Baptiste Française de Québec

Notice is hereby given that "Église Baptiste Française de Québec", a Baptist Congregation having its place of worship at 1198, 3rd Avenue, in the city of Québec, Québec, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "Église Baptiste Française de Québec" in conformity with the provisions of Chapter 305, R.S.Q. 1964.

28653-14-4-o

Liquidation — Avis de

The Campbell's Bay Rural Telephone Company Limited

Avis est donné que, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « The Campbell's Bay Rural Telephone Company Limited », tenue à Campbell's Bay le 9e jour de janvier 1967, une résolution à l'effet de liquider et de dissoudre ladite compagnie, conformément aux dispositions de la Loi de la Liquidation des compagnies, et que MM. Asa Smith, Ernest Lunam, Gordon Elliott, tous marchands de Campbell's Bay, ont été nommés liquidateurs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28676 1733-14

Winding up Notices

The Campbell's Bay Rural Telephone Company Limited

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "The Campbell's Bay Rural Telephone Company Limited", held at Campbell's Bay on 9th day of January, 1967, a resolution was passed winding up and dissolving the said company, pursuant to the provisions of the Winding up Act, and that Messrs. Asa Smith, Ernest Lunam, Gordon Elliott, all merchants of Campbell's Bay, were appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28676-o 1733-14

Ministère de l'Éducation

Kensington

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Kensington, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire de Maniwaki, dans le comté de Gatineau.

Québec, le 25 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28563-13-2-o 200-02

Department of Education

Kensington

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Kensington, in the county of Gatineau, to the school municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau.

Québec, March 25, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28563-13-2 200-02

Berthier-Dautraie

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de l'Ile St-Ignace, Ile Madame et St-Barthélémi, dans le comté de Berthier, à la municipalité scolaire de Berthier-Dautraie, dans le comté de Berthier.

Québec, le 25 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28562-13-2-o 340-02

St-Mathias

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Mathias, dans le comté de Rouville, à la municipalité scolaire de Chambly-Richelieu (Prot.), dans les comtés de Rouville et Verchères.

Québec, le 24 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28559-13-2-o 980-01

Ste-Marie-Médiatrice

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Marie-Médiatrice, dans le comté de Brôme et Missisquoi, à la municipalité scolaire de Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, dans les comtés de Brôme et Missisquoi.

Québec, le 25 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28564-13-2-o 580-01

Monseigneur Matte

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Cox, Paspébiac, Port-Daniel, St-Étienne-de-New-Carlisle, St-Godefroi et St-Jogue, toutes dans le comté de Bonaventure, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Monseigneur Matte », dans le comté de Bonaventure.

Québec, le 20 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28524-13-2-o

Berthier-Dautraie

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of Ile St-Ignace, Ile Madame and St-Barthélémi, in the county of Berthier, to the school municipality of Berthier-Dautraie, in the county of Berthier.

Québec, March 25, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28562-13-2 340-02

St-Mathias

Application is made to annex, for Protestants only, the present territory of the School Municipality of St-Mathias, in the county of Rouville, to the school municipality of Chambly-Richelieu (Prot.) in the counties of Rouville and Verchères.

Québec, March 24, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28559-13-2 980-01

Ste-Marie-Médiatrice

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipality of Ste-Marie-Médiatrice, in the county of Brôme and Missisquoi, to the school municipality of Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, in the counties of Brôme and Missisquoi.

Québec, March 25, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28564-13-2 580-01

Monseigneur Matte

A petition is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Cox, Paspébiac, Port-Daniel, St-Étienne-de-New-Carlisle, St-Godefroi and St-Jogue, all in the county of Bonaventure, and to erect it into a new school municipality under the name of "Monseigneur Matte", in the county of Bonaventure.

Québec, March 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28524-13-2

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives

Assurances

The London & Edinburgh Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « The London & Edingburgh Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « London & Edinburgh General Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 23 mai 1968 et, lequel contrat de réassurance a pris effet le 31 mars 1969;

Attendu que « London & Edinburgh General Insurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

Insurance

The London & Edinburgh Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of Licence and Certificate of Registration

Whereas "The London & Edinburgh Insurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized bo do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "London & Edinburgh General Insurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 23rd of May 1968, with effect from the 31st of March 1969;

Whereas "London & Edinburgh General Insurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Attendu que « The London & Edinburgh Insurance Company Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The London & Edinburgh Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 1er avril 1969.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er avril 1969.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

28649-14-2-o

Whereas "The London & Edinburgh Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The London & Edinburgh Insurance Company Limited" are cancelled as from the 1st of April 1969.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of April 1969.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

28649-14-2-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que la forêt est une des plus importantes richesses du Québec;

ATTENDU qu'il importe, dans l'intérêt de l'État, d'assurer par tous les moyens possibles, la conservation, l'aménagement rationnel et la restauration de cette richesse;

ATTENDU que pour réaliser cela, il est essentiel que la population ait le respect de l'arbre et soit pleinement consciente de ses responsabilités envers la forêt;

ATTENDU que la proclamation d'une « Semaine de l'Arbre » a pour but de rappeler les bienfaits que procurent l'arbre et la forêt, et vu l'article 165 de la Loi des terres et forêts, Statuts refondus, 1964, chapitre 92;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 505, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une semaine soit nommément consacrée au culte de l'arbre et que la période du 4 au 11 mai 1969 soit proclamée officiellement la « Semaine de l'Arbre » du Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, Of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the forest is one of Québec's most important natural resources;

WHEREAS it is essential, in the interest of the Province to insure, by all possible means, the conservation, the rational parcelling out and the restoration of this source of wealth;

WHEREAS to carry out this work, it is essential that the population have respect for trees and be fully conscious of its responsibilities towards the forest;

WHEREAS the purpose in proclaiming an "Arbor Week" is to recall the benefits which trees and the forest obtain for man, in view of section 165 of the Lands and Forests Act, Revised Statutes, 1964, chapter 92;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 505, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered and hereby decree and order that a week be dedicated especially to the respect of trees, and that the period of May 4 to 11, 1969, be proclaimed officially "Arbor Week" in the Province of Québec.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C. Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28668-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 82 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1964, ch. 20), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans chacun des districts judiciaires autres que ceux de Québec et de Montréal, par proclamation, ordonner la tenue de la Cour des Sessions de la Paix pour ces districts aux époques et aux endroits dans chacun de ces districts qu'il juge à propos;

ATTENDU que dans le district judiciaire de Hauterive, il y a lieu, en raison de l'étendue du territoire et de la distance séparant les principales municipalités du chef-lieu du district, d'ordonner la tenue de la Cour des Sessions de la Paix ailleurs qu'au chef-lieu et qu'à Sept-Iles de façon à éviter des frais additionnels inutiles aux parties, aux témoins et au gouvernement.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 498, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que dans le district judiciaire de Hauterive, la Cour des Sessions de la Paix siège à Baie-Comeau et à Sept-Iles deux fois par mois et à Gagnon, à Schefferville et à Havre-St-Pierre, une fois par mois, s'il y a lieu.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Quehec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28668-o

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28668

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS pursuant to section 82 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20), the Lieutenant-Governor in Council may, in each judicial district other than those of Québec and Montreal, by proclamation, order the Court of the Sessions of the Peace to be held in such districts, at such times and at such places in each district as he may think proper;

WHEREAS in the judicial district of Hauterive, is expedient, because of the vastness of the territory and of the distance separating the main municipalities from the district's county seat, order the Court of Sessions of the Peace to be held elsewhere than at the county seat and Sept-Iles in order to avoid useless additional expenses to the parties, the witnesses and the Government.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 498, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that in the judicial district of Hauterive, the Court of Sessions of the Peace sit in Baie-Comeau and Sept-Iles twice a month and in Gagnon, Schefferville and Havre-St-Pierre once a month, if necessary.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28668

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que, conformément aux articles 2174 et 2174A du Code civil et au paragraphe 1-A de l'article 3, chapitre 104, 21 George V, le ministre des terres et forêts a fait préparer des plan et livre de renvoi revisés d'une partie de la paroisse de St-Georges, division d'enregistrement de Beauce, comté de Beauce, étant une partie de la municipalité de ville Saint-Georges-Ouest, soit une partie des lots 65 à 69, 72, 75, 89, 92, 95, 99, 101, 104, 106, 108, 109 et 110 et leurs subdivisions respectives, formant un territoire bordé au sud-est, au sud-ouest et au nord-ouest par la municipalité d'Aubert-Gallion et au nord-est par la 6e Avenue;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi revisés font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Beauce;

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104, 21 George V, il y a maintenant lieu d'annoncer par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi revisés et de fixer, en même temps, la date où le paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104, 21 George V, y deviendra en vigueur relativement à cette partie revisée du cadastre de la paroisse de St-Georges.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 520, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) pour annoncer le dépôt des plan et livre de renvoi revisés de cette partie du cadastre de la paroisse de St-Georges ci-haut décrite, située dans la division d'enregistrement de Beauce;

b) pour fixer, à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le jour où le paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104, 21 George V, sera en vigueur relativement à cette partie revisée dudit cadastre;

c) pour inviter toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS, pursuant to sections 2174 and 2174A of the Civil Code and paragraph 1-A of section 3, chapter 104, 21 George V, the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared the revised plan and book of reference of a part of the parish of Saint-Georges, registration division of Beauce, county of Beauce, being a part of the municipality of town of Saint-Georges-West, that is a part of lots 65 to 69, 72, 75, 89, 92, 95, 99, 101, 104, 106, 108, 109 and 110 and their respective subdivisions, forming a territory bounded on the south-east, on the southwest and on the northwest by the municipality of Aubert-Gallion and on the northeast by the Sixth Avenue;

WHEREAS the said revised plan and book of reference are now on record in the Department of Lands and Forests, and that a true copy thereof was filed in the office of the registration division of Beauce;

WHEREAS, pursuant to paragraph 1-C, section 3, chapter 104, 21 George V, it is now expedient to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, that the said revised plan and book of reference have been filed, and to fix at the same time the date on which paragraph 1-C, section 3, chapter 104, 21 George V, with respect to the said revised part of the cadastre of the parish of Saint-Georges, shall become effective.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 520, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) to announce that the revised plan and book of reference of the above-designated part of the cadastre for the parish of Saint-Georges, situated in the registration division of Beauce, have been filed:

(*b*) to fix the date of publication of the aforementioned proclamation in the *Québec Official Gazette* as the day on which paragraph 1-C, section 3, chapter 104, 21 George V, with respect to the above-designated revised part of the said cadastre, shall become effective;

(*c*) to invite any interested party, under pain of losing the priority conferred by the law, to renew, within a delay of one year following the above-fixed date, all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28668-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que, conformément à l'article 1, de la Loi du cadastre, Statuts refondus, 1964, chapitre 320, il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton de Pershing, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts, et qu'une copie exacte en a été déposée au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels, et de fixer en même temps la date où l'article 2168 du Code civil y deviendra en vigueur relativement à cette partie du canton de Pershing;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 524, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) pour annoncer le dépôt des plan et livre de renvoi officiels de cette partie du canton de Pershing, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) pour fixer, à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le jour où l'article 2168 du Code civil sera en vigueur relativement à cette partie dudit canton;

c) pour inviter toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28668

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS pursuant to section 1 of the Cadastre Act, Revised Statutes, 1964, chapter 320, the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan and book of reference for a part of the township of Pershing, situated in the registration division of Aibitbi;

WHEREAS the said plan and book of reference now are on record in the Department of Lands and Forests, and that a true copy thereof has been deposited in the Registry Office of Abitibi;

WHEREAS pursuant to section 2169 of the Civil Code, it is expedient to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the said official plan and book of reference, and, at the same time the date on which section 2168 of the Civil Code shall come into force with respect to the said part of the township of Pershing;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 524, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) to announce the deposit of the official plan and book of reference for the said part of the township of Pershing situated in the registration division of Abitibi;

(*b*) to fix the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the day on which section 2168 of the Civil Code shall be in force, with respect to the said part of the said township;

(*c*) to invite all interested parties, under pain of losing the priority conferred by the Civil Code, to renew, within the two years following the

la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous les droits réels sur tout lot de terre compris dans cette partie dudit canton.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28668-o

above-fixed date, registration of all actual rights on any lot of land situated in the said part of the said township.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28668

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom the presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le sous-procureur général,
ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que, conformément à l'article 1, de la Loi du cadastre, Statuts refondus, 1964, chapitre 320, il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton de Gauthier, située dans la division d'enregistrement de Berthier;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Berthier;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels, et de fixer en même temps la date où l'article 2168 du Code civil y deviendra en vigueur relativement à cette partie du canton de Gauthier.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 515, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) pour annoncer le dépôt des plan et livre de renvoi officiels de cette partie du canton de Gauthier, située dans la division d'enregistrement de Berthier;

Proclamation

ANTONIO DUBÉ,
Deputy Attorney General.

WHEREAS in conformity with section 1 of the cadastre Act, Revised Statutes, 1964, chapter 320, a plan and book of reference of a part of the township of Gauthier, situated in the registration division of Berthier was prepared, under the superintendence of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS these plans and books of reference are now part of the Archives of the Department of Lands and Forests, and that an exact copy was deposited at the Registry Office of Berthier;

WHEREAS pursuant to section 2169 of the Civil Code, it is now expedient to announce, by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of these official plans and books of reference, and to fix at the same time the date when section 2168 of the Civil Code will come in force in relation to this part of the township of Gauthier.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 515, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) to announce the deposit of the official plans and books of reference of this part of the township of Gauthier, situated in the registration division of Berthier;

b) pour fixer, à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le jour où les dispositions de l'article 2168 du Code civil seront en vigueur relativement à cette partie dudit canton;

c) pour inviter toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous les droits réels sur tout lot de terre compris dans cette partie dudit canton.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28668-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que, conformément aux articles 2174 et 2174A du Code civil et au paragraphe 1-A de l'article 3, chapitre 104, 21 George V, le ministre des terres et forêts a fait préparer des plan et livre de renvoi revisés d'une partie du cadastre du canton Gayhurst, étant la partie de la municipalité du canton Gayhurst, comprenant les lots 253, 266, 267, 271, 273, 274, 275, 276 et 277 et une partie des lots 251, 252, 255, 257, 258, 265, 278 et 279, située dans la division d'enregistrement de Frontenac;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi revisés font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Frontenac;

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104, 21 George V, il y a maintenant lieu d'annoncer par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi revisés et de fixer en même temps, la date où le paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104, 21 George V, y deviendra

(*b*) to fix, on the date of the publication of the present proclamation in the *Québec Official Gazette*, the day when the provisions of section 2168 of the Civil Code will be in force in relation to this part of the said township;

(*c*) to invite any interested person, under pain of losing the priority conferred by the Civil Code, to renew, within the two years following the date fixed hereabove, the registration of all real rights on any lot of land included in this part of the said township.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28668

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom the presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS, pursuant to sections 2174 and 2174A of the Civil Code and paragraph 1-A of section 3, chapter 104, 21 George V, the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared the revised plan and book of reference of a part of the cadastre of the township of Gayhurst, being the part of the municipality of the township of Gayhurst comprising lots 253, 266, 267, 271, 273, 274, 275, 276 and 277 and a part of lots 251, 252, 255, 257, 258, 265, 278 and 279, situated in the registration division of Frontenac;

WHEREAS the said revised plan and book of reference are now on record in the Department of Lands and Forests, and that a true copy thereof was filed in the office of the registration division of Frontenac;

WHEREAS, pursuant to paragraph 1-C, section 3, chapter 104, 21 George V, it is now expedient to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, that the said revised plan and book of reference have been filed, and to fix at the same time the date on which paragraph 1-C, section 3, chapter 104, 21 George V, with

en vigueur relativement à cette partie revisée de la municipalité dudit canton Gayhurst.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 518, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) pour annoncer le dépôt des plan et livre de renvoi revisés de cette partie de la municipalité du canton Gayhurst, comprenant les lots 253, 266, 267, 271, 273, 274, 275, 276, 277 et une partie des lots 251, 252, 255, 257, 258; 265, 278 et 279, située dans la division d'enregistrement de Frontenac;

b) pour fixer, à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le jour où le paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104, 21 George V, sera en vigueur relativement à cette partie revisée de la municipalité dudit canton Gayhurst;

c) pour inviter toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28668-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que, conformément à l'article 1, de la Loi du cadastre, Statuts refondus, 1964, chapitre 320, il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan et un livre de renvoi

respect to the said revised part of the municipality of the said township of Gayhurst, shall become effective.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 518, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) to announce that the revised plan and book of reference of the said part of the municipality of the township of Gayhurst comprising lots 253, 266, 267, 271, 273, 274, 275, 276, 277 and a part of lots 251, 252, 255, 257, 258, 265, 278 and 279 situated in the registration division of Frontenac, have been filed;

(*b*) to fix the date of publication of the present proclamation in the *Québec Official Gazette* as the day on which paragraph 1-C, section 3, chapter 104, 21 George V, with respect to the said revised part of the municipality of the said township of Gayhurst, shall become effective;

(*c*) to invite any interested party, under pain of losing the priority conferred by the law, to renew, within a delay of one year following the above-fixed date, all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28668

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom the presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS in conformity with section 1 of the Cadastre Act, Revised Statutes, 1964, chapter 320, a plan and book of reference of a part of the township of Boisbuisson, situated in the registration

d'une partie du canton de Boisbuisson, située dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts, et qu'une copie exacte en a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels, et de fixer en même temps la date où l'article 2168 du Code civil y deviendra en vigueur relativement à cette partie du canton de Boisbuisson.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 521, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) pour annoncer le dépôt des plan et livre de renvoi officiels de cette partie du canton de Boisbuisson, située dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts;

b) pour fixer, à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le jour où l'article 2168 du Code civil sera en vigueur relativement à cette partie dudit canton;

c) pour inviter toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous les droits réels sur tout lot de terre compris dans cette partie dudit canton.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28668-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

division of Ste-Anne-des-Monts was prepared' under the superintendence of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS these plans and books of reference are now part of the Archives of the Department of Lands and Forests, and that an exact copy was deposited at the registry office of Ste-Anne-des-Monts;

WHEREAS pursuant to section 2169 of the Civil Code, it is now expedient to announce, by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of these official plans and books of reference, and to fix at the same time the date when section 2168 of the Civil Code will come in force in relation to this part of the township of Boisbuisson.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 521, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) to announce the deposit of the official plans and books of reference of this part of the township of Boisbuisson, situated in the registration division of Ste-Anne-des-Monts;

(*b*) to fix, on the date of the publication of the present proclamation in the *Québec Official Gazette*, the day when the provisions of section 2168 of the Civil Code will be in force in relation to this part of the said township;

(*c*) to invite any interested person, under pain of losing the priority conferred by the Civil Code, to renew, within the two years following the date fixed hereabove, the registration of all real rights on any lot of land included in this part of the said township.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28668

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que, conformément à l'article 1, de la Loi du cadastre, Statuts refondus, 1964, chapitre 320, il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, des plans et livres de renvoi de parties des entités cadastrales suivantes:

1° du canton de Tiblemont, division d'enregistrement d'Abitibi;
2° du canton de Bourdon, division d'enregistrement de Saguenay;
3° du canton de Lagorgandière, division d'enregistrement de Sept-Iles;
4° du canton de Preston, division d'enregistrement de Papineau;
5° de la cité de Noranda, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;
6° de la ville de Bourlamaque, division d'enregistrement d'Abitibi;
7° du canton de Falardeau, division d'enregistrement de Chicoutimi;
8° du canton de Joutel, division d'enregistrement d'Abitibi;
9° du canton de Leneuf, division d'enregistrement de Saguenay;
10° du canton de Tonnancourt, division d'enregistrement d'Abitibi;
11° du canton de Quévillon, division d'enregistrement d'Abitibi;
12° du canton de Holland, division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts;
13° du canton de Vauquelin, division d'enregistrement d'Abitibi;
14° du canton de Rouyn, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;
15° du canton de Brest, division d'enregistrement de Sept-Iles;
16° du canton de Lévy, division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest;
17° du canton de Daubrée, division d'enregistrement d'Abitibi;
18° du canton d'Angoulème, division d'enregistrement de Maskinongé;
19° du canton de Letellier, division d'enregistrement de Sept-Iles;
20° du canton de Fagundez, division d'enregistrement de Saguenay;
21° du canton de Godefroy, division d'enregistrement de Saguenay;
22° du canton de Bourlamaque, division d'enregistrement d'Abitibi;
23° du canton de Gauthier, division d'enregistrement de Berthier;
24° du canton de Chauveau, division d'enregistrement de Charlevoix No 1;
25° du canton de Chiasson, division d'enregistrement de Saguenay;
26° du canton de Conan, division d'enregistrement de Saguenay;
27° du canton de Normandie, division d'enregistrement de Pontiac;
28° du canton de Verrazzano, division d'enregistrement de Sept-Iles;
29° du canton de Desherbiers, division d'enregistrement de Sept-Iles;
30° du canton de L'Isle-Dieu, division d'enregistrement d'Abitibi;
31° du canton de Dandurand, division d'enregistrement de La Tuque;
32° du canton de Gravel, division d'enregistrement de Labelle;
33° du canton d'Obalski, division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest;

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act, Revised Statutes of Québec 1964, chapter 320, the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, plans and books of reference for parts of the following cadastral entities:

1. of the township of Tiblemont, registration division of Abitibi;
2. of the township of Bourdon, registration division of Saguenay;
3. of the township of Lagorgandière, registration division of Sept-Iles;
4. of the township of Preston, registration division of Papineau;
5. of the city of Noranda, registration division of Rouyn-Noranda;
6. of the town of Bourlamaque, registration division of Abitibi;
7. of the township of Falardeau, registration division of Chicoutimi;
8. of the township of Joutel, registration division of Abitibi;
9. of the township of Leneuf, registration division of Saguenay;
10. of the township of Tonnancourt, registration division of Abitibi;
11. of the township of Quévillon, registration division of Abitibi;
12. of the township of Holland, registration division of Sainte-Anne-des-Monts;
13. of the township of Vauquelin, registration division of Abitibi;
14. of the township of Rouyn, registration division of Rouyn-Noranda;
15. of the township of Brest, registration division of Sept-Iles;
16. of the township of Lévy, registration of Lake St. John West;
17. of the township of Daubrée, registration division of Abitibi;
18. of the township of Angoulème, registration division of Maskinongé;
19. of the township of Letellier, registration division of Sept-Iles;
20. of the township of Fagundez, registrttion division of Saguenay;
21. of the township of Godefroy, registration division of Saguenay;
22. of the township of Bourlamaque, registration division of Abitibi;
23. of the township of Gauthier, registration division of Berthier;
24. of the township of Chauveau, registration division of Charlevoix No. 1;
25. of the township of Chiasson, registration division of Saguenay;
26. of the township of Conan, registration division of Saguenay;
27. of the township of Normandie, registration division of Pontiac;
28. of the township of Verrazzano, registration division of Sept-Iles;
29. of the township of Desherbiers, registration division of Sept-Iles;
30. of the township of L'Isle-Dieu, registration division of Abitibi;
31. of the township of Dandurand, registration division of La Tuque;
32. of the township of Gravel, registration division of Labelle;
33. of the township of Obalski, registration division of Lake St. John West;

34° du canton de Laubanie, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;
35° du canton de Dumoulin, division d'enregistrement de La Tuque;
36° du canton de Malbaie, division d'enregistrement de Gaspé;
37° du canton de Babel, division d'enregistrement de Saguenay;
38° du canton de Rivière Marguerite, division d'enregistrement de Saguenay;
39° du canton de Arnaud, division d'enregistrement de Sept-Iles;
40° du canton de Duplessis, division d'enregistrement d'Abitibi;
41° du canton de Courcelles, division d'enregistrement de Berthier;
42° du canton de Grenier, division d'enregistrement de Saguenay;
43° du canton de Sabourin, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;
44° du canton de Eddy, division d'enregistrement de Témiscamingue;
45° du canton de Desroherts, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;
46° du canton de Pershing, division d'enregistrement d'Abitibi.

ATTENDU que ces plans et livres de renvoi font maintenant partie des archives du ministère des terres et forêts, et que des copies exactes ont été déposées au bureau des divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plans et livres de renvoi, et de fixer en même temps la date où l'article 2168 du Code civil y deviendra en vigueur, relativement à ces parties de cadastre ci-haut mentionnées.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 529, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) pour annoncer le dépôt des plans et livres de renvoi pour ces parties de certaines entités cadastrales ci-haut mentionnées;

b) pour fixer, à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le jour où l'article 2168 du Code civil sera en vigueur, relativement à ces parties desdites entités cadastrales;

c) pour inviter toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur tout lot de terre compris dans ces parties desdites entités cadastrales.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère

34. of the township of Laubanie, registration division of Rouyn-Noranda;
35. of the township of Dumoulin, registration division of La Tuque;
36. of the township of Malbaie, registration division of Gaspé;
37. of the township of Babel, registration division of Saguenay;
38. of the township of Rivière Marguerite, registration division of Saguenay;
39. of the township of Arnaud, registration division of Sept-Iles;
40. of the township of Duplessis, registration division of Abitibi;
41. of the township of Courcelles, registration division of Berthier;
42. of the township of Grenier, registration division of Saguenay;
43. of the township of Sabourin, registration division of Rouyn-Noranda;
44. of the township of Eddy, registration division of Témiscamingue;
45. of the township of Desroherts, registration division of Rouyn-Noranda;
46. of the township of Pershing, registration division of Abitibi.

WHEREAS the said plan and book of reference are on record in the Department of Lands and Forests, and that true copy thereof were filed of the office of the registration divisions concerned;

WHEREAS pursuant to section 2169 of the Civil Code, it is now expedient to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, that these plans and books of reference have been filed, and to fix, at the same time, the date on which section 2168 of the Civil Code with respect to the said cadastral parts above-mentioned, shall become effective.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 529, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) to announce that official plans and books of reference for the above-mentioned parts of certain cadastral entities have been filed;

(*b*) to fix the date of publication of the present proclamation in the *Québec Official Gazette* as the day on which section 2168 of the Civil Code with respect to the said parts of the said cadastral entities shall become effective;

(*c*) to invite any interested party, under pain of losing the priority conferred by the Civil Code, to renew within the two years following the above-fixed date registration of all actual rights on any lot of land situated in the said parts of the said cadastral entities.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and

chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
28668-o RAYMOND DOUVILLE.

sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
28668 *Assistant Secretary of the Province.*

Régie de l'assurance-récolte du Québec

Avis

Avis est donné qu'en vertu de l'article 63 de la Loi de l'assurance-récolte, Statuts du Québec, 1966/67, chapitre 44, le règlement numéro I concernant le régime d'assurance pour la grande culture a été approuvé par arrêté en conseil numéro 797, en date du 24 mars 1969.

Québec, 31 mars 1969.

Le secrétaire,
28689-o ME JEAN-MARC DUCHARME.

Quebec Cros Insurance Board

Notice

Notice is hereby given that pursuant to section 63 of the Crop Insurance Act, Statutes of Québec, 1966/67, chapter 44, regulation number I concerning the mixed farming land insurance plan was approved by Order in Council number 797, dated March 24, 1969.

Québec, March 31, 1969.

ME JEAN-MARC DUCHARME,
28689 *Secretary.*

Soumissions

Ville de Saint-Antoine

Comté de Terrebonne

Avis de correction

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de $277,500 d'obligations de la ville de St-Antoine, comté de Terrebonne, qui a paru dans la *Gazette officielle* du 29 mars 1969, à la page 1951, que les soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par M. Marcel Deschambault, greffier, au lieu de M. Robert Piché, secrétaire-trésorier, tel que mentionné dans ledit avis.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiquée ci-haut demeurent inchangés.

St-Antoine, ce 28 mars 1969.

Le greffier,
MARCEL DESCHAMBAULT.

Hôtel de ville, 854, boul. St-Antoine,
St-Antoine (Terrebonne), P.Q. 28669

Cité de LaSalle

Comté de Marguerite-Bourgeoys

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mlle Jacqueline Giguère, greffier, Hôtel de ville, 13, Avenue Strathyre, LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, P.Q., jusqu'à 5 heures du soir, lundi, le 21 avril 1969, pour l'achat de $2,116,000 d'obligations de la cité de LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 312 — $9,100 — renouvellement; 317 — $71,700 — renouvellement;

Tenders

Town of Saint-Antoine

County of Terrebonne

Notice of correction

Kindly that in the notice of call for tenders for the purchase of $277,500 of bonds for the town of St-Antoine, county of Terrebonne, published on page 1951 of the *Québec Official Gazette* of March 29th, 1969, that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by Mr. Marcel Deschambault, clerk, instead of Mr. Robert Piché, Secretary-Treasurer, as mentioned in the said notice.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

St-Antoine, this 28 of March 1969.

MARCEL DESCHAMBAULT,
Clerk.

Town Hall, 854, St-Antoine Blvd.,
St-Antoine (Terrebonne), P.Q. 28669-o

City of LaSalle

County of Marguerite-Bourgeoys

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Miss Jacqueline Giguère, City Clerk, City Hall, 13 Strathyre Ave., LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., Monday, April 21, 1969, for the purchase of an issue of $2,116,000 of bonds for the City of LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, dated May 1, 1969, and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws Nos: 312 — $9,100 — renewal; 317 — $71,700 — renewal; 318 — $43,000 — renewal;

318 — $43,000 — renouvellement; 863 — $51,500 — aqueduc; 1063 — $79,000 — services récréatifs et communautaires; 1069 — $169,000 — pavage et trottoirs; 1081 — $79,200 — aqueduc et égouts; 1082 — $40,700 — aqueduc et égouts; 1105 — $280,900 — aqueduc et égouts; 1106 — $136,400 — aqueduc et égouts; 1115 — $92,000 — pavage et trottoirs; 1116 — $205,000 — voirie; 1120 — $88,300 — éclairage; 1121 — $109,400 — acquisition d'appareils pour les départements de voirie et d'incendie; 1122 — $16,900 — aqueduc et égouts; 1123 — $52,800 — aqueduc et égouts; 1128 — $121,500 — aqueduc, égouts et voirie; 1129 — $140,000 — aqueduc et égouts; 1140 — $7,100 — aqueduc et égouts; 1141 — $42,500 — voirie; 1142 — $268,000 — voirie; 1149 — $12,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $2,116,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$ 51,000
1er mai 1971	55,000
1er mai 1972	61,000
1er mai 1973	68,000
1er mai 1974	70,000
1er mai 1975	74,000
1er mai 1976	78,000
1er mai 1977	82,000
1er mai 1978	89,000
1er mai 1979	83,000
1er mai 1980	70,000
1er mai 1981	76,000
1er mai 1982	78,000
1er mai 1983	84,000
1er mai 1984	86,000
1er mai 1985	95,000
1er mai 1986	100,000
1er mai 1987	114,000
1er mai 1988	127,000
1er mai 1989	575,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $48,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1989 au montant de $575,000 comprend un solde de $446,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er mai 1990	$40,000
1er mai 1991	43,000
1er mai 1992	43,000
1er mai 1993	43,000
1er mai 1994	45,000
1er mai 1995	45,000

863 — $51,500 — aqueduct; 1063 — $79,000 — recreational and community services; 1069 — $169,000 — paving and sidewalks; 1081 — $79,200 — aqueduct and sewers; 1082 — $40,700 — aqueduct and sewers; 1105 — $280,900 — aqueduct and sewers; 1106 — $136,400 — aqueduct and sewers; 1115 — $92,000 — paving and sidewalks; 1116 — $205,000 — roads; 1120 — $88,300 — lighting; 1121 — $109,400 — purchase of equipment for the departments of roads and fire; 1122 — $16,900 — aqueduct and sewers; 1123 — $52,800 — aqueduct and sewers; 1128 — $121,500 — aqueduct, sewers and roads; 1129 — $140,000 — aqueduct and sewers; 1140 — $7,100 — aqueduct and sewers; 1141 — $42,500 — roads; 1142 — $268,000 — roads; 1149 — $12,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication only, interest will be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $2,116,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$ 51,000
May 1, 1971	55,000
May 1, 1972	61,000
May 1, 1973	68,000
May 1, 1974	70,000
May 1, 1975	74,000
May 1, 1976	78,000
May 1, 1977	82,000
May 1, 1978	89,000
May 1, 1979	83,000
May 1, 1980	70,000
May 1, 1981	76,000
May 1, 1982	78,000
May 1, 1983	84,000
May 1, 1984	86,000
May 1, 1985	95,000
May 1, 1986	100,000
May 1, 1987	114,000
May 1, 1988	127,000
May 1, 1989	575,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly for ten-year short-term and partly for twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $48,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The May 1, 1989 maturity in the amount of $575,000 comprises a balance of $446,000, renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
May 1, 1990	$40,000
May 1, 1991	43,000
May 1, 1992	43,000
May 1, 1993	43,000
May 1, 1994	45,000
May 1, 1995	45,000

1er mai 1996	$46,000
1er mai 1997	46,000
1er mai 1998	47,000
1er mai 1999	48,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à LaSalle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $575,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $575,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 avril 1969, à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 13, Avenue Strathyre, LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissins.

LaSalle (Comté de Marguerite-Bourgeoys), ce 19 mars 1969.

Le greffier,
MLLE JACQUELINE GIGUÈRE.

Hôtel de ville, 13, Avenue Strathyre,
LaSalle (Marguerite-Bourgeoys), P.Q.,
Téléphone: 366-7110, code 514. 28670-o

May 1, 1996	$46,000
May 1, 1997	46,000
May 1, 1998	47,000
May 1, 1999	48,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at LaSalle.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for twenty-year fixed-term for an amount equal to or less than $575,000. However, if they are issued partly for twenty-year fixed-term for an amount greater than $575,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 21, 1969, at 5:00 o'clock p.m., in the City Hall, 13 Strathyre Ave., LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

LaSalle (County of Marguerite-Bourgeoys), March 19, 1969.

MISS JACQUELINE GIGUÈRE,
City Clerk.

City Hall, 13 Strathyre Ave.,
LaSalle (Marguerite-Bourgeoys), P.Q.,
Telephone: 366-7110, code 514. 28670

Ville de Boucherville
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène McClish, greffier, Hôtel de ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 avril 1969, pour l'achat de $897,000 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de chambly, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 165 — $8,000 — renouvellement d'emprunt; 168 — $9,500 — renouvellement d'emprunt; 173 — $13,000 — renouvellement d'emprunt; 179 — $12,500 — renouvellement d'emprunt; 183 — $23,500 — renouvellement d'emprunt; 187 — $69,000 — renouvellement d'emprunt; 189 — $8,000 — renouvellement d'emprunt; 217 — $13,000 — renouvelle-

Town of Boucherville
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Eugène McClish, town clerk, Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, April 22, 1969, for the purchase of an issue of $897,000 of bonds for the town of Boucherville, county of Chambly, dated May 1, 1969, and redeemable serially from May 1, 1970, to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however if more than one rate is used, the amount so issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, such as shown on the tables of redemption of the present notice.

By-laws Nos: 165 — $8,000 — loan renewal; 168 — $9,500 — loan renewal; 173 — $13,000 — loan renewal; 179 — $12,500 — loan renewal; 183 — $23,500 — loan renewal; 187 — $69,000 — loan renewal; 189 — $8,000 — loan renewal; 217 — $13,000 — loan renewal; 220 — $31,100 — loan renewal; 222 — $9,400 — loan renewal; 223 — $12,200 — loan renewal; 224 — $18,000 —

ment d'emprunt; 220 — $31,100 — renouvellement d'emprunt; 222 — $9,400 — renouvellement d'emprunt; 223 — $12,200 — renouvellement d'emprunt; 224 — $18,000 — renouvellement d'emprunt; 225 — $31,100 — renouvellement d'emprunt; 227 — $4,000 — renouvellement d'emprunt; 229 — $15,300 — renouvellement d'emprunt; 230 — $5,000 — renouvellement d'emprunt; 233 — $2,400 — renouvellement d'emprunt; 243 — $8,500 — renouvellement d'emprunt; 512 — $359,800 — aqueduc et égouts; 544 — $67,000 — éclairage; 584 — $85,500 — aqueduc et égouts; 592 — $29,000 — bâtisses et terrains; 642 — $62,200 — éclairage.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $897,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$ 39,000
1er mai 1971	41,000
1er mai 1972	42,000
1er mai 1973	46,000
1er mai 1974	49,000
1er mai 1975	52,000
1er mai 1976	55,000
1er mai 1977	32,000
1er mai 1978	35,000
1er mai 1979	15,000
1er mai 1980	16,000
1er mai 1981	17,000
1er mai 1982	18,000
1er mai 1983	19,000
1er mai 1984	21,000
1er mai 1985	22,000
1er mai 1986	23,000
1er mai 1987	25,000
1er mai 1988	26,000
1er mai 1989	304,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $22,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1989 au montant de $304,000 comprend un solde de $274,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er mai 1990	$ 8,000
1er mai 1991	8,000
1er mai 1992	8,000
1er mai 1993	9,000
1er mai 1994	10,000
1er mai 1995	10,000
1er mai 1996	10,000
1er mai 1997	11,000
1er mai 1998	12,000

loan renewal; 225 — $31,100 — loan renewal; 227 — $4,000 — loan renewal; 229 — $15,300 — loan renewal; 230 — $5,000 — loan renewal; 233 — $2,400 — loan renewal; 243 — $8,500 — loan renewal; 512 — $359,800 — aqueduct and sewers; 544 — $67,000 — lighting; 584 — $85,500 — aqueduct and sewers; 592 — $29,000 — buildings and lots of land; 642 — $62,200 — lighting.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $897,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$ 39,000
May 1, 1971	41,000
May 1, 1972	42,000
May 1, 1973	46,000
May 1, 1974	49,000
May 1, 1975	52,000
May 1, 1976	55,000
May 1, 1977	32,000
May 1, 1978	35,000
May 1, 1979	15,000
May 1, 1980	16,000
May 1, 1981	17,000
May 1, 1982	18,000
May 1, 1983	19,000
May 1, 1984	21,000
May 1, 1985	22,000
May 1, 1986	23,000
May 1, 1987	25,000
May 1, 1988	26,000
May 1, 1989	304,000

Moreover tenders may be sent and they shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter be for an amount of not less than $22,000, and if higher than this latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, beginning with the last years of maturity of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of May 1, 1989 in the amount of $304,000 comprises a balance of $274,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
May 1, 1990	$ 8,000
May 1, 1991	8,000
May 1, 1992	8,000
May 1, 1993	9,000
May 1, 1994	10,000
May 1, 1995	10,000
May 1, 1996	10,000
May 1, 1997	11,000
May 1, 1998	12,000

1er mai 1999	$13,000
1er mai 2000	13,000
1er mai 2001	14,000
1er mai 2002	15,000
1er mai 2003	16,000
1er mai 2004	17,000
1er mai 2005	18,000
1er mai 2006	19,000
1er mai 2007	20,000
1er mai 2008	21,000
1er mai 2009	22,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $304,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $304,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 22 avril 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville (Comté de Chambly), ce 28 mars 1969.

Le greffier,
EUGÈNE MCCLISH.

Hôtel de ville, 500, rue Rivière-aux-Pins,
Boucherville (Chambly), P.Q.
Téléphone: 655-1371, code 514. 28671-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère
Comté de Laviolette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Venne, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 401, 5ième Avenue, C.P. 430, Grand'Mère, comté de Laviolette, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 avril 1969, pour l'achat de $348,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, comté de Laviolette, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

May 1, 1999	$13,000
May 1, 2000	13,000
May 1, 2001	14,000
May 1, 2002	15,000
May 1, 2003	16,000
May 1, 2004	17,000
May 1, 2005	18,000
May 1, 2006	19,000
May 1, 2007	20,000
May 1, 2008	21,000
May 1, 2009	22,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $304,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term- bonds for an amount higher than $304,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on May 1st, of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of maturity of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 22, 1969, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street, Boucherville, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Boucherville (County of Chambly), March 28, 1969.

EUGÈNE MCCLISH,
Town Clerk.

Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins Street,
Boucherville (Chambly), P.Q.
Telephone: 655-1371, code 514. 28671

School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère
County of Laviolette

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Fernand Venne, Secretary-Treasurer, Office of the School Commission, 401, 5th Avenue, P.O. Box 430, Grand'Mère, county of Laviolette, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, April 22, 1969, for the purchase of an issue of $348,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Grand'Mère, county o Laviolette, dated May 1, 1969 and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st, and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Résolution datée: 11 février 1969 — $348,000 — transformations à diverses écoles et au centre administratif.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $348,000 — 10 ans

Année		Capital
1er mai 1970	x	$115,000
1er mai 1971	x	46,000
1er mai 1972	x	50,000
1er mai 1973		16,000
1er mai 1974		17,000
1er mai 1975		18,000
1er mai 1976		19,000
1er mai 1977		21,000
1er mai 1978		22,000
1er mai 1979		24,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $191,500, accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement de $115,500 pour 1970 et payable en deux versements de $38,000 chacun, de 1970 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grand'Mère.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 22 avril 1969, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 401, 5ième Avenue, C.P. 430, Grand-Mère, comté de Laviolette, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère (Comté de Laviolette), ce 19 mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND VENNE.

Bureau de la commission scolaire,
401, 5ième Avenue, Case postale 430,
Grand'Mère, comté de Laviolette, P.Q.,
Téléphone: 538-1661, code 819. 28672-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Grégoire
Comté d'Iberville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvan Kerry, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, Mont Saint-Grégoire, case postale 13, comté

Resolution dated: February 11, 1969 — $348,000 — transformations at various schools and at the administrative center.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $348,000 — 10 years

Year		Capital
May 1, 1970	x	$115,000
May 1, 1971	x	46,000
May 1, 1972	x	50,000
May 1, 1973		16,000
May 1, 1974		17,000
May 1, 1975		18,000
May 1, 1976		19,000
May 1, 1977		21,000
May 1, 1978		22,000
May 1, 1979		24,000

The letter "x" indicates the year during which a total amount of $191,500 granted by the Provincial Government and payable in an instalment of $115,500 for 1970 and payable in two instalments of $38,000 each, from 1970 to 1972 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Grand'Mère.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, April 22, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Office of the School Commission, 401, 5th Avenue, P.O. Box 430, Grand'Mère, county of Laviolette, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Grand'Mère (County of Laviolette), March 19, 1969.

FERNAND VENNE,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
401, 5th Avenue, Post Office Box 430,
Grand'Mère, county of Laviolette, P.Q.,
Telephone: 538-1661, code 819. 28672

The School Commissioners for the Municipality of Saint-Grégoire
County of Iberville

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yvan Kerry, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at the Office of the School Commission, Mont Saint-Grégoire, Post Office Box 13, County of Iberville,

d'Iberville, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Frère André, Mont Saint-Grégoire, comté d'Iberville, P.Q., lundi, le 21 avril 1969, pour l'achat de $191,500 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Grégoire, comté d'Iberville, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissement annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 4 août 1968 — $191,500 — agrandissement de l'école Frère André.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $191,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	x$39,500
1er mai 1971	x 42,500
1er mai 1972	x 46,000
1er mai 1973	2,000
1er mai 1974	2,000
1er mai 1975	2,000
1er mai 1976	2,500
1er mai 1977	2,500
1er mai 1978	3,000
1er mai 1979	3,000
1er mai 1980	3,000
1er mai 1981	3,500
1er mai 1982	4,000
1er mai 1983	4,000
1er mai 1984	4,500
1er mai 1985	4,500
1er mai 1986	5,000
1er mai 1987	5,500
1er mai 1988	6,000
1er mai 1989	6,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $142,500, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $47,500 chacun, de 1970 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $6,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Iberville.

P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., Frère André School, Mont Saint-Grégoire, County of Iberville, P.Q., Monday, April 21, 1969, for the purchase of an issue of $191,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Saint-Grégoire, county of Iberville, dated May 1, 1969 and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution dated August 4, 1968 — $191,500 enlargement of Frère André School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $191,500 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	x$39,500
May 1, 1971	x 42,500
May 1, 1972	x 46,000
May 1, 1973	2,000
May 1, 1974	2,000
May 1, 1975	2,000
May 1, 1976	2,500
May 1, 1977	2,500
May 1, 1978	3,000
May 1, 1979	3,000
May 1, 1980	3,000
May 1, 1981	3,500
May 1, 1982	4,000
May 1, 1983	4,000
May 1, 1984	4,500
May 1, 1985	4,500
May 1, 1986	5,000
May 1, 1987	5,500
May 1, 1988	6,000
May 1, 1989	6,500

The "x" indicate the years during which annual payments of a total issue of $142,500, granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $47,500 each, from 1970 to 1972 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered as 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance being partly 10-year short-term and partly 20-year fixed-term bonds, provided, however that the latter part be for an amount not less than $6,500, and if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Iberville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $6,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $6,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 21 avril 1969, à 8 heures du soir, École Frère André, Mont Saint-Grégoire, comté d'Iberville, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Grégoire (Comté d'Iberville), ce 19 mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
YVAN KERRY.

Bureau de la commission scolaire,
Mont Saint-Grégoire, Case postale 13,
Comté d'Iberville, P.Q.
Téléphone: 347-3576, code 514. 28673-o

Cité de St-Romuald-d'Etchemin
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Antoine Gosselin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1245, rue Commerciale, St-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi le 21 avril 1969, pour l'achat de $207,000 d'obligations de la cité de St-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement no C-333 tel que modifié — $207,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $207,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$14,500
1er mai 1971	15,500
1er mai 1972	16,500
1er mai 1973	18,000
1er mai 1974	19,500
1er mai 1975	21,000
1er mai 1976	22,500
1er mai 1977	24,500

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $6,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $6,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, April 21, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at Frère André School, Mont Saint-Grégoire, county of Iberville, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Grégoire (County of Iberville), March 19, 1969.

YVAN KERRY,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
Mont Saint-Grégoire, Post Office Box 13,
County of Iberville, P.Q.
Telephone: 347-3576, code 514. 28673

City of St-Romuald-d'Etchemin
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Antoine Gosselin, Secretary-Treasurer, City Hall, 1245 Commerciale St., St-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, April 21, 1969, for the purchase of an issue of $207,000 of bonds for the City of St-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, dated May 1, 1969, and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-law No. C-333, as amended — $207,000 — industrial purposes.

For adjudication only, interest will be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $207,000 — 10 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$14,500
May 1, 1971	15,500
May 1, 1972	16,500
May 1, 1973	18,000
May 1, 1974	19,500
May 1, 1975	21,000
May 1, 1976	22,500
May 1, 1977	24,500

1er mai 1978	$26,500
1er mai 1979	28,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Romuald-d'Etchemin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant et l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 21 avril 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1245, rue Commerciale, St-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Romuald-d'Etchemin (Comté de Lévis), ce 27 mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ANTOINE GOSSELIN.

Hôtel de ville, 1245, rue Commerciale,
St-Romuald-d'Etchemin (Lévis), P.Q.
Téléphone: 839-4141, code 418. 28674-o

Ville de Windsor
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Joseph Plante, greffier, Hôtel de ville, 22, rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 23 avril 1969, pour l'achat de $302,500 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 239 — $9,500 — renouvellement; 322 (326) — $169,000 — construction d'un aréna; 339 — $82,000 — voirie, etc.; 340 — $42,000 — éclairage, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $302,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$ 9,000
1er mai 1971	10,500
1er mai 1972	11,500
1er mai 1973	13,000
1er mai 1978	$26,500
1er mai 1979	28,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Romuald-d'Etchemin.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 21, 1969, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 1245 Commerciale St., St-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Romuald-d'Etchemin (County of Lévis), March 27, 1969.

ANTOINE GOSSELIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 1245 Commerciale St.,
St-Romuald-d'Etchemin (Lévis), P.Q.
Telephone: 839-4141, code 418. 28674

Town of Windsor
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Joseph Plante, clerk, Town Hall, 22 St-Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q., until 7:30 o'clock, Wednesday, April 23, 1969, for the purchase of an issue of $302,500 of bonds for the Town of Windsor, county of Richmond, dated May 1, 1969 and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos.: 239 — $9,500 — renewal; 322 (326) — $169,000 — construction of an arena; 339 — $82,000 — roads, etc.; 340 — $42,000 — lighting, etc.

For adjudication only, interest will be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $302,500 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$ 9,000
May 1, 1971	10,500
May 1, 1972	11,500
May 1, 1973	13,000

1er mai 1974	$10,500
1er mai 1975	11,500
1er mai 1976	11,000
1er mai 1977	12,000
1er mai 1978	12,500
1er mai 1979	14,000
1er mai 1980	14,000
1er mai 1981	14,000
1er mai 1982	15,500
1er mai 1983	17,500
1er mai 1984	17,500
1er mai 1985	19,000
1er mai 1986	21,000
1er mai 1987	20,500
1er mai 1988	23,500
1er mai 1989	24,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $24,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudication s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $24,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $24,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 23 avril 1969, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 22, rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor (Comté de Richmond), ce 20 mars 1969.

Le greffier,
JOSEPH PLANTE.

Hôtel de ville, 22, rue St-Georges,
Windsor (Richmond), P.Q.
Téléphone: 845-2252, code 819. 28675-o

May 1, 1974	$10,500
May 1, 1975	11,500
May 1, 1976	11,000
May 1, 1977	12,000
May 1, 1978	12,500
May 1, 1979	14,000
May 1, 1980	14,000
May 1, 1981	14,000
May 1, 1982	15,500
May 1, 1983	17,500
May 1, 1984	17,500
May 1, 1985	19,000
May 1, 1986	21,000
May 1, 1987	20,500
May 1, 1988	23,500
May 1, 1989	24,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $24,500 and, if higher than this latter amount, this part must comprise one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $24,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than $24,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, April 23, 1969, at 7:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 22 St-Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Windsor (County of Richmond), March 20, 1969.

JOSEPH PLANTE,
Clerk.

Town Hall, 22 St-Georges Street,
Windsor (Richmond), P.Q.
Telephone: 845-2252, code 819. 28675

Bills — Assemblée législative

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 28 mars 1969.

Aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

1 Loi modifiant la Loi des mines.

6 Loi modifiant la Loi de l'admission à l'étude de professions.

12 Loi concernant l'usurpation des charges de maire ou de conseiller municipal.

15 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1969, et pour d'autres fins du service public.

16 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public.

17 Loi concernant le Consulat général de la République française à Québec.

18 Loi modifiant la Loi du Protecteur du citoyen.

105 Loi concernant la succession de l'honorable Charles Séraphin Rodier.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire associé de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

28688-o

Bills — Legislative Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 28th of March 1969.

This day, at one o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

1 An Act to amend the Mining Act.

6 An Act to amend the Professional Matriculation Act.

12 An Act respecting the usurpation of the office of mayor or municipal councillor.

15 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1969, and for other purposes connected with the public service.

16 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and for other purposes connected with the public service.

17 An Act respecting the Consulate-general of the French Republic in the city of Québec.

18 An Act to amend the Public Protector Act.

105 An Act respecting the estate of the Honourable Charles Séraphin Rodier.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Secretary Associate of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

28688-o

Ventes d'effets non-réclamés

La Cie des Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai 1968, et non réclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est, rue Queen, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 8e jour de mai 1969, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.
Le vice-président & gérant général,
W. J. BOWERS.

28647-14-5-o

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1968, and still remaining unclaimed in the office of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Québec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen Street East, Toronto, Ontario, at 11.00 o'clock in the forenoon, on the 8th day of May, 1969, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Canadian Pacific Express Company.
W. J. BOWERS,
Vice President & General Manager.

28647-15-5

Ventes pour taxes

Ville Sainte-Agathe-des-Monts

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à

Sales for Taxes

Town of Sainte-Agathe-des-Monts

Public notice is hereby given that properties hereinafter described will be sold by auction

l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Sainte-Agathe-des-Monts, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent soixante-neuf (1969), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Les immeubles plus bas mentionnés sont tous aux plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts et situés dans les limites de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occulte, attachées auxdits immeubles.

at the office of the council of the town of Sainte-Agathe-des-Monts, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of APRIL, nineteen hundred and sixty-nine (1969), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the parish of Sainte-Agathe-des-Monts, and situated in the town of Sainte-Agathe-des-Monts.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Rang Range	Cadastre	Subdivision	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes
Marois, Maurice	4–Beresford	12A	396	$ 12.65	
Moins les parties vendues au gouvernement de la province de Québec par acte enregistré sous le No 225-793.		(Less parts sold to the Provincial Government by deed registered under No. 225-793).			
La Cie de Bois Ste-Agathe Ltée	4–Beresford	11A	P. 195	705.75	$ 437.35
Borné vers l'ouest par une partie du lot No 11A-194; vers le nord-nord-est par les lots Nos 11A-196, 11A-197 et 11A-198 et vers l'est-sud-est par des parties du lot No 10: Mesurant environ quatre cent vingt-trois pieds et huit dixièmes de pied (423.8) dans sa ligne ouest; cent quarante-deux pieds et un dixième de pied (142.1) dans sa ligne nord-nord-est et quatre cent un pieds et cinq dixièmes de pied (401.5) dans sa ligne est-sud-est. Contenant une superficie de vingt-huit mille cent cinq pieds carrés. Mesures anglaises. La partie du lot No 11A-195 est affectée par une servitude en faveur de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.		Bounded towards the west by part of lot No. 11A-194; towards the north-north-east by lots Nos 11A-196, 11A-197 and 11A-198 and towards the east-south-east by parts of lot No. 10. Measuring about four hundred and twenty-three feet and eight tenths of a foot (423.8) in its westerly line; one hundred and forty-two feet and one tenth (142.1) in its north-north-easterly line and four hundred and one feet and five tenths (401.5) in its east-south-east line. Containing an area of twenty-eight thousand one hundred and five sq. feet, English measure. Part of the lot No. 11A-195 is affected by a servitude in favour of the town of Sainte-Agathe-des-Monts.			
La Cie de Bois Ste-Agathe Ltée	4–Beresford	P. 11A		10.04	15.85
Borné vers l'ouest-sud-ouest par le chemin de fer du Pacifique Canadien; vers l'est-sud-est et le nord-est par une partie du lot No 11A-193 et vers le sud par le chemin de fer du Pacifique Canadien. Mesurant quatre-vingt-sept pieds (87.0) dans sa ligne ouest-sud-ouest; trente-deux pieds et cinq dixièmes de pied (32.5) dans sa ligne sud et quarante-trois pieds (43.0) dans sa ligne est-sud-est. Contenant une superficie de trois mille deux cent quatre-vingts pieds (3,280') carrés. Mesures anglaises.		Bounded towards the west-south-west by the Canadian Pacific Railway; towards the east-south-east and the north-east by part of lot No. 11A-193 and towards the south by the Canadian Pacific Railway. Measuring eighty-seven feet (87.0) in its west-south-west line; thirty-two feet and five tenths of a foot (32.5) in its south line and forty-three feet (43.0) in its east-south-east line. Containing an area of three thousand two hundred eighty feet (3,280') square feet. English measure.			

Donné en la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, ce 19ième jour de mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES VANIER.

28523-13-2-o

Given at the town of Sainte-Agathe-des-Monts, this 19th day of March, 1969.

GEORGES VANIER,
Secretary Treasurer.

28523-13-2

Cité de St-Lambert

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite cité, que la propriété immobilière ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique, MERCREDI, le TRENTIÈME jour d'AVRIL, 1969, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de ville de St-Lambert, 55 avenue Argyle, cité de St-Lambert, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec l'intérêt plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la date de la vente.

City of St-Lambert

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk, of the aforesaid city, that the immovable property hereinafter described will be sold by public auction on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of APRIL, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, in the Council's Meeting Hall of the city of St-Lambert, 55 Argyle avenue, St-Lambert, to satisfy the payment of the municipal taxes with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the date of the sale.

Nom Name	Cadastre	Subdivision
Montreal & St. Lambert Terminal Development Company	256	129

Ledit lot ci-dessus mentionné est du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Donné en la cité de St-Lambert, ce 31e jour de mars, 1969.

Le greffier,
CECIL H. MACNAUGHTEN.

28650-14-2-o

The said lot above-mentioned is of the official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil.

Given in the city of St-Lambert, this 31st day of March, 1969.

CECIL H. MACNAUGHTEN,
City Clerk.

28650-14-2-o

Syndicats professionnels

Fédération des Associations des Camionneurs Artisans de la Rive-Sud

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des Associations des Camionneurs Artisans de la Rive-Sud », a été autorisée par le secrétaire de la province le 27 mars 1969.

Le siège social de ladite fédération est situé à Saint-Victor, district judiciaire de Beauce.

Québec, le 1er avril 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28690-o 12-69

Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Saguenay-Lac-St-Jean

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Saguenay-Lac-St-Jean », a été autorisée par le secrétaire de la province le 25 mars 1969.

Le siège social de ladite fédération est situé à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 1er avril 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28691-o 13-69

Professional Syndicates

Fédération des Associations des Camionneurs Artisans de la Rive-Sud

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a Federation of Professional Syndicates, under the name of "Fédération des Associations des Camionneurs Artisans de la Rive-Sud", was authorized by the Provincial Secretary on March 27, 1969.

The head office of the said Federation is situated at Saint-Victor, judicial district of Beauce.

Québec, April 1, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28690 12-69

Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Saguenay-Lac-St-Jean

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a Federation of Professional Syndicates, under the name of "Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Saguenay-Lac-St-Jean", was authorized by the Provincial Secretary on March 25, 1969.

The head office of the said Federation is situated at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Québec, April 1, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28691 13-69

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 2,500. { LIONEL & MARIE-LOUIS BERNARD, garagistes, St-Côme, Beauce, demandeurs, *vs* GÉRARD MAROIS, La Guadeloupe, Frontenac, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement de terrain à la Guadeloupe connu et désigné comme étant partie du lot no: 24B du cadastre pour le rang A, canton Forsyth, mesurant 72 pieds de largeur en front au chemin public en suivant la ligne du chemin, et la même largeur à la profondeur, sur une profondeur de 185 pieds dans chacune des lignes de côtés; le tout borné en front par le chemin public, route 28 vers l'est; à la profondeur vers l'ouest ainsi que d'un côté vers le sud au terrain de Noël Gilbert, et de l'autre côté vers le nord partie au terrain

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 2,500. { LIONEL & MARIE-LOUIS BERNARD, garage-keepers, Saint-Côme, Beauce, plaintiffs, *vs* GÉRARD MAROIS, La Guadeloupe, Frontenac, defendant.

To be sold the hereunder described immovable:

"A piece of land emplacement at La Guadeloupe, known and designated as being part of lot number 24B on the cadastre for Range A, Township of Forsyth, measuring 72 feet in width fronting on the highway and following the road line, and the same width in depth, with a depth of 185 feet in each of the side lines, the whole bounded in front by the highway, Route 28 towards the east; in depth towards the west as well as on one side towards the south by the land of Noël Gilbert, and on the other side towards

de Léopold Paré et partie à celui de Albéric Bégin, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à charge de par l'acheteur de l'hypothèque affectant l'immeuble vendu en faveur de la Caisse d'Établissement de la Chaudière, tel que décrit dans un acte enregistré à Beauce sous le numéro 87924. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Frontenac, à Lac Mégantic, comté de Frontenac, le TREIZIÈME jour de MAI 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, le 27 mars 1969. 28677-o

the north, partly by the land of Léopold Paré and partly by that of Albéric Bégin, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be paid by the purchaser the mortgage affecting the immovable sold in favour of La Caisse d'Établissement de la Chaudière, such as described in a deed registered at Beauce, under number 87924."

To be sold at the Frontenac division registry office, at Lac Mégantic, county of Frontenac, on the THIRTEENTH day of MAY, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, March 27, 1969. 28677

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No 3924. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE POINTE-LEBEL, dans le comté de Saguenay, avec siège sur son territoire, district de Hauterive, demandeurs, *vs* DAME HONORÉ CHOUINARD, domiciliée à Pointe-Lebel, district de Hauterive, défenderesse.

« Un morceau de terrain connu et désigné comme étant partie du lot 24-B, suivant enregistrement 21798 et 17721, rang Manicouagan, au cadastre officiel du canton Manicouagan, mesurant 95 pieds de largeur sur 270 pieds de profondeur, borné au nord par Robert Chouinard, au sud par Patrick Dignard, à l'est par le fleuve St-Laurent et à l'ouest, par la route nationale, situé à 1753 pieds de la ligne de séparation entre les lots 24A et 24B. Avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice à Baie Comeau, MERCREDI, le SEPTIÈME jour du mois de MAI 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
MARCEL RODRIGUE.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau. 28678-o

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 3924. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE POINTE-LEBEL, in the county of Saguenay, with a head office on its territory, district of Hauterive, plaintiffs, *vs* DAME HONORÉ CHOUINARD, domiciled at Pointe-Lebel, district of Hauterive, defendant.

"A piece of land known and designated as forming part of lot 24-B, pursuant to registration 21798 and 17721, Manicouagan Range, on the official cadastre for the township of Manicouagan, measuring 95 feet in width by 270 feet in depth, bounded on the north, by Robert Chouinard, on the south, by Patrick Dignard, on the east, by St-Lawrence River and on the west, by the National Route, situated at 1753 feet from the dividing line between lots 24A and 24B. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registrar's Office of the registry division for the county of Saguenay, at the Court House, in Baie Comeau, WEDNESDAY, the SEVENTH day of the month of MAY, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau. 28678

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 154-628. { CHARTER CREDIT CORPORATION, un corps politique et incorporé dûment constitué conformément à la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, *contre* HÔTEL-MOTEL CANARI INC., un corps politique et incorporé, dûment constitué conformément à la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Notre-Dame des Laurentides, district de Québec, et ARTHUR BOURASSA, administrateur, des cité et district de Québec.

« Un emplacement faisant partie du lot numéro quatre cent soixante-cinq (Ptie 465) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, mesurant cent trente-cinq pieds (135′) de largeur sur le chemin public par quatre-vingt-seize pieds (96′) de profondeur, le tout plus ou

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 154-628. { CHARTER CREDIT CORPORATION, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, *against* HÔTEL-MOTEL CANARI INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city of Notre-Dame des Laurentides, district of Québec, and ARTHUR BOURASSA, executive, of the city and district of Québec.

"An emplacement forming part of lot number four hundred and sixty-five (Pt. 465) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Québec, measuring one hundred and thirty-five feet (135′) in width on the public road by ninety-six feet (96′) in depth, the whole more

moins, mesures anglaises, borné en front vers l'est par le chemin public, route provinciale, numéro 54, en profondeur par le terrain de Georges Lafrance ou représentants, au nord par la propriété de Joseph Picard ou représentants, et au sud par celle de la succession de Joseph Lafrance, avec les bâtisses servant d'Hôtel et Motels, connues sous le nom de Carrefour Laurentien Enr., et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le HUITIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 1 avril 1969. 28679-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 155-990. E. U. LIMITÉE, corporation légale ayant son siège social à 275, rue Paradis, ville Duberger, P.Q., *vs* GUSTAVE GRENIER, domicilié à 762, 3e Avenue, Québec.

« Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Françoise Cabrini, Lac St-Charles, étant une partie du lot connu et désigné sous le No (1274 ptie) mille deux cent soixante-quatorze du cadastre de St-Ambroise de La Jeune Lorette et mesurant cent pieds de largeur sur cent pieds de profondeur (100 x 100) mesure anglaise, borné comme suit: vers le nord-ouest par un chemin de sortie, vers le nord-est et le sud-est par le résidu du terrain du vendeur (Charles dit Patrice Renaud) et vers le sud-ouest par la partie du même lot vendu à Gaston Gingras, le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances, avec droit de passage à perpétuité par tous moyens de locomotion dans un chemin situé au nord-ouest de l'immeuble, permettant de communiquer du terrain vendu au chemin public au nord-est.

Avec droit de passage de même, à perpétuité, mais à pieds seulement, sur la lisière de terrain mesurant environ cent pieds, de largeur et comprise entre la rivière St-Charles au nord-ouest, le chemin au sud-est, au nord-est le terrain de Florian Samson et au sud-ouest par celui de Gérard Roy, le tout afin de permettre l'accès à la rivière St-Charles, tant à l'acquéreur qu'à ses représentants. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le SEPTIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du shérif,
Québec, le 1er avril 1969. 28680-o

or less, English measures, bounded in front towards east by the public road, Provincial Route, number 54, in depth, by the lot of land of Georges Lafrance or representatives, on the north by the property of Joseph Picard or representatives, and on the south by that of Joseph Lafrance estate, with the buildings used as Hôtel and Motels, known under the name of "Carrefour Laurentien Enr.", and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of Québec, in Québec, the EIGHTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 1, 1969. 28679

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 155-990. E. U. LIMITÉE, a legal corporation having its head office at 275 Paradis Street, town of Duberger, P.Q., *vs* GUSTAVE GRENIER, domiciled at 762, 3rd Avenue, Québec.

"An emplacement situated in the parish of Ste-Françoise Cabrini, Lake St-Charles, being a part of the lot known and designated under No. (1274 pt.) one thousand two hundred and seventy-four of the cadastre of St-Ambroise de la Jeune Lorette and measuring one hundred feet in width by one hundred feet in depth (100 x 100) English measure, bounded as follows: on the northwest by an exit road, on the northeast and southeast by the remainder of the land of the vendor (Charles said Patrice Renaud) and on the southwest by the part of the same lot sold to Gaston Gingras, the whole with buildings, circumstances and dependencies, with a right of way perpetually by all means of locomotion on a road situated on the northwest of the immovable, allowing to communicate from the land sold to the public road on the northeast.

With a right of way, perpetually, but on foot only, on the strip of land measuring approximately one hundred feet, in width and included between St-Charles River on the northwest, the road on the southeast, on the northeast by the land of Florian Samson and on the southwest by that of Gérard Roy, the whole in order to allow access to St-Charles River, to the purchaser as well as to his representatives."

To be sold at the Québec registry office, in Québec, on the SEVENTH day of MAY next at TEN o'clock, a.m., in the morning.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 1, 1969. 28680

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Hauterive

Cour Provinciale, No 2006. HAMILTON & BOURASSA LTÉE, corporation légalement constituée ayant place d'affaires à Hauterive, dit district, demanderesse, *vs* FERNAND FORTIN, résidant et domicilié à St-Adelme, district de Rimouski, défendeur.

Description technique des propriétés appartenant à Fernand Fortin connues comme décrit plus bas:

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski and Hauterive

Provincial Court, No. 2006. HAMILTON & BOURASSA LTÉE, body legally incorporated, having a place of business at Hauterive, said district, plaintiff, *vs* FERNAND FORTIN, residing and domiciled at St-Adelme, district of Rimouski, defendant.

A technical description of the properties belonging to Fernand Fortin, known as described bel w:

1. Une terre située dans la paroisse de St-Adelme, contenant quatre acres de front sur vingt acres de profondeur, plus ou moins, bornée au nord et au sud par les fronteaux du rang, à l'est par la propriété d'Albert Truchon, et à l'ouest par celle d'Eugène Michaud et partie par celle de Dame veuve Adélard Gagné; étant connue sous le numéro trois cent quatre-vingt-dix (390) et comme faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-onze (P. 391) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, canton St-Denis, avec appartenances et dépendances.

2. Un circuit de terre situé au même lieu, contenant deux arpents et sept perches de front sur huit arpents ou environ, de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord par le fronteau du rang, au sud par le chemin public du rang séparant ce circuit d'avec la propriété d'Albert Truchon, à l'est par la propriété d'Albert Truchon, et à l'ouest par la propriété d'Eugène Michaud; étant connu comme faisant partie du lot numéro cinq cent trente-six (P. 536) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, canton St-Denis, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

3. Une terre située à St-Adelme, contenant environ deux arpents et six perches de front sur vingt-huit arpents de profondeur, et connue sous le numéro cinq cent trente-sept (537) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, canton St-Denis, avec appartenances.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement de Matane, Palais de Justice, Ville de Matane, le SEPTIÈME jour de MAI, 1969, à DEUX heures de l'après-mi .

Le député-shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 31 mars 1969. 28681-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No. 33-952. { BERNARDIN MARTEL, es-qualité tuteur de Solange Bouffard et de Sylvie Bouffard, domicilié et demeurant à 588 ave. Arnaud, Sept-Iles, district de Saguenay, demandeur *vs* CAMIL DESJARDINS, cultivateur domicilié et demeurant au 2e rang de Ste-Félicité, district de Rimouski, défendeur.

Les lots 175, 176-1, 176-4, 177-1, 177-3, 177-4 sur les lots désignés comme suit, les lots 175, et la subdivision du lot 176-1, 176-4 et sur la subdivision des lots 177-1, 177-3 et 177-4 du cadastre officiel revisé de la paroisse de Ste-Félicité, Canton Cherbourg, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Matane, Palais de Justice, Ville de Matane, le SEPTIÈME jour de MAI 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 31 mars 1969. 28682-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Provinciale, No 2814. { LOUIS MASSICOTTE, résidant et domicilié à Port-Cartier, district de Hauterive, demandeur, *vs* L'AUBERGE DU GRAND MÉTIS LTÉE, corporation légalement consti-

1. A farm situated in the parish of St-Adelme, measuring four acres in front by twenty acres in depth, more or less, bounded on the north and on the south by the borders of the range, on the east by the property of Albert Truchon, and on the west by the property of Eugène Michaud and part of that belonging to Dame Adélard Gagné, widow, being known under number three hundred and ninety and as forming part of lot number three hundred and ninety-one (P. 391) in the official cadastre of the parish of Ste-Félicité, township of St-Denis, with appurtenances and dependencies.

2. A lot of land situated in the same place, measuring two arpents and seven rods in front by eight arpents approximately in depth, the whole more or less, bounded on the north by the border of the range, on the south by the public road of the range separating the said lot from the property of Albert Truchon, on the east by the property of Albert Truchon, and on the west by the property of Eugène Michaud, being known as forming part of lot number five hundred and thirty-six (P. 536) in the official cadastre of the parish of Ste-Félicité, township of St-Denis, with the buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.

3. A farm situated in St-Adelme, measuring approximately two arpents and six rods in front by twenty-eight arpents in depth, and known under number five hundred and thirty-seven (537) in the official cadastre of the parish of Ste-Félicité, township of St-Denis, with appurtenances.

To be sold in the Matane registry office, in the Court House, Town of Matane, on the SEVENTH day of MAY, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, March 31, 1969. 28681

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 33-952. { BERNARDIN MARTEL, in his capacity of tutor to Solange Bouffard and of Sylvie Bouffard, domiciled and residing at 588 Arnaud Avenue, Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiff, *vs* CAMIL DESJARDINS, farmer, domiciled and residing in the second range of Sainte-Félicité, district of Rimouski, defendant.

Lots 175, 176-1, 176-4, 177-1 177-3, 177-4 on the lots designated as follows: lots 175 and lot subdivision 176-1, 176-4 and on the subdivision of lots 177-1, 177-3 and 177-4 of the official revised cadastre of the parish of Sainte-Félicité, township of Cherbourg, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of Matane, Court House, Town of Matane, on the SEVENTH day of MAY, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff, *Deputy Sheriff.*
Rimouski, March 31, 1969. 28682

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Provincial Court, No. 2814. { LOUIS MASSICOTTE, residing and domiciled at Port-Cartier, district of Hauterive, plaintiff, *vs* L'AUBERGE DU GRAND MÉTIS LTÉE, a corporation legally incorpo-

tuée, ayant une place d'affaires à Mont-Joli, district de Rimouski, défenderesse.

1° Une terre située à Grand-Métis, bornée au nord au fleuve St-Laurent, à l'est à la terre de Gilberte Mignier, au sud-ouest au chemin Kempt et à l'ouest au lot No 149, propriété de Madame Thomas L'Abbé pour une partie et M. R.B. Reford ou représentant et J.H. Roy pour l'autre partie; ladite terre est connue et désignée comme les lots numéros cent quarante-sept et cent quarante-huit (147, 148) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Octave de Métis, avec le poste d'essence, le restaurant, les motels et autres dépendances, tel que le tout se trouve actuellement.

2° Un terrain faisant partie du lot numéro cent quarante-neuf (P. 149) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, sis dans la municipalité de Grand-Métis, mesurant, mesure anglaise, cent vingt-cinq pieds (125) au nord-est, deux cent neuf pieds (209) au sud-ouest, deux cents pieds (200) au nord-ouest et deux cents pieds (200) au sud-est. Ce terrain est borné au nord et au sud aux routes qui s'y trouvent, à l'est au vendeur à l'immeuble ci-haut désigné et à l'ouest à la propriété du Gouvernement Provincial (Domaine Reford), circonstances et dépendances.

3° Une ferme située dans la municipalité de Grand-Métis, mesurant environ trois arpents et demi de front, sur environ trente-cinq arpents de profondeur, bornée au nord au premier rang, à l'est à la propriété d'André Deschênes ou représentant, au sud au C.N.R. et à l'ouest à la propriété de Raymond Roy ou représentant; cette terre est connue et désignée comme les lots numéros cent quatre-vingt-huit et cent quatre-vingt-onze (188, 191) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, avec les bâtisses qui peuvent s'y trouver et autres dépendances. À distraire un lopin de terre d'un arpent et trois quarts de front par un arpent et trois quarts de profondeur avec la maison dessus construite, appartenant à M. Allen Blue, ledit lopin de terre est borné au nord au chemin et à l'ouest à Raymond Roy ou représentant et fait partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit (P. 188) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis.

Un terrain ou emplacement situé à Grand-Métis, mesurant, mesure anglaise, cent cinquante pieds de front sur la route nationale, sur environ trois cents pieds de profondeur, borné à l'ouest à Edgar Levesque, au nord au travers sur le bord de la côte, à l'est à Roland Lafrance et au sud à la route nationale, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quarante et un (P. 141) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, Seigneurie de Métis, avec bâtisses dessus construites et dépendances, ainsi que tout le ménage qui s'y trouve actuellement.

Pour être vendus au bureau d'enrégistrement de Matane, au Palais de Justice, ville de Matane, le SIXIÈME jour de MAI, 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, le 31 mars 1969. 28683-o

rated having a business place at Mont-Joli, district of Rimouski, defendant.

1. A piece of land situated at Grand-Métis, bounded on the north by the St. Lawrence River, on the east by the land of Gilberte Mignier, on the southwest by Kempt Road and on the west by lot No. 149, property of Mrs. Thomas L'Abbé for one part and Mr. R.B. Reford or representative and J.H. Roy on the other part; the said land is known and designated as lot numbers one hundred and forty-seven and one hundred and forty-eight (147, 148) on the official cadastre for the parish of St-Octave de Métis, with the gas station, the restaurant, the motels and other dependencies, such as the whole is presently found.

2. A piece of land being part of lot number one hundred and forty-nine (P. 149) of the official cadastre of the parish of St-Octave de Métis, situated in the municipality of Grand-Métis, measuring, English measure, one hundred and twenty-five feet (125) on the northeast, two hundred and nine feet (209) on the southwest, two hundred feet (200) on the northwest and two hundred feet (200) on the southeast. This land is bounded on the north and south by routes which appear there, on the east by the vendor of the immovable herebove designated and on the west by the property of the Provincial Government (Reford Domaine), circumstances and dependencies.

3. A farm situated in the municipality of Grand-Métis, measuring approximately three arpents and one-half in front, by approximately thirty-five arpents in depth, bounded on the north by the first range, on the east by the property of André Deschênes or representative, on the south by the C.N.R. and on the west by the property of Raymond Roy or representative; this land is known and designated as lot numbers one hundred and eight-eight and one hundred and ninety-one (188, 191) of the official cadastre of the parish of St-Octave de Métis, with buildings found there and other dependencies. To withdraw a strip of land of one arpent and three-fourths in front by one arpent and three-fourths in depth with a house constructed thereon, belonging to Mr. Allen Blue, the said strip of land is bounded on the north by the road and on the west by Raymond Roy or representative and is part of lot number one hundred and eighty-eight (P. 188) of the official cadastre of the parish of St-Octave de Métis.

A piece of land or emplacement situated at Grand-Métis, measuring, English measure, one hundred and fifty feet in front on the National Route, by approximately three hundred feet in depth, bounded on the west by Edgar Levesque, on the north across by the side of the hill, on the east by Roland Lafrance and on the south by National Route, known and designated as being a part of lot number one hundred and forty-one (P. 141) of the official cadastre of the parish of St-Octave de Métis, Seigniorial of Métis, with buildings constructed thereon and dependencies, such as all the furniture which is presently found there.

To be sold at the registry office of Matane, at the Court House, Town of Matane, on the SIXTH day of MAY, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, March 31, 1969. 28683

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Gaspé

Cour Provinciale, No 892. { QUÉBEC TÉLÉPHONE INC., corporation légalement constituée ayant son siège social en les cité et district de Rimouski, demanderesse, *vs* MME CLAUDE GAGNÉ (autrefois Mme Aurélien Therrien) épouse de Claude Gagné, tous deux domiciliés à St-Joachim de Tourelle, district de Gaspé, défenderesse.

Un terrain sis et situé au premier rang de St-Joachim de Tourelle, de forme irrégulière, mesurant de est à ouest une largeur de 85 pieds par une profondeur de nord au sud de 100 pieds, le tout plus ou moins avec bâtisses dessus construites, désigné comme étant le lot portant le numéro 3-D-2 et faisant partie du lot 3-D-1 du premier rang, canton Tourelle, et borné comme suit: au nord-ouest par le lot 3-D-3 de Paul-Émile Servant, au nord-est par le lot 3-C d'Edmond M. St-Laurent, au sud-est par le résidu du lot 3-D-1 d'Adalbert St-Laurent et au sud-ouest par une ruelle, rente de terrain s'il y a.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, Palais de Justice, ville de Ste-Anne-des-Monts, le HUITIÈME jour de MAI 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du député shérif,
Rimouski, 31 mars 1969. 28684-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski and Gaspé

Provincial Court, No. 892. { QUÉBEC TÉLÉPHONE INC., corporation legally incorporated having its head office in the city and district of Rimouski, plaintiff, *vs* MRS. CLAUDE GAGNÉ (formerly Mrs. Aurélien Therrien) wife of Claude Gagné, both domiciled at Saint-Joachim de Tourelle, district of Gaspé, defendant.

A piece of land situated and located in the first range of Saint-Joachim de Tourelle, of irregular shape, measuring from east to west 85 feet in width by a depth of 100 feet from north to south, the whole more or less with buildings thereon erected, designated as being lot bearing number 3-D-2 and being part of lot 3-D-1 of the first range, township of Tourelle, and bounded as follows: on the northwest by lot 3-D-3 belonging to Paul-Émile Servant, on the northeast by lot 3-C of Edmond M. St-Laurent, on the southeast by the residue of lot 3-D-1 of Adalbert St-Laurent and on the southwest by a lane, land rent if applicable.

To be sold at the Sainte-Anne-des-Monts registry office, Court House, town of Sainte-Anne-des-Monts, on the EIGHTH day of MAY, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, March 31, 1969. 28684

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-784. { JUDES ROSS INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Mont-Joli, demanderesse; *vs* J. H. ROY, agent d'assurances, résidant à 52, avenue Champlain, Ville de Mont-Joli, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé dans la ville de Mont-Joli, mesurant soixante pieds (60′) de front, est-ouest à la rue, par une profondeur d'environ cent soixante pieds (160′) du côté ouest et d'environ cent quarante-cinq pieds (145′) du côté est, mesure anglaise, borné au nord au terrain de Raoul Asselin, ancienne limite du Village de Mont-Joli, à l'est au vendeur, au sud à l'avenue Champlain et à l'ouest au terrain par Dame Alice H. Caron, connu et désigné, comme étant la partie ouest du lot numéro treize (P. 13), de la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284-P.O. 13) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, Ville de Mont-Joli, avec bâtisses dessus construites, circonstances et cépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Rimouski, Palais de Justice, cité de Rimouski, le SIXIÈME jour de MAI 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du député shérif,
Rimouski, 31 mars 1969. 28685-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-784. { JUDES ROSS INC., corporation legally incorporated, having its head office at Mont-Joli, plaintiff; *vs* J. H. ROY, insurance agent, residing at 52 Champlain Avenue, Town of Mont-Joli, district of Rimouski. defendant.

A piece of land or emplacement situated in the Town of Mont-Joli, measuring sixty feet (60′) in front, east-west on the street, by a depth of about one hundred and sixty feet (160′) on the west side and approximately one hundred and forty-five feet (145′) on the east side, English measure, bounded on the north by the piece of land belonging to Raoul Asselin, former boundary of the Village of Mont-Joli, on the east by the vendor, on the south by Champlain Avenue, and on the west by the piece of land belonging to Dame Alice H. Caron, known and designated as being the west part of lot number thirteen (P. 13) on the subdivision of lot number two hundred and eighty-four (284-P. W. 13) on the official cadastre for the parish of Sainte-Flavie, Town of Mont-Joli, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office in Rimouski, at the Court House, city of Rimouski, on the SIXTH day of MAY, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, March 31, 1969. 28685

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 34,061.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* MARCEL GROLEAU, autrefois cultivateur de St-Fortunat, comté de Wolfe, maintenant domicilié à Warwick, R.R. 4, comté d'Arthabaska, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de St-Fortunat, comté de Wolfe, consistant en:

1° Une partie des lots numéros sept-A, sept-B et sept-C (P. 7-A, 7-B et 7-C), rang cinq (rg 5) du cadastre officiel du canton de Wolfestown; bornée en avant au nord-est par les cordons des quatrième et cinquième rangs, du côté nord-ouest par le lot six-C du même dit rang, du côté sud-est par le lot sept-D du même dit rang, et en profondeur au sud-ouest par le résidu desdits lots sept-A, sept-B et sept-C appartenant à M. Fernand Gosselin. La ligne de profondeur sud-ouest, pour les deux arpents et demi de largeur du côté nord-ouest, se trouve à environ cinq arpents des quatre et cinquième rangs, et pour les deux arpents et demi de largeur du côté sud-est se trouve à dix-neuf arpents du cordon des cinq et sixième rangs ou soit à un peu moins de six arpents du cordon des quatre et cinquième rangs dudit canton de Wolfestown.

2° Les lots numéros sept-D et sept-E (7-D et 7-E), rang cinq (rg 5) du cadastre officiel susdit, contenant ensemble cent vingt et un acres quatre-vingt-deux centièmes (121.82 acres) de superficie.

3° La partie nord-est des lots sept-F et sept-G (P. 7-F et 7-G), rang six (rg 6) du cadastre officiel susdit; d'une profondeur d'environ huit arpents; bornée en avant au nord-est par le chemin public des cinq et sixième rangs d'un côté au sud-est par le lot huit-D, du même sixième rang, en arrière, au sud-ouest par le terrain de Raoul Mass ou représentants et de l'autre côté au nord-ouest par le lot sept-D du même rang.

À distraire de ladite partie du lot sept-F un morceau vendu par Émile Pelletier à Georges Pelletier suivant acte de vente enregistré à Ham-Sud, sous le No 23169 appartenant à Henri Fortier ou représentants, et mesurant environ onze arpents trois quarts, plus ou moins, et borné en avant par le cordon des cinq et sixième rangs au nord-ouest par le lot sept-D du même rang 6, au sud-ouest par le terrain dudit Raoul Masse ou représentants et au sud-est par le résidu dudit lot sept-F.

Ensemble les bâtiments y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division de Wolfe, à Ham-Sud, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de MAI 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, Palais de Justice,
Sherbrooke, le 27 mars 1969.

DONAT JACQUES.

28686-o

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District of Saint-François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 34,061.

QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office in Québec, plaintiff *vs* MARCEL GROLEAU, formerly farmer of St-Fortunat, county of Wolfe, now domiciled at Warwick, R.R. 4, county of Arthabaska, defendant.

"A farm situated in the parish of St-Fortunat, county of Wolfe, comprising:

1. A part of lots numbers seven-A, seven-B and seven-C (Pt 7-A, 7-B and 7-C), range five (rg. 5) of the official cadastre for the township of Wolfestown; bounded in front on the northeast, by the rows of the fourth and fifth ranges, on the northwest side by lot six-C of the same said range; on the southeast side by lot seven-D of the same said range, and in depth on the southwest by the residue of said lots seven-A, seven-B and seven-C belonging to Mr. Fernand Gosselin. The southwest depth line for the two arpents and a half in width on the northwest side is at about five arpents from the fourth and fifth ranges, and for the two arpents and a half in width on the southeast side is at nineteen arpents from the row of the fifth and sixth ranges or a trifle less than six arpents from the row of the fourth and fifth ranges of the said township of Wolfestown.

2. Lots numbers seven-D and seven-E (7-D and 7-E) range five (rg. 5) of the aforesaid official cadastre, containing together one hundred and twenty-one acres and eighty-two hundredths (121.82 acres) in superficial area.

3. The northeast part of lots seven-F and seven-G (Pt 7-F and 7-G), range six (rg. 6) of the aforesaid official cadastre; of a depth of about eight arpents: bounded in front on the northeast by the public road of the fifth and sixth ranges on one side on the southeast by lot eight-D, of the same sixth range, in rear, on the southwest by the lot of land of Raoul Mass or representatives and on the other side on the northwest by the lot seven-D of the same range.

To withdraw from the said part of lot seven-F a piece sold by Émile Pelletier to Georges Pelletier, pursuant to a deed of sale registered at Ham-South under No. 23169 belonging to Henri Fortier or representatives, and measuring about eleven arpents and three fourths, more or less, and bounded in front by the row of the fifth and sixth ranges, on the northwest by the lot seven-D of the same range 6, on the southwest by the lot of land of said Raoul Mass or representatives and on the southeast by the residue of said lot seven-F.

Together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the registry office of Wolfe Division, at Ham-South, WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office, Court House,
Sherbrooke, March 27, 1969.

28686

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Provinciale, (Magog), No M-49. } JEAN CLAUDE THERRIEN, journalier, domicilié en la cité de Magog, district de St-François, demandeur, *vs* WILLIAM AULIS, résidant en la ville de Rock Island, district de St-François, défendeur.

« Une certaine parcelle de terrain située en la province de Québec, formant partie du morceau de terrain connu comme étant la place « Hunt », dans ledit village de Stanstead-Plain, et étant son extrémité est, d'une largeur de cent cinquante pieds (150′) sur l'extrémité nord et bornée à l'ouest par une ligne droite traversant ledit lot de la pointe au-dessus jusqu'à la route, et laquelle passera la vieille « Hunt's House » étant exactement de quatre pieds (4′) à l'ouest d'icelle. Ledit morceau de terrain formant partie du lot numéro cent trente-neuf (139) aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Stanstead-Plain, avec toutes les bâtisses dessus érigées et construites.

Ladite parcelle de terrain étant bornée comme suit: Au sud par le chemin; à l'ouest, par le résidu du lot numéro cent trente-neuf (139) appartenant à Charles Fox ou représentants; au nord et à l'est par les lignes dudit lot numéro cent trente-neuf (139) .»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, comté de Stanstead, MARDI, le SIXIÈME (6) jour de MAI 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 26 mars 1969.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
28687-o

Fieri Facias de Terris
District of St-François

Provincial Court, (Magog), No. M-49. } JEAN CLAUDE THERRIEN, labourer, domiciled in the city of Magog, district of St-François, plaintiff, *vs* WILLIAM AULIS, residing in the town of Rock Island, district of St-François, defendant.

"A certain parcel of land situate in the Province of Québec, being part of the piece of land known as the Hunt place, in said village of Stanstead-Plain, and being the east end of same, of a width of one hundred and fifty feet (150′) on the north end, and bounded on the west by a straight line across said lot from the above point to the highway, and which shall pass the old Hunt's House exactly being four feet (4′) west of same. The said piece of land being part of lot number one hundred and thirty-nine (139) upon the plan and in the book of reference for the said village of Stanstead-Plain, with all the buildings thereon erected and made.

Said parcel of land being bounded as following: to the south by the road; to the west by the residue of lot number one hundred and thirty-nine (139) belonging to Charles Fox or representatives; to the north and to the east by the lines of said lot number one hundred and thirty-nine (139)."

To be sold at the registry office, in Stanstead Plain, comté de Stanstead, TUESDAY, the SIXTH (6) day of MAY, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, March 26, 1969.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
28687-o

INDEX No 14

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

825 — Construction, prolongation de certains décrets en vertu de la Loi des relations de travail 2087
825 — Construction, extension of certain decrees in pursuance of the Construction Industry Labour Relations Act 2087
826 — Coiffeurs pour dames, Montréal 2085
826 — Hairdressers (Ladies') Montreal 2085
827 — Serrurerie et menuiserie métallique, Montréal 2086
827 — Non-Structural Metalwork Industry, Montreal 2086
828 — Construction, Québec 2086
829 — Construction, Montréal 2088
830 — Construction, Granby, St-Hyacinthe, St-Jean 2088
831 — Construction, Joliette 2086
833 — Construction, Sorel 2088
835 — Coiffeurs pour dames, Montréal 2087
835 — Hairdressers (Laides') Montreal 2087

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Estate Eva Sypniewski (*Benefit of Inventory*) 2112
Estate John S. Corrigan (*Benefit of Inventory*) 2112
Montréal, ville-city (*Rues, ruelles-Streets, Lanes*) 2109
Succession Eva Sypniewski (*Bénéfice d'inventaire*) 2112
Succession John S. Corrigan (*Bénéfice d'inventaire*) 2112

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Abourachid, Joe (*Dem.-Appl.*) 2095
Joseph Laurent Arnold 2095
Vineberg, Linda Suzan *et al* (*Dem.-Appl.*) 2095

Bills *Bills*

Sanctionnés 2137
Sanctioned 2137

COMPAGNIES *COMPANIES*

Chartes — demandes d'abandon de *Charters — Applications for surrender of*

Aupin & Cie ltée 2097
Broadlands Investments Ltd 2096
Builtwell Construction Corp 2096
Concession Development Inc 2096
Éditions Ruco ltée (Les) 2097
Gerelco Inc 2096
Kebec Auto-Pneus inc 2096
Lapinière Camping Inc 2097
La Rochelle Haute Coiffure inc 2097
Quincaillerie Belleville 2096
Sun 'N Sand Inc 2109
Tam Plumbing & Heating Co. Ltd 2097

Divers *Miscellaneous*

Beaudry Lumber Inc. (*Dir.*) 2097
Belmont Electric Limited (*Dir.*) 2098
Cardinal Furniture Industries Ltd. (*Dir.*) 2099
Cell-Rock inc. (*Dir.*) 2098
Entreprises Pye ltée (Les) (*Dir.*) 2098
For-Net inc. (*Dir.*) 2098
Grégoire (Wilfrid) inc. (*Dir.*) 2098
Immeubles Rougemont inc. (*Dir.*) 2098
Italian Economic Corporation (The) (*Agent*) 2099
Institut des Soeurs de l'Immaculée (L') (*Dir.*) 2098
Institut des Soeurs de l'Immaculée (L') (*Règl.–By-law*) 2097
L. T. Transport ltée (*Dir.*) 2099
Middle East Immigrant Aid Society of Canada (*By-laws*) 2098
North Hatley Ski Area Company Ltd. (*Dir.*) 2099
Pye Enterprises Ltd. (*Dir.*) 2098
Riverdale Development Company (*Dir.*) 2099
Skiroule ltée (*Dir.*) 2099
Société d'Aide aux Immigrants du Moyen-Orient du Canada (*Règl.*) 2098
Valquin inc. (*Dir.*) 2099

Lettres patentes *Letters Patent*

Aerodoo Québec-Maritimes Inc 2022
Agences de Distribution Dulo inc. (Les) 2022
Apollo Musical Society Inc 2082
Aqua International Ltd 2023
Aqua-Lav Inc 2023
Assistance professionnel d'Amos inc. 2023
Association Culturelle et Sportive de Lachenaie inc 2024
Association de la Bibliothèque de North Hatley (L') 2074
Association des Étudiants au CEGEP du Vieux Québec (L') 2024
Associés Bermingham inc. (Les) 2028
Auberge La Calèche inc 2025
Au Coin Chez Tony inc 2025
Auger (Aimé) inc 2025
Auteuil auto inc 2026
Autobus Chevrette inc 2026
Auto Rode Inc 2026
B.W. aluminium inc 2027
Baur au Lac Enterprises Ltd 2045
Beauce Valley Lumber Ltd 2027
Beaulieu (Eugène) & Son Ltd 2027
Bermingham Associates Inc 2028
Bernard (Serge) inc 2028
Bert's Steak House Inc 2028
Bois d'Oeuvre Lamontagne, inc. (Les) 2029
Boivin (Adrien) (1968) inc 2029
Bouchard & variétés inc 2029
Boutique Belle de Jour inc. (La) 2030
Boutique St-Roch inc 2030
Bramco Decor Products Ltd 2030
Brien (J.-Marc) inc 2031
Brulex inc 2031
Burdet (M.) inc 1031
Buvo ltée 2032
Cantex Chemicals & Equipment Corp. 2032
Car-Ell Holdings Inc 2032
Carrière Nicolet inc 2033
Celtic Real Estate Ltd 2033
Centre du Théâtre d'Aujourd'hui 2033
Centre Professionnel St-Rémi inc 2034
Cercueils André inc 2034
Charny Golf Club Inc 2036
Charpentier Photolab incorporée 2034
Cinéma Baronet ltée 2035
Cinéma St-Félicien ltée 2035
Cloutier Clothing Inc 2035
Club de Golf Charny inc 2036
Club de Hockey Juvénile de Malartic inc. (Le) 2036
Compagnie de Développement Résidentiel Zeta ltée 2036
Compagnie de Placements Émard limitée 2037
Constantin transport inc 2037
Construction Barbe inc 2037
Cookshire Metal Works Ltd 2038
Copoz inc 2038
Credit Card Registry Service Inc 2081
Dan's Trailer Sales Ltd 2038
David Distributors Ltd 2041
Delisle & Associates Inc 2039
Delisle & associés inc 2039
Delorme (Guy) inc 2039
Deschamps (Repentigny) inc 2039
Desjardins (Gilbert) inc 2040
Développement Paton inc 2040
Disques Apollo inc (Les) 2040
Distributeurs David ltée (Les) 2041
Distributeurs Indépendants inc. (Les) . 2041
Domaine St-Martin ltée 2041
Dubois (O.) inc 2042
Dubois (R. P.) inc 2042
Dulo Distribution Agencies Inc 2022
Eastern Mine & Title Inc 2043
Ébénisterie Ami inc 2043
Éditions Sega inc 2043
Eddy Fuel Oil Inc 2044
Elcar Ontario Limited 2044
Ellen (M.) Lumber ltée 2044
Ellen (M.) Lumber Ltd 2044
Entreprises Baur au Lac ltée (Les) 2045
Entreprises C.C.B. limitée (Les) 2045
Entreprises d'Habitation du St-Laurent inc. (Les) 2045
Entreprises générales d'Habitation Vsina inc. (Les) 2046
Entreprises Gérard Robidoux inc. (Les) 2046
Entreprises J. Adélard Bouchard inc. (Les) 2046
Entreprises Lontel inc. (Les) 2047
Entreprises Seraicco inc 2047
Etnev Inc 2047
Farquharson (S.C.) Investment Ltd 2048
Ferronnerie R. Gagné inc 2048
Foma Manufacturers and Agents Limited 2048
Fortune Enterprises Limited 2049
Foyer Delâge inc. (Le) 2049

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Foyers Lanouette ltée (Les) 2049
Frères Témiscamiens inc (Les) 2050
Galerie des Nations inc. 2050
Gallery of Nations Inc. 2050
General Aero Inc. 2050
Genest (Armand) & fils inc. 2051
Genicom inc. 2051
Gerole International Inc. 2051
Gestion J.E.L. inc. 2052
GiGi Cleaners Inc. 2052
Giordano (G.) Inc. 2052
G. L. A. International Ltd 2053
Glamour Services Ltd. 2053
Groups 1268 inc. 2053
Groupement des Hôteliers et des Restaurateurs de l'Est de la Province inc. 2054
Habitat de Québec inc. 2054
Habitations Lesage inc. (Les) 2054
Hair Extension Salons Ltd. 2055
Harper, (WM.) Landscaping Co. Ltd. . 2055
Haulaway (D. & J.) Contractors Ltd. . 2955
Hôtel Domaine St-Malachie inc. 2056
Houle couvreur inc. 2056
Hubert Cartage Inc. 2056
Hurtubise (Jacques) inc. 2057
Ideal Ruler Mfg (1969) Inc. 2057
Immeubles Ducharme inc. 2057
Inventronicks Ltd. 2057
Jamaica Investments Ltd 2058
Jean-Roger électrique inc. 2058
Jeune Chambre de St-Augustin inc. (La) 2058
Jetté, Roy & associés inc. 2259
Julien (Yvon) Inc. 2059
K. B. Motor Sales Ltd 2059
Lakefield Corporation 2060
Lakeshore Structural Steel Co. Ltd. ... 2060
Landers ltée 2060
Laurin (L.) construction inc. 2061
Laverdure (F. & R.) inc. 2061
Leewood Auto Ltd. 2061
Lantzos and Associates Inc. 2062
Lesage Housing Inc. 2054
Librairies C. M. ltée (Les) 2062
Ligue de Hockey Junior « B », district de Québec inc. 2062
Lionel's Furs (1969) Ltd 2063
Liqueurs La Sarre inc. 2063
Lizotte & Renaud inc. 2063
Loisirs Ste-Thérèse (Trois-Rivières) inc. (Les) 2064
Maar Ltd. 2064
Madou-Beauté inc. 2064
Magasin Royol Inc. 2065
Magino construction inc. 2065
Magog Area Senior Citizens' Home Inc. 2065
Maison d'Armes à feu inc. 2066
Manufactures Robert et Michel ltée (Les) 2066
Manufacturiers et Agents Foma limitée (Les) 2048
Marché Christ-Roi inc. 2066
Marché Duchesne & frère ltée 2067
Marcotte (L.P.) & fils ltée 2067
Marcotte (L.P.) & Sons Ltd. 2067
Marcoux (Jules) inc. 2067
Marcoux (V.) & fils inc. 2068
Martineau (Réal) inc. 2068
Maximum Services Ltd. 2068
Métallurgie Pelchat inc. 2069
Meubles Amos inc. (Les) 2069
Meubles Psycho-Vox inc. (Les) 2069
Meyer's Furs Inc. 2070
Micor auto inc 2070
Milot, (Roger) inc. 2070
Mobilier Commercial inc 2071
Modes Fantastiques inc. 2071
Molinari inc. 2071
Montacier ltée 2072
Montcalm électronique inc. 2072
Motel Séjour l'Ermite ltée 2072
Moto Culture Moderne inc. 2073
Musica-T.V. inc. 2073
Nadon & fils inc. 2073
Nettoyeurs GiGi inc. 2052
Nettoyeurs 60 Minutes ltée 2080
Nemiscau Mines Limitée 2074
Nickie Fabrics Ltd. 2084
Norlyn Realties Inc. 2074
North Hatley Library Association (The) 2074
Ottoni (L. J.) Inc. 2075
Paldec inc. 2075
Placements Hatley inc. 2075
Placements Vidar inc. (Les) 2076
Poliquin & Marchand inc. 2076
Potence Compagnie limitée (La) 2076
Psycho-Vox Furniture Inc. 2069
Qupat Inc. 2077
Realty Resource Corp. 2077
Robaro Prêts et Immeubles incorporée. 2077
Robert (Claude) inc. 2078
Robitaille huile à chauffage ltée 2078
Romar Carpet Ltd. 2078
Royal Fancy Spray Inc. 2079
Roy-Lou Enterprises Ltd 2079
Rujo Inc. 2079
Services Maximum ltée (Les) 2068
60 Minute Cleaners Ltd. 2080
S.R.C. Inc. 2080
Services Automatiques RS inc. 2080
Service d'Enregistrement de Cartes de Crédit inc. 2081
Société de Mécanique de Construction Somec inc. 2081
Société Immobilière Laflèche inc. (La). 2081
Société Musicale Apollon inc. 2082
Sogeran inc. 2082
Solomon Schechter Academy 2083
Spécialités Shawinigan inc. (Les) 2083
Stutman & Young Holdings Ltd. 2083
Tapis Romar ltés 2078
Théâtre du Nord ltée (Le) 2084
Tissus Nickie ltée (Les) 2084
Tousignant (Claude) inc. 2084
Transport Laurentien limitée 2085
Vilder-Danan Inter Design Inc. 2085

Sièges sociaux *Head Offices*

Agence de Voyage Beau-Mont inc. 2100
Allison (S.) Inc. 2100
Animaux Canadiana inc. (Les) 2101
Aquafon inc. 2100
Aqua-Lav inc 2102
Ateliers Raymond inc. (Les) 2101
Babeu (Maurice) inc. 2100
Beau-Mont Travel Agency Inc. 2100
Bélanger Mills inc. 2102
Canadiana Livestock Inc. 2101
Canadiana Ranch Inc. 2101
Cell-Rock inc. 2101
Centre de Nutrition de Montréal inc. .. 2102
Centre d'aménagement intérieur inc. .. 2104
Cloutier (Eugène) inc. 2102
Computer Placement Specialists Ltd. .. 2103
Consolidated Monpas Mines Limited .. 2103
Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke (La) 2104
Côté (Delphis) Limited 2104
Crêpe de France (No. 1) inc. (La) 2105

Sièges sociaux *Head Offices*
(suite) *(continued)*

Crêpe de France (No. 2) inc. (La) 2103
D.A.P. Inc 2102
D E A Inc 2104
Développement Amical inc 2103
Disques Révolution inc. (Les) 2105
Ellen (M.) Lumber Ltd 2105
Ellen (M.) Lumber ltée 2105
Elemen Inc 2105
Garage Léo Messier & Fils inc 2106
Garage Pigeon inc 2108
Immeubles Roland Gagné inc. (Les) ... 2106
Immeubles Rougemont Inc 2106
Institut des Soeurs de l'Immaculée (L') 2100
L. T. Transport ltée 2109
Laboratoire B-Sol ltée 2107
Magma Studios Inc 2107
Nationale Électronique inc 2106
Périard (M.) incorporée 2104
Placements Accueil inc 2105
Placements Rizzuto inc 2103
Québec Motor Coach Tours Inc 2107
Ranch Canadiana inc 2101
Revolution Records Inc 2105
Rosinc limitée 2108
Société de Construction Gelco ltée 2108
Someco Colbert inc 2108
Studios Magma inc. (Les) 2107
Supplex Inc 2108
Techlem Inc 2107
Terrevan Inc 2109
Tomassini Sport Inc 2101
Westmount Breast Center Inc 2109
Zipper Electric Inc 2106

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*

Candiac, ville-town 2113
Club de Golf de Rosemere inc 2114
Compagnie Trust Royal (La) 2112
Corporation des Électroniciens du Québec (La) 2112
Église Baptiste de Marieville 2115
Église Baptiste Française de Québec .. 2115
Fabrique de la paroisse de Ste-Sophie .. 2114
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins 2113
Laval, ville-city 2114
Montréal, ville-city 2113
Québec Corporation of Electronicians (The) 2112
Rosemere Golf Club Inc 2114
Royal Trust Company (The) 2112
St-Jean-des-Piles, munic 2115
Société Nationale de Fiducie 2113
Société St-Jean-Baptiste de Montréal .. 2113

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notices*

Campbell's Bay Rural Telephone Company Limited (The) 2115

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School municipality of:*

Berthier-Dautraie (*Dem.-Appl.*) 2116
Kensington (*Dem.-Appl.*) 2115
Monseigneur Matte (*Dem.-Appl.*) 2116
St-Mathias (*Dem.-Appl.*) 2116
Ste-Marie-Médiatrice (*Dem.-Appl.*) 2116

Institutions financières, compagnies et coopératives *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*

Assurances: *Insurance:*

London & Edinburgh Insurance Company Limited (The) 2116

TRAVAIL *LABOUR*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Coiffeurs, St-Hyacinthe (*Prél.*) 2093
Dress, Province (*Amend.*) 2089
Fourrure, détail, Montréal (*Prél.*) 2089
Fur, Retail, Montreal (*Levy*) 2089
Hairdressers, St. Hyacinthe (*Levy*) 2093
Horlogerie, Montréal (*Prél.*) 2091
Robe, Province (*Mod.*) 2089
Watchmakers, Montreal (*Levy*) 2091

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Arbor Week 2117
Coming into force of certain cadastral entities 2124
Coming into force of a part of the official cadastre of the township of Boisbuisson, situated in the registration division of Ste-Anne-des-Monts 2123
Coming into force of a part of the official cadastre of the township of Gauthier, situated in the registration division of Berthier 2121
Coming into force of a part of the official cadastre of the township of Gayhurst, situated in the registration division of Frontenac 2122
Coming into force of a part of the official cadastre of the township of Pershing, situated in the registration division of Abitibi 2120
Coming into force of a part of the revised situated in the registration division of of Beauce, county of Beauce 2119
Mise en vigueur de parties de certaines entités cadastrales 2124
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Boisbuisson, située dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts 2123
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Gauthier, située dans la division d'enregistrement de Berthier 2121
Mise en vigueur du cadastre revisé d'une partie du canton Gayhurst, située dans la division d'enregistrement de Frontenac 2122
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Pershing, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi 2120
Mise en vigueur du cadastre revisé d'une partie de la paroisse de St-Georges, située dans la division d'enregistrement de Beauce, comté de Beauce 2119
Séances de la Cour des Sessions de la Paix dans le district judiciaire de Hauterive (Concernant les endroits et les époques des séances) 2118
Semaine de l'arbre 2117
Sittings of the Court of the Sessions of the Peace in the judicial district of Hauterive (concerning the places and the times of the sittings) 2118

RÉGIE *QUÉBEC*

de l'assurance récolte du Québec *Crop Insurance Board*

Mixed Farming Land Insurance Plan (*Appr.*) 2127
Régime d'assurance pour la grande culture (*Appr.*) 2127

SOUMISSIONS *TENDERS*

Boucherville, ville-town 2129
Grand'Mère, c.s.-s.c. 2131
LaSalle, cité-city 2127
St-Antoine, ville-town (*Correction*) 2127
St-Grégoire, c.s.-s.c. 2132
St-Romuald-d'Etchemin, cité-city 2134
Windsor, ville-town 2135

SYNDICATS *SYNDICATES*

Professionnels *Professional*

Fédération des Associations des Camionneurs Artisans de la Rive Sud (*Const.-Inc.*) 2139
Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Saguenay-Lac-St-Jean (*Const.-Inc.*) 2139

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian Pacific Express Company 2137
Messageries du Canadien Pacifique 2137

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauce *Beauce*

Bernard *et al vs* Marois 2139

Hauterive *Hauterive*

Pointe-Lebel, c.s.-s.c. *vs* Chouinard 2140

Québec *Québec*

Charter Credit Corporation *vs* Hôtel-Motel Canari inc. 2140
E. U. limitée *vs* Grenier 2141

Rimouski *Rimouski*

Hamilton & Bourassa ltée *vs* Fortin .. 2141
Martel *vs* Desjardins 2142
Massicotte *vs* L'Auberge du Grand Métis ltée 2142
Québec Téléphone Inc. *vs* Gagné 2144
Ross (Judes) inc. *vs* Roy 2144

Saint-François *Saint-François*

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Groleau 2145
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Groleau 2145
Therrien *vs* Aulis 2146

Taxes *Taxes*

Ste-Agathe-des-Monts, ville-town 2137
St-Lambert, cité-city 2138